



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة
République Tunisienne
Présidence du gouvernement



الهيئة الوطنية لمكافحة الإرهاب
Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme



ENQUÊTE SUR LA COHÉSION SOCIALE À TATAOUINE

2022

**ENQUÊTE
SUR LA
COHÉSION
SOCIALE
À TATAOUINE**

2022





التماسك للوقاية من العنف
Cohésion pour prévenir la violence

Cette enquête a été commanditée dans le cadre du partenariat entre la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Tunisie à travers le projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence'. Le projet TARABOT suit une approche holistique de prévention de l'extrémisme violent (PEV) fondée sur trois piliers :









-  **Développement institutionnel** – En contribuant au renforcement des capacités de la CNLCT pour la programmation stratégique et le suivi systématique de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre l'Extrémisme et le Terrorisme (SNLCET), le projet vise à promouvoir un meilleur équilibre entre mesures préventives et réponse répressive à l'extrémisme violent, y-compris à travers le renforcement de la coordination interministérielle dans la mise-en-œuvre de la SNLCET.
-  **Engagement sociétal** – De manière complémentaire au financement d'initiatives locales de renforcement de la cohésion sociale, le projet vise à appuyer un processus de structuration du partenariat entre la société civile et la CNLCT dans le cadre de consultations et du suivi de l'exécution de la SNLCET.
-  **Production et valorisation de connaissances** – Pour faire face à la nature évolutive du phénomène, le projet vise à faciliter la production de connaissances pointues, spécifiques au contexte et sensibles à la dimension genre, ainsi qu'à leur valorisation pour informer les stratégies et interventions de PEV.



TABLE DES MATIÈRES

 Table des matières	5
 Groupe de travail	8
 Remerciements	9
 Liste des tableaux et graphiques	10
 Résumé analytique	15
Sources de cohésion	16
Effets positifs de la tribu sur le lien social.....	16
Facteurs régulateurs du mécontentement social à Tataouine.....	17
Fondations pour bâtir la confiance dans les institutions publiques.....	16
Facteurs de fragilité	17
Discrédit des corps intermédiaires.....	18
Faible confiance dans les institutions publiques.....	17
Menaces qui pèsent sur la sécurité humaine des habitant·e-s de Tataouine.....	18
Points émergents de vulnérabilité.....	19
 Introduction	20
Présentation.....	21
Cadre analytique et méthodologique.....	21
Processus d'exécution.....	22
Caractéristiques.....	23
Collecte des données.....	25
Echantillonnage.....	23
Leçons apprises et limitations.....	25
Echantillon complémentaire.....	26
Révision du modèle de mesure de la cohésion sociale.....	26
 Chapitre 1 – Relations entre les citoyen·ne-s et l'Etat	27

Confiance dans les institutions	29
Confiance dans les institutions à caractère régalien	31
Confiance dans les services publics de santé et d'éducation.....	30
Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques	36
Déterminants de la confiance verticale	34
Spécificités liées à la tranche d'âge : taux de confiance et de méfiance parmi les jeunes (18-29 ans)	34
Spécificités locales : taux de confiance et de méfiance à Tataouine Sud.....	33
Perceptions de corruption	37
Relation entre perceptions de corruption et confiance dans les fonctions régaliennes	39
Relation entre perceptions de corruption et confiance dans les fonctions sociales	38
Sentiment d'injustice	41
Justice devant la loi	41
Justice distributive.....	42
Justice interactionnelle	43
Attitudes envers les institutions	45
Etudes de cas spécifiques : attitudes négatives.....	47
Sentiment de respect envers les institutions de l'Etat.....	45
 Chapitre 2 – Relations horizontales	51
Identités collectives	53
Identités socio-politiques secondaires.....	56
Principales identités socio-politiques.....	54
Sphère privée.....	53
Confiance horizontale	57
Confiance dans les représentant-e-s de groupes sociaux.....	58
Confiance interpersonnelle	57
Relations entre tribus	60
Attitudes et perceptions de menaces.....	62
Communication entre les tribus	61
Perceptions de la communication avec les tribus parmi les personnes qui ne s'identifiant pas à la tribu.....	62
Sources de tension dans le secteur pétrolier	65
Déterminants de la confiance dans les compagnies pétrolières	67
Rapport entre habitant-e-s de Tataouine et compagnies pétrolières.....	65
 Chapitre 3 – Développement humain	68

Situation socio-économique	70
Activité professionnelle	73
Niveau d'éducation.....	81
Revenu mensuel	70
Libertés fondamentales et droits humains.....	82
Différences de perceptions selon le type de liberté.....	83
Disparités régionales et perceptions des libertés	85
Sécurité humaine.....	87
Motifs secondaires d'insécurité humaine.....	90
Principaux motifs d'insécurité humaine	88
Satisfaction à l'égard de la vie	91
Déterminants du sentiment de bien-être et de bonheur.....	92
Sentiment de bien-être et de bonheur	92
 Chapitre 4 – Participation	95
Représentation et participation politique	97
Capacité d'influence sur la vie politique et sociale (efficacité collective)	97
Crise de la représentation politique	98
Rapport entre citoyen·ne·s et municipalités	100
Corps intermédiaires	103
Attitudes envers les corps intermédiaires.....	104
Confiance dans les corps intermédiaires.....	103
Participation et représentation	106
Actions collectives.....	108
Dynamique des actions collectives ciblant les institutions publiques	110
Dynamique des actions collectives : probabilité	108
 Conclusions	113
Améliorer la relation entre les citoyen·ne·s et l'Etat	114
Consolider les relations horizontales	115
Renforcer les canaux de participation et de représentation	116
 Annexes	117
Table des annexes.....	117



GROUPE DE TRAVAIL

Cette enquête a été pilotée par le projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence'. Ses commanditaires sont la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Tunisie. L'enquête réunit les contributions de :

Coordination et gestion de l'enquête :

Mme Nesrine Ressaïsi

PNUD Tunisie

Supervision de l'enquête :

Mme Neïla Feki

CNLCT

Mme Sonia Abbassi

CNLCT

M. Massimo Fusato

PNUD Tunisie

Auteur du rapport d'enquête :

M. Thibaut Girault

PNUD Tunisie

Collecte et traitement des données :

BJKA Consulting

Suivi d'édition :

Mme Soumaya Taieb






PNUD Tunisie





REMERCIEMENTS

La CNLCT et le PNUD Tunisie adressent leurs remerciements à l'ensemble des contributeur-riche-s à cette enquête :

-  L'encadrement analytique et méthodologique de l'enquête a bénéficié des conseils continus de la part de **Dr. Charles Harb** (American University of Beirut, Doha Institute for Graduate Studies), lui assurant une robustesse scientifique.
-  La collecte des données de terrain et leur traitement ont été assurés par le bureau **BJKA Consulting** représenté en Tunisie par son directeur, **M. Samy Kalel**.
-  Le protocole d'enquête a été examiné par les membres du **Conseil National de la Statistique** (CNS), y-compris l'**Institut National de la Statistique** (INS), en étroite coordination avec **Mme Lamia Zribi** et **M. Chedli Beji**, pour veiller à sa conformité avec les standards nationaux en termes de production de statistiques.
-  L'adaptation au contexte spécifique de Tataouine du questionnaire et de l'analyse ont été renforcés grâce à l'engagement, lors d'entretiens exploratoires et de focus group d'analyse participative, de **15 parties prenantes de la région** parmi les autorités (municipalités, directions et commissariats régionaux) et la société civile (médias, syndicats, associations).
-  Le contenu de ce rapport a été révisé de façon critique par **Dr. Charles Harb** (American University of Beirut, Doha Institute for Graduate Studies), **M. Massimo Fusato** (PNUD), **Mme Ghofran Ajimi** (PNUD), **Mme Wafa Madder** (PNUD), **M. Clément Eyraud** (PNUD) et **M. Hafedh Bouktif** (PNUD). Leurs commentaires ont permis d'assurer la validité et la cohérence des conclusions présentées dans l'étude.
-  Ce rapport a pu être réalisé avec le soutien financier de la **Coopération suisse** ainsi que du **gouvernement des Pays Bas**.

Enfin, l'enquête a été réalisée grâce aux efforts réunis de l'ensemble des personnels de la CNLCT et du PNUD Tunisie (projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence').



LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Répartition de la population selon la délégation	24
Tableau 2 - Répartition de la population selon le sexe	25
Tableau 3 - Répartition de la population selon la tranche d'âge.....	25

Liste des graphiques

Graphique 1 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : confiance verticale).....	29
Graphique 2 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat (fonctions sociales)	30
Graphique 3 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat (fonctions régaliennes)	31
Graphique 4 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Remada	32
Graphique 5 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Dehiba.....	32
Graphique 6 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Remada chez les jeunes (18-29 ans)	32
Graphique 7 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Dehiba chez les jeunes (18-29 ans)	32
Graphique 8 - Perceptions de méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat : comparaison entre Tataouine Sud et le reste du Gouvernorat	33
Graphique 9 - Perceptions de confiance vis-à-vis des institutions de l'Etat : comparaison entre jeunes de 18 à 29 ans et les répondant.e.s âgé.e.s de plus de 60 ans	34
Graphique 10 - Déterminants de la confiance verticale	35
Graphique 11 - Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques.....	36
Graphique 12 - Perceptions de corruption (indicateur composite).....	38
Graphique 13 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de l'éducation et de la santé.....	39
Graphique 14 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de la sécurité, de la justice, et de la douane.....	40
Graphique 15 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie	41
Graphique 16 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les	

richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s	42
Graphique 17 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations	42
Graphique 18 - Conséquences du sentiment de justice/injustice sociale.....	43
Graphique 19 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect.....	44
Graphique 20 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent avoir été traité.e.s de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité	44
Graphique 21 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme leur sentiment prédominant envers les institutions de l'Etat	46
Graphique 22 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements de santé est négatif (par type de sentiment).....	47
Graphique 23 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements éducatifs est négatif (par type de sentiment)	48
Graphique 24 - Pourcentage de jeunes (18-29 ans) et 40-49 ans qui classent la colère comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes.....	49
Graphique 25 - Pourcentage de jeunes (18-29 ans) et des 60+ ans qui classent la peur comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes.....	49
Graphique 26 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la colère comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes (comparaison hommes/femmes)	50
Graphique 27 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la peur comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes (comparaison hommes/femmes)	50
Graphique 28 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la famille parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives	53
Graphique 29 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la Tunisie, la tribu et/ou le Gouvernorat de Tataouine parmi les trois premiers choix d'identités collectives	54
Graphique 30 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la tribu, leur génération et/ou la Tunisie parmi les trois premiers choix d'identités collectives à Dehiba	55
Graphique 31 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la tribu, leur génération et/ou la Tunisie parmi les trois premiers choix d'identités collectives à Remada	55
Graphique 32 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la Oumma Islamique et/ou leur génération parmi les trois premiers choix d'identités collectives.....	56
Graphique 33 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent être, ou ne pas être, en confiance dans leurs relations interpersonnelles (confiance horizontale)	57
Graphique 34 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme sentiment prédominant à l'égard des notables locaux	58
Graphique 35 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme sentiment prédominant à l'égard des imams/cheikhs	58
Graphique 36 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des notables locaux et responsables religieux	59
Graphique 37 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à la tribu qui déclarent rencontrer des personnes d'autres tribus fréquemment ou rarement.....	61

Graphique 38 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à la tribu qui déclarent avoir une communication positive ou négative avec les personnes d'autres tribus	61
Graphique 39 - Pourcentage de répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu qui déclarent rencontrer des personnes de tribus fréquemment ou rarement	62
Graphique 40 - Pourcentage de répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu qui déclarent avoir une communication positive ou négative avec les tribus	62
Graphique 41 - Pourcentage de répondant.e.s qui perçoivent une menace symbolique de la part d'autres tribus (indicateur composite).....	63
Graphique 42 - Pourcentage de répondant.e.s qui perçoivent une menace économique de la part d'autres tribus (indicateur composite).....	63
Graphique 43 - Pourcentage de répondant.e.s qui perçoivent une menace existentielle de la part d'autres tribus (indicateur composite).....	64
Graphique 44 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les entreprises pétrolières est négatif (par type de sentiment).....	65
Graphique 45 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des entreprises pétrolières.....	66
Graphique 46 - Déterminants de la confiance dans les entreprises pétrolières.....	67
Graphique 47 - Revenu mensuel des répondant.e.s et de leur ménage.....	70
Graphique 48 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (revenu objectif ; comparaison entre délégations)	71
Graphique 49 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent que leur revenu familial ne permet pas de subvenir aux besoins de leur ménage (revenu subjectif ; comparaison entre délégations)	72
Graphique 50 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (comparaison entre sexes)	72
Graphique 51 - Pourcentage de répondant.e.s âgé.e.s entre 50 et 59 ans qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage.....	73
Graphique 52 - Pourcentage de répondant.e.s de plus de 60 ans qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage.....	73
Graphique 53 - Statut professionnel des répondant.e.s	74
Graphique 54 - Pourcentage de répondantes qui déclarent être soit au chômage, soit femmes au foyer	75
Graphique 55 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à une éducation de qualité pour elles et leur entourage	76
Graphique 56 - Pourcentage de femmes au foyer qui sont inquiètes pour leur santé et/ou celle de leur entourage	76
Graphique 57 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à la culture et aux loisirs.....	76
Graphique 58 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (indicateur composite).....	77
Graphique 59 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent pour le respect de leurs droits et libertés	77

Graphique 60 - Pourcentage de femmes au foyer qui estiment globalement être satisfaites de leur vie (indicateur composite)	78
Graphique 61 - Pourcentage de femmes au foyer s'identifient aussi au pays.....	78
Graphique 62 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : confiance verticale) parmi les femmes au foyer	79
Graphique 63 - Perceptions de corruption dans les secteurs publiques (comparaison entre population générale et femmes au foyer)	79
Graphique 64 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s.....	80
Graphique 65 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations	80
Graphique 66 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent influencer les décisions à tous les niveaux (comparaison entre population générale et femmes au foyer).....	81
Graphique 67 - Niveau d'éducation atteint avec succès par les répondant.e.s	81
Graphique 68 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (indicateur composite)	83
Graphique 69 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté électorale est actuellement respectée en Tunisie.....	83
Graphique 70 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté de circulation/ mouvement est actuellement respectée en Tunisie	83
Graphique 71 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté d'expression est actuellement respectée en Tunisie.....	84
Graphique 72 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté d'affiliation politique est actuellement respectée en Tunisie.....	84
Graphique 73 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté de croyance et d'appartenance religieuse est actuellement respectée en Tunisie.....	84
Graphique 74 - Perceptions du respect des libertés : comparaison entre Remada, Dehiba et les standards régionaux	85
Graphique 75 - Perceptions des libertés : comparaison entre Samar, Tataouine Sud et les standards régionaux	86
Graphique 76 - Perceptions de sécurité humaine (indicateur composite)	87
Graphique 77 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent de ne pas avoir accès à une éducation de qualité pour eux et leur entourage.....	88
Graphique 78 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent de ne pas avoir accès à la culture et aux loisirs.....	88
Graphique 79 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour l'environnement de leur région	89
Graphique 80 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour la situation politique du pays et de leur région	89
Graphique 81 - Pourcentage de répondant.e.s qui expriment un sentiment de menace selon les différentes dimensions de sécurité humaine	90



Graphique 82 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment globalement être satisfait.e.s de leur vie (indicateur composite)	92
Graphique 83 - Déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie	93
Graphique 84 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent influencer les décisions des municipalités, du Gouvernorat et du Gouvernement.....	97
Graphique 85 - Pourcentage de répondant.e.s qui se sentent représenté.e.s au sein du Parlement.....	99
Graphique 86 - Pourcentage de répondant.e.s qui se sentent représenté.e.s au sein de leur conseil municipal	99
Graphique 87 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent avoir voté aux élections municipales (2018) et législatives (2019).....	100
Graphique 88 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les municipalités	101
Graphique 89 - Pourcentage de répondant.e-s qui classent le respect et la colère comme leur sentiment prédominant envers les municipalités	102
Graphique 90 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des corps intermédiaires organisés.....	103
Graphique 91 - Pourcentage de répondant.e-s qui classent le respect comme leur sentiment prédominant envers les corps intermédiaires	104
Graphique 92 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les responsables politiques est négatif (par type de sentiment)	105
Graphique 93 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les médias est négatif (par type de sentiment)	105
Graphique 94 - Pourcentage d'hommes âgés de 18 à 29 ans dont le sentiment prédominant envers les responsables politiques est négatif (par type de sentiment).....	106
Graphique 95 - Pourcentage d'hommes âgés de 18 à 29 ans dont le sentiment prédominant envers les médias est négatif (par type de sentiment).....	106
Graphique 96 - Pourcentage de répondant.e-s qui déclarent être membres d'un syndicat, d'un parti politique et/ou d'une association	106
Graphique 97 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les corps intermédiaires peuvent affecter les politiques de leur région	107
Graphique 98 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment qu'il est probable d'observer des actions collectives dans la région prochainement	108
Graphique 99 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que les habitant.e.s de leur région ont la capacité d'organiser une action collective.....	109
Graphique 100 - Déterminants de l'action collective ciblant les institutions publiques.....	111





RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'enquête sur la cohésion sociale à Tataouine étudie le rapport des habitant·e-s de la région avec leurs institutions (niveau vertical) et mesure la qualité des relations entre groupes sociaux ainsi qu'entre les individus eux-mêmes (niveau horizontal). Sa méthodologie est une adaptation au contexte du Social Cohesion Index, un modèle de mesure de la cohésion sociale développé par le bureau du PNUD pour la région Arabe. En identifiant les sources de cohésion et les facteurs de fragilité dans le tissu social de Tataouine, l'enquête fournit des données factuelles pour informer les programmes et politiques publiques dans la région. L'enquête permet ainsi de guider une réflexion pour une vision commune de renforcement de la cohésion sociale où les habitant·e-s de Tataouine vivraient en confiance et dignement au sein d'une société plus juste et harmonieuse.

Les résultats de l'enquête sont exposés au sein de quatre chapitres :

- **La 1^{ère} partie s'intéresse aux relations entre les citoyen·ne-s et l'Etat** . Dans un contexte où les citoyens montrent un fort respect vis-à-vis les institutions de l'état, des sentiments d'injustice et des scores élevés de perception de corruption semblent alimenter une certaine méfiance vers certaines de ces mêmes institutions. **A Gabes, 49,7% des habitant·e-s manifestent un bas niveau de confiance dans les institutions publiques.** En effet, **87% d'entre eux/elles estiment que les ressources ne sont pas redistribuées de manière équitable entre tou·te-s en Tunisie,** tandis que **73,2% des répondant·e-s estiment que la corruption serait répandue au sein de la société et des institutions.**
- **Dans un 2nd chapitre, le rapport montre un degré de cohésion plus fort au niveau des relations horizontales.** **67,6% des habitant·e-s de Tataouine s'identifient à la fois à leur pays, à leur tribu et à leur région,** ce qui montre que ces identités collectives sont compatibles et se complètent. Les relations entre tribus seraient aussi harmonieuses ; **92,9% des répondant·e-s estiment que la communication est positive lorsqu'ils/elles échangent avec des personnes d'autres tribus** . Les sources de tension se situeraient davantage autour des sites d'exploitation de pétrole ; **16,6% des répondant·e-s (et jusqu'à 28% des jeunes hommes) déclarent être en colère contre les entreprises pétrolières**
- **La 3^{ème} partie étudie les indicateurs de développement humain spécifiques au Gouvernorat.** Les données socioéconomiques des habitant·e-s de Tataouine signalent des conditions défavorables, avec **31,6% des répondant·e-s qui estiment que leur revenu est insuffisant pour couvrir leurs besoins.** Les femmes au foyer représentent **68,4% des femmes répondantes** et sont particulièrement vulnérables ; **94,6% d'entre elles expriment un sentiment d'injustice.** Cette situation expose les habitant·e-s de la région à différentes menaces ; **l'accès à une éducation de qualité est un motif de préoccupation pour 43,5% d'entre eux/elles, l'accès aux loisirs/à la culture pour 42,8% d'entre eux/elles et la préservation de l'environnement pour 40,6% d'entre eux/elles.**
- **Le 4^{ème} chapitre étudie les différentes modalités de participation parmi la population de Tataouine.** Les canaux traditionnels de représentation politique semblent s'essouffler : **76,9% des répondant·e-s ne se sentent pas représenté·e-s au Parlement, et 74,5% ne se sentent pas représenté·e-s par leur conseil municipal.** La participation aux élections est particulièrement basse, notamment chez les jeunes ; **seulement 15,2% des jeunes ont voté aux dernières élections municipales, et 28,4% aux dernières élections législatives.** La confiance dans les corps intermédiaires est aussi très basse (seulement **16,4% pour les partis politiques et 31,2% pour les associations**). Avec **61,3% des habitant·e-s de Tataouine qui estiment être en capacité d'organiser des actions collectives,** il serait donc plus probable d'observer des manifestations spontanées dans la région.



Le résumé analytique étudie les pressions qui s'exercent sur la cohésion sociale à Tataouine de façon dynamique et transversale. Il identifie des tendances générales, en termes de sources de cohésion et de facteurs de fragilité, qui caractérisent le profil du Gouvernorat de Tataouine.



SOURCES DE COHÉSION

Les résultats de l'enquête aident à identifier différents leviers qui participent à la construction de la confiance et d'un capital social unificateur à Tataouine.

| Fondations pour bâtir la confiance dans les institutions publiques

A Tataouine, le capital confiance dans les institutions de l'Etat s'enracine dans la protection des libertés publiques, les attitudes de respect et le sentiment d'appartenance au pays.

La majorité des habitant-e-s de Tataouine (78%) a le sentiment que les libertés fondamentales sont actuellement respectées en Tunisie, ce qui a un effet positif sur la confiance dans les institutions publiques. Toutefois, près d'une personne sur trois craint une violation de ses propres droits ; une part non négligeable des habitant-e-s de la région considèrerait donc que les libertés des autres personnes sont respectées, tandis que les leurs seraient menacées.

Les institutions publiques s'appuient sur un capital respect très fort qui aurait le potentiel de renforcer la confiance verticale. Les fonctions régaliennes de l'Etat suscitent des niveaux plus consensuels de respect (jusqu'à 89,3% pour l'armée ou 82,6% pour la police/Garde Nationale) que les établissements d'éducation ou de santé par exemples. Par contre, cette attitude de respect ne serait pas tant enracinée dans des expériences vécues. En effet, les habitant-e-s de Tataouine ont une perception négative de la manière dont le personnel des services publics les traite (plus d'une personne sur trois considère que les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect). Le respect dans les institutions publiques s'apparenterait davantage à une marque d'attachement à la présence d'un Etat et de sa protection (demande d'Etat).

Le sentiment d'appartenance au pays est particulièrement élevé à Tataouine. L'affiliation nationale est en effet la première identité collective la plus couramment partagée à Tataouine, ce qui conteste l'idée communément admise que le sentiment d'appartenance au pays serait moins élevé dans les régions périphériques de la Tunisie. Au contraire, la fierté d'appartenir à la Tunisie a le potentiel de rassembler et d'unir les habitant-e-s de Tataouine au sein d'une vision commune et nationale. Elle pourrait en partie expliquer l'attitude commune de respect envers les institutions publiques comme une démonstration du patriotisme des habitant-e-s de la région.

| Effets positifs de la tribu sur le lien social

L'appartenance à la tribu est la deuxième identité collective la plus structurante à Tataouine. Elle arrive même au premier rang dans les délégations de Remada et Dehiba, ce qui souligne le poids de la structure tribale dans l'organisation sociale de la région frontalière. 67,6% des habitant-e-s de Tataouine déclarent qu'ils/elles partagent un sentiment d'appartenance à la fois à leur pays, à leur région et à leur tribu, ce qui montre que ces identités sont compatibles et se complètent les unes les autres.

Les rapports entre tribus se seraient construits autour de relations harmonieuses. La qualité et la fréquence dans la communication entre personnes de tribus différentes montre en effet que celles-ci ne causeraient pas des attitudes conflictuelles. De même, le potentiel de tensions qui pourraient être alimentées par des perceptions de menaces entre personnes de différentes tribus est marginal. D'ailleurs, les perceptions

de menace entre groupes sont plus faibles dans la région frontalière (Dehiba et Remada), là où le facteur tribal est le plus marqué dans les identités collectives.

La tribu jouerait un rôle significatif dans la création de liens de solidarité, mais elle aurait une influence négligeable sur la vie politique et sociale. Les notables locaux, qui exercent une autorité morale sur la tribu, bénéficient d'un capital confiance supérieur à celui des corps intermédiaires organisés (associations, partis politiques, etc.). Ces notables locaux sont également perçus positivement par les habitant-e-s de la région (attitudes majoritaires de respect), ce qui montre leur potentiel comme agents de transmission de valeurs communes au sein et entre les tribus. Par contre, les habitant-e-s de Tataouine estiment moins couramment que les tribus influencent la politique locale que les autres corps intermédiaires.

| Facteurs régulateurs du mécontentement social à Tataouine

La religion jouerait un rôle positif sur le sentiment de bien-être et de satisfaction chez les habitant-e-s de Tataouine. Une majorité des répondant-e-s s'identifie au groupe religieux supranational, même si cette identité est moins structurante que le sentiment d'appartenance au pays, à la tribu et à la région. En plus d'influencer fortement la manière dont les personnes se comportent au quotidien, la religion apporterait un sentiment de sécurité. En outre, 3 personnes sur 4 à Tataouine estiment que les libertés de croyance et d'appartenance religieuse sont respectées en Tunisie.

Il existe, à Tataouine, une volonté commune de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie dans la région. Cette volonté est portée de façon positive par un niveau de confiance élevé dans l'efficacité de l'action collective. 61,3% des habitant-e-s de Tataouine estiment en effet qu'ils/elles ont la capacité d'organiser des actions collectives, et que celles-ci peuvent avoir un impact et influencer les décisions de leur municipalité, du Gouvernorat et/ou du Gouvernement. Ce sentiment d'efficacité collective contribue indirectement à améliorer le niveau de satisfaction au sein de la population. En outre, la faible mobilisation au sein des corps intermédiaires et la participation limitée aux différentes élections ne signifieraient pas qu'il y aurait une forme d'apathie au sein de la population. Celle-ci serait plutôt à la recherche de nouveaux canaux plus efficaces pour se mobiliser.

| FACTEURS DE FRAGILITÉ

Les pressions exercées sur la cohésion sociale à Tataouine sont influencées par des facteurs structurels qui rendent le Gouvernorat vulnérable aux difficultés et aux crises.

| Faible confiance dans les institutions publiques

A Tataouine, la confiance dans les institutions publiques est fragile, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le niveau de confiance verticale est particulièrement bas parmi les habitant-e-s de Tataouine Sud, les femmes au foyer et les jeunes (18-29 ans). Trois facteurs ont une influence négative sur ce faible niveau de confiance.

Une très large majorité des habitant-e-s de Tataouine partage un sentiment d'injustice qui pèse lourdement sur la confiance verticale. Ce lien indiquerait d'abord une critique du fonctionnement des services publics de base, jugés inefficaces (les scores de confiance sont les plus faibles dans les domaines de la santé et de l'éducation). Le sentiment d'injustice renvoie également à la perception que les ressources du pays ne seraient pas redistribuées de manière équitable entre tou-te-s, ce qui aggraverait les inégalités de développement. Ce sentiment d'injustice alimente les perceptions de marginalisation, de mépris ('hogra') et la colère envers certaines institutions (notamment de santé et d'éducation).

Il existe une corrélation entre confiance horizontale et verticale ; la relation entre le personnel et les usager-e-s de services publics aurait un effet significatif sur la perception qu'ont les habitant-e-s de la région de leurs institutions. Cette tendance pourrait indiquer une personnification des relations entre citoyen-ne-s et institutions publiques. Mais cette relation est potentiellement négative : moins les habitant-e-s de la région sont en confiance lorsqu'ils/elles interagissent avec d'autres personnes, alors moins ils/elles auront confiance dans les institutions publiques.

La confiance dans le secteur public est sapée par de hauts scores de corruption perçue. Cette corrélation est la plus forte dans les secteurs de la sécurité, de la justice et de la douane. La corruption perçue renvoie d'abord à la relation horizontale entre personnels et usager-e-s de services publics à travers le sentiment que les représentant-e-s de l'Etat privilégieraient leurs profits personnels au détriment de l'intérêt général. Elle est aussi liée au sentiment d'injustice, à travers l'absence de redistribution équitable des ressources et/ou la perception que la loi ne s'appliquerait pas de façon égale à tou-te-s.

| **Discrédit des corps intermédiaires**

Les corps intermédiaires (élu-e-s, syndicats, associations, partis politiques, médias, etc.) font face à une crise profonde de représentativité et de légitimité, notamment auprès des jeunes.

Les associations, syndicats et partis politiques auraient une capacité limitée de mobilisation pour organiser la participation du public au sein d'actions collectives. Même si les habitant-e-s de Tataouine considèrent que les corps intermédiaires peuvent influencer les politiques locales, ils/elles ne feraient pas confiance à ces mêmes acteurs pour défendre leurs intérêts. En effet, les corps intermédiaires enregistrent des faibles scores de confiance (en moyenne moins élevés que pour les institutions de l'Etat) et la proportion des personnes qui déclarent être membres de ces organismes est infime. De plus, les responsables politiques et les médias cristallisent des sentiments particulièrement hostiles (colère et rancune), atteignant jusqu'à 32,7% de jeunes hommes se déclarant en colère contre les responsables politiques.

Le désaveu qui touche les corps intermédiaires s'étend à une désaffection des mécanismes existants de représentation politique. En effet, plus des trois quarts des habitant-e-s de Tataouine ne se sentent pas représenté-e-s au sein du Parlement et/ou de leur conseil municipal. D'ailleurs, les municipalités ne bénéficient pas d'un capital confiance plus élevé que les institutions de l'Etat malgré la plus grande proximité du pouvoir local avec les citoyen-ne-s. Par conséquent, le sentiment d'être inclus dans la prise de décision est faible.

Il est donc plus probable que les habitant-e-s de Tataouine privilégient un cadre non-structuré et spontané pour dénoncer les injustices sociales et tenter d'influencer les décisions des autorités publiques. Les corps intermédiaires seraient alors discrédités et auraient peu de capacités de médiation en cas d'irruption de tensions sociales.

| **Menaces qui pèsent sur la sécurité humaine des habitant-e-s de Tataouine**

L'accès à l'éducation, à la culture/aux loisirs ainsi qu'à un environnement sain, propre et durable sont les trois principaux domaines pour lesquels les habitant-e-s de Tataouine expriment le plus couramment un sentiment d'insécurité humaine. Ce classement conteste l'idée communément admise de prioriser la sécurité et l'emploi dans les politiques de l'Etat qui ciblent la région de Tataouine. En effet, l'insécurité économique et le sentiment de menace physique arrivent respectivement au 5^{ème} et 8^{ème} rang des motifs d'insécurité humaine. En plus de se sentir à l'abri du besoin et de tout type de menace, il importe donc aux habitant-e-s de la région de vivre dans des conditions dignes en préservant leur environnement ainsi qu'en améliorant l'accès à une éducation de qualité et à des opportunités de divertissement.

Les habitant-e-s de la région auraient une confiance limitée dans la capacité de la société et de l'Etat à remédier collectivement à ces priorités en termes de sécurité humaine. En effet, la corruption perçue, le

sentiment d'injustice et la faible confiance horizontale sont trois facteurs qui aggravent le sentiment d'insécurité humaine. Ainsi, la fragilité des relations de confiance est une entrave au développement d'une vision commune axée sur la sécurité humaine. De même, les perceptions de corruption et d'injustice signaleraient la défiance des habitant·e·s de la région envers les pouvoirs publics ; ils/elles auraient besoin de garanties solides que l'Etat comprend effectivement les problèmes qui se posent à leur dignité et à leurs moyens de subsistance, et qu'il y apporte des réponses tangibles.

| **Points émergents de vulnérabilité**

Deux phénomènes plus conjoncturels pourraient cristalliser ces tendances lourdes et provoquer un affaiblissement durable de la cohésion sociale à Tataouine.

Les scores élevés de méfiance et de colère ciblant les entreprises pétrolières, notamment parmi les jeunes hommes de Remada et Tataouine Sud, confirment la persistance de tensions autour du secteur extractif.

L'encadrement de la responsabilité sociale des compagnies pétrolières cristalliserait le mécontentement social. D'une part, la corrélation entre sentiment d'injustice et méfiance dans les entreprises pétrolières témoigne de la confiance limitée dans ces dernières pour contribuer effectivement à la redistribution des profits en faveur d'un développement local inclusif. D'autre part, la confiance dans les entreprises pétrolières est sapée par des scores élevés de corruption perçue dans les institutions publiques, ce qui montrerait une confiance limitée dans l'Etat pour encadrer et garantir une redistribution juste et équitable des ressources tirées du secteur pétrolier.

A Remada et Dehiba, la militarisation de la frontière semble peser lourdement sur la relation entre jeunes et militaires.

Dans le reste du Gouvernorat, il semblerait que l'armée capitalise sur un crédit de confiance plus consensuel, notamment à travers son image rassembleuse de neutralité et de protection. La population générale de Remada et Dehiba semble aussi accorder un niveau standard de confiance dans l'armée. Par contre, la méfiance et les sentiments de colère envers l'armée sont beaucoup plus courants chez les jeunes de ces deux délégations.



INTRODUCTION

Le rapport d'enquête sur la cohésion sociale à Tataouine est organisé en 4 chapitres. Après une brève section introductive qui éclaire sur le contexte de l'enquête, ses caractéristiques techniques, son processus d'exécution et ses limitations, l'étude aborde les enjeux de cohésion sociale relatifs (1) au rapport entre les citoyen-ne-s et l'Etat, (2) aux relations horizontales, (3) au développement humain et (4) à la participation.



PRÉSENTATION

A travers le projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence', la *Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme* (CNLCT) et le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD) soutiennent une approche de **renforcement de la cohésion sociale** comme fondement d'une intervention de prévention de l'extrémisme violent. Cette approche est mise-en-œuvre dans les Gouvernorats du Sud-Est tunisien depuis 2018 et s'appuie sur un partenariat inclusif avec les pouvoirs publics locaux et les composantes de la société civile.

Une des caractéristiques centrales de cette approche est la **production de connaissances** factuelles et analytiques, spécifiques au contexte et sensibles au genre. La recherche joue un effet de levier pour développer une compréhension commune des défis liés à l'extrémisme violent et informer des interventions et/ou politiques de prévention.

L'enquête sur la cohésion sociale à Tataouine vise donc à **mesurer et analyser les sources de résilience et facteurs de fragilité dans le Gouvernorat en vue d'informer les initiatives et politiques publiques contribuant au renforcement de la cohésion sociale à Tataouine**. Elle fournit des données statistiques sur les dimensions de la cohésion sociale qui sont spécifiques à Tataouine, désagrégées par sexe et tranches d'âge, avec un niveau de granularité satisfaisant pour mettre en valeur les particularités de chaque délégation du Gouvernorat.



CADRE ANALYTIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

La « **cohésion sociale est le degré de confiance dans l'Etat et dans la société ainsi que la volonté de participer collectivement à une vision partagée de paix et de développement durables** »¹. Cette définition est le socle du cadre analytique de l'enquête qui s'articule en deux niveaux de cohésion sociale. Ce cadre analytique étudie donc les relations entre les individus et l'Etat (**niveau vertical**) ainsi qu'entre les groupes sociaux et les individus eux-mêmes (**niveau horizontal**).

L'enquête sur la cohésion sociale à Tataouine est une adaptation de la méthodologie du **Social Cohesion Index** développée par le Bureau pour les Etats Arabes du Programme des Nations Unies pour le développement². Cet outil de mesure de la cohésion sociale fournit un cadre méthodologique robuste validé par un *peer review* scientifique. La méthodologie est à la fois spécifique au contexte de la région MENA, mais aussi adaptable aux spécificités locales où elle est appliquée.

La méthodologie d'enquête privilégie une **approche programmatique et pragmatique** comme outil d'aide à la décision pour informer des politiques et interventions visant à renforcer la cohésion sociale. Ce modèle a aussi une **portée prédictive**. Il contient des éléments prédicteurs (ex : perceptions de justice, de corruption, etc.) modulés par des variables centrales (ex : identités collectives, attitudes, etc.) qui influent sur une conséquence plus ou moins probable, à savoir l'action collective. Dès lors, le questionnaire couvre les dimensions suivantes :

1- PNUD, 'Renforcer la cohésion sociale. Cadre conceptuel et implications pour les programmes', 2020. <https://www.undp.org/publications/strengthening-social-cohesion-conceptual-framing-and-programming-implications>

2- Charles Harb, 'Developing a social cohesion index for the Arab region. Background methodological paper', UNDP, 2017. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/arabstates/Developing-a-Social-Cohesion-Index-for-the-Arab-Region---UNDP-Amman-Hub-2017.pdf>



- **Section 1** – Perceptions des libertés fondamentales et droits humains
- **Section 2** – Mesures de la satisfaction à l'égard de la vie et de la religiosité intrinsèque
- **Section 3** – Perceptions de la corruption
- **Section 4** – Evaluation de la confiance (verticale et horizontale)
- **Section 5** – Identités collectives
- **Section 6** – Perceptions de justice
- **Section 7** – Perceptions de menaces et sécurité humaine
- **Section 8** – Contacts
- **Section 9** – Sentiments
- **Section 10** – Action collective
- **Section 11** – Efficacité collective
- **Section 12** – Participation et représentation politique
- **Section 13** – Caractéristiques sociodémographiques

Pour le contexte tunisien, un effort d'**adaptation au spécificités locales** est réalisé à travers quatre volets :

- Les différentes composantes du système national de la statistique (Institut National de la Statistique, Conseil National de la Statistique) ont été associées à chacune des étapes de l'enquête pour contribuer au plan de sondage et veiller à la validité technique du protocole d'enquête.
- Certaines dimensions du questionnaire (ex : libertés individuelles) ont été dérivées d'enquêtes nationales (ex : enquête sur la sécurité, les libertés et la gouvernance locale) pour bâtir sur les modèles nationaux existants.
- Dans l'étape préparatoire, des concertations locales (focus group) et le pré-test de l'enquête ont abouti à un questionnaire qui intègre des spécificités propres au Gouvernorat.
- Le questionnaire est traduit en dialecte tunisien.

Pour l'enquête sur la cohésion sociale à Tataouine, le processus d'adaptation au contexte a bénéficié des apprentissages de l'enquête de Médenine (2020), notamment pour réviser et renforcer les dimensions liées à la sécurité humaine et à l'action collective. En outre, le questionnaire porte une attention spécifique à des éléments propres au Gouvernorat de Tataouine, notamment en ce qui concerne les facteurs de tension dans le secteur pétrolier.



PROCESSUS D'EXÉCUTION

Le processus d'exécution de l'enquête a veillé aux principes d'inclusion et de robustesse à chacune des étapes. Ces principes se manifestent dans la **démarche participative** qui a été adoptée pour inclure les parties prenantes nationales et régionales, parmi les pouvoirs publics et la société civile, qui jouent un rôle dans le renforcement de la cohésion sociale et/ou la production de statistiques.

Ce processus se décline en 4 phases et 15 étapes :

Phase préparatoire

- **Etape 1** – Préparation d'une note de cadrage.
- **Etape 2** – Focus groups et concertations sur l'adaptation du questionnaire.
- **Etape 3** – Pré-test terrain.
- **Etape 4** – Finalisation du questionnaire.
- **Etape 5** – Revue et validation du plan de sondage par l'INS.
- **Etape 6** – Revue et validation du protocole d'enquête par le Conseil National de la Statistique.

Phase empirique

- **Etape 7** – Formation des enquêteur·rice·s et superviseur·e·s.
- **Etape 8** – Collecte des données.
- **Etape 9** – Enregistrement, nettoyage et tri à plat de la base de données.

Phase d'analyse

- **Etape 10** – Focus groups et concertations pour l'analyse participative du tri à plat.
- **Etape 11** – Analyses statistiques (tri croisé, corrélations et régressions).
- **Etape 12** – Analyse qualitative et rédaction du rapport d'enquête.
- **Etape 13** – *Peer review* et validation des résultats.

Phase de valorisation

- **Etape 14** – Edition du rapport statistique et d'enquête.
- **Etape 15** – Ateliers de dissémination et d'analyse participative pour la préparation de *policy briefs*.

Le rapport fait régulièrement référence à trois étapes en particulier. L'**analyse exploratoire** (étape 2) a été déterminante pour la préparation du questionnaire. Les informations qualitatives collectées lors de cette étape permettent de justifier certains choix, comme par exemple la référence à l'identité de la tribu pour la mesure des relations horizontales. L'**analyse participative** (étape 10) est intervenue après la collecte des données et le tri à plat pour compléter l'interprétation des données par une lecture qualitative. Il s'agit d'une interprétation qui s'est appuyée sur la contribution directe des habitant·e·s et représentant·e·s des pouvoirs publics du Gouvernorat de Tataouine. Cette étape a aussi guidé les **analyses statistiques** (étape 11), notamment pour tester la validité des hypothèses de corrélations entre certaines variables.



CARACTÉRISTIQUES

Le protocole d'enquête a été validé par le Conseil National de la Statistique le 15 septembre 2021 (visa du Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale n°03/2021).

| **Echantillonnage**

La taille de l'échantillon est suffisante pour une exploitation des résultats désagrégée par délégation, tranche d'âge et sexe.



Selon le recensement effectué en 2014 par l'Institut National de la Statistique (INS), la population totale du Gouvernorat de Tataouine est de 149.453 habitant-e-s. La **population de référence** retenue pour l'enquête est celle âgée de 18 ans et plus, soit **98.475** personnes en 2014.

La méthode d'**échantillonnage** a associé trois modalités :

- **Echantillonnage stratifié** – A partir de la population de référence, 4 critères ont été utilisés pour définir de façon représentative des sous-populations ; (i) la tranche d'âge, (ii) le sexe, (iii) le milieu d'habitation (urbain/rural) et (iv) le découpage administratif (Gouvernorat, délégation, secteur).
- **Echantillonnage par quota** – A partir de ces sous-populations et de ces critères, 58 grappes de 40 personnes chacune ont été identifiées.
- **Echantillonnage aléatoire** – Dans chaque secteur/délégation, le choix des ménages s'est fait de manière aléatoire. Si un membre du ménage correspondait aux critères d'âge, de sexe et de milieu recherché, le questionnaire lui était administré. Dans le cas contraire, l'enquêteur-riche poursuivait la recherche.

Le plan de sondage a été validé par l'Institut National de la Statistique.

Pour un niveau de confiance optimal dans les résultats de l'enquête, **2.246 questionnaires** ont été recueillis à l'échelle du Gouvernorat, soit une **marge d'erreur de 2%** pour un **taux de confiance de 99%** (intervalle de confiance de +/- 2,0678%). Le plan de sondage initial fixait un objectif de 2.320 participant-e-s à l'enquête ; le taux de réponses valides s'élève donc à 96,8%.

A un niveau plus granulaire, toutes les délégations du Gouvernorat ont été couvertes. Le niveau de confiance varie d'une localité à une autre mais se maintient à un degré satisfaisant pour des analyses comparatives entre délégations (taux de confiance entre 95% et 99%, marge d'erreur commune de 5%).

Tableau 1 - Répartition de la population selon la délégation

Localité	Pop de référence (âgée de + de 18 ans en 2014)	Taille de l'échantillon	Niveau de confiance	Marge d'erreur
Tataouine Nord	39 872	1 336	99 %	5%
Tataouine Sud	23 217	405	99 %	5%
Samar	9 174	109	99 %	5%
Bir Lahmar*	5 799	120	95 %	5%
Ghomrassen	10 903	396	99 %	5%
Remada*	2 917	120	95 %	5%
Dehiba*	6 593	80	95 %	5%
Tataouine (Gouv)	98 475	2 246	99 %	2 %

* Les résultats pour les délégations de Bir Lahmar, Remada et Dehiba sont intégrés dans une base de données séparée car l'enquête de terrain y a été réalisée à une période différente du reste du Gouvernorat, selon un tirage séparé de l'échantillon (voir section sur les limitations).

Une présentation et comparaison des données selon le **sexe** et la **tranche d'âge** est également possible, et ce à l'échelle du Gouvernorat et des délégations.

Tableau 2 - Répartition de la population selon le sexe

Sexe	Pop de référence (2014)	Nombre de répondant-e-s à l'enquête	% de l'échantillon total
Hommes	45 104	1 178	52,5%
Femmes	53 371	1 068	47,5%
Total	98 475	2 246	100%

Tableau 3 - Répartition de la population selon la tranche d'âge

Tranche d'âge	Pop de référence (2014)	Nombre de répondant-e-s à l'enquête	% de l'échantillon total
18-29 ans	28 658	422	18,8%
30-39 ans	23 274	508	22,6%
40-49 ans	16 281	469	20,9%
50-59 ans	13 239	373	16,6%
60 ans+	17 023	474	21,1%
Total	98 475	2 246	100%

Collecte des données

La modalité d'enquête choisie est celle de l'**auto-administration** (support utilisé : tablettes électroniques, à travers le logiciel SurveyToGo) pour éviter les biais liés à l'influence extérieure (environnement social de l'enquêté-e) et/ou de l'enquêteur-riche. 15,9% des répondant-e-s (22,5% des femmes et 9,9% des hommes) ont néanmoins eu besoin de l'assistance d'un-e enquêteur-riche (par exemples, dans le cas où le/la répondant-e était illettré-e ou qu'il/elle ne maîtrisait pas l'outil informatique).

Une équipe de 14 enquêteur-riche-s, 4 superviseur-e-s et 1 responsable terrain a été mobilisée et formée sur la conduite de l'enquête.

La période de collecte sur terrain s'est étendue du **12 octobre au 05 novembre 2021**, puis du 5 au 15 décembre 2021 pour la base de données complémentaire (Bir Lahmar, Remada et Dehiba). La durée moyenne d'administration des questionnaires a été de 33 minutes.

LEÇONS APPRISSES ET LIMITATIONS

Les apprentissages méthodologiques tirés de cette nouvelle édition de l'enquête informent un processus itératif d'adaptation du modèle de mesure de la cohésion sociale pour d'éventuelles nouvelles éditions.

Révision du modèle de mesure de la cohésion sociale

Le questionnaire d'enquête a reçu des modifications justifiées par les apprentissages de la première édition à Médenine, en 2020 :

- L'**échelle de mesure** commune à toutes les sections a été rationalisée (suppression d'une option de réponse 'neutre') pour atténuer le risque de données inexploitable qui avait été observé lors de la première édition à Médenine. Cette modification mineure a obtenu les résultats escomptés, avec un très faible taux de non-réponses à la majorité des questions.
- Une section sur l'**action collective** a été introduite, conformément au modèle initial du *Social Cohesion Index*. Bien que cette section ne mesure pas la probabilité d'observer des actions collectives selon si celles-ci seraient violentes ou non-violentes, elle informe sur les motifs de mobilisation (liés à la sécurité humaine) et la cible de celles-ci. Les résultats pour les motifs de mobilisation sont insatisfaisants et montrent l'invalidité de cette mesure ; la sous-section devrait être retirée des prochaines itérations de l'enquête. Les résultats pour les cibles de l'action collective sont exploitables avec un niveau de précaution élevé ; les prochaines éditions de l'enquête devraient rationaliser la liste à un nombre plus réduit et mieux contextualisé de cibles de l'action collective.
- La section sur les **identités collectives** a introduit un classement de celles-ci ; ce classement se fait sur 12 rangs. Pour prévenir le risque de désengagement des enquêté-e-s, il est recommandé de réduire ce classement à 5 rangs dans les prochaines itérations de l'enquête.
- L'échelle de mesure de la section sur les **émotions** est différente de celle utilisée dans les autres sections. Bien que cette section informe sur les émotions (ex : colère, respect, etc.) des répondant-e-s concernant différentes cibles, celles-ci ne peuvent pas être intégrées dans les analyses statistiques qui identifient les facteurs ayant une influence sur la confiance ou l'action collective par exemples. De plus, la liste des émotions (choix de réponse) est très détaillée et mène à un risque élevé soit de désengagement des répondant-e-s, soit de confusion de ceux/celles-ci. Les prochaines itérations de l'enquête devraient revoir l'organisation de cette section en rationalisant le nombre de choix de réponses et en le rendant compatible pour des analyses statistiques avec les autres sections.

Echantillon complémentaire

La taille de l'échantillon (N = 2.246) est 4 fois plus importante que la première édition de l'enquête sur la cohésion sociale qui avait été réalisée à Médenine en 2020 (N = 517). Cette amélioration favorise des analyses avec une marge d'erreur plus réduite et un niveau de granularité valide à l'échelle des délégations.

La comparaison entre toutes les délégations du Gouvernorat figurait parmi les objectifs de l'enquête et correspondait à une demande des organismes commanditaires (Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme et PNUD Tunisie). Or, le tirage de l'échantillon s'est limité à 4 délégations sur 7 (Tataouine Nord, Tataouine Sud, Samar, Ghomrassen), ce qui ne permet pas de documenter les spécificités propres des 3 délégations manquantes. Un échantillon complémentaire a donc été réuni pour les délégations de Remada, Dehiba et Bir Lahmar, avec une période de collecte de données différente du premier groupe mais un protocole d'enquête identique (ex : même questionnaire, même méthode de collecte de données). Cette base de données additionnelle (N = 320) n'a pas été intégrée à la base de données primaire (N = 2.246) ; il s'agit de résultats complémentaires qui permettent une comparaison complète entre toutes les délégations du même Gouvernorat.

Les futures éditions de l'enquête sur la cohésion sociale pourraient reproduire l'expérience de collecte de données auprès d'un large échantillon pour garantir la robustesse des résultats à l'échelle du Gouvernorat, et veiller à couvrir toutes les délégations dans le tirage initial de l'échantillon pour s'assurer de la validité des comparaisons entre localités étudiées.



CHAPITRE 1

RELATIONS ENTRE LES CITOYEN·NE·S ET L'ETAT

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Le rapport des habitant-e-s de Tataouine avec l'Etat est caractérisé par une **faible confiance** envers les institutions publiques, un degré élevé de **corruption perçue** et un fort **sentiment d'injustice**.

Tendances générales

46,3% des habitant-e-s de Tataouine n'ont pas confiance dans les institutions de l'Etat. Le niveau de méfiance est le plus élevé dans la santé (60,2%), l'éducation (56%) et la douane (50,9%).

Le sentiment de respect des libertés individuelles contribue positivement à la confiance dans les institutions (chapitre 3). Les **facteurs qui ont une influence négative sur la confiance verticale** sont :

- Un **degré élevé de corruption perçue**. Deux tiers des répondant-e-s (66%) estiment que la corruption serait répandue au sein de la société et des institutions.
- Une **faible confiance entre les individus** (chapitre 2).
- Un **fort sentiment d'injustice** : 64,4% des répondant-e-s estiment que tou-te-s les Tunisien-ne-s ne sont pas égaux devant la loi. 85,3% considèrent que les richesses ne sont pas redistribuées de manière équitable.

Ce sentiment d'injustice ne s'accompagne pas d'un sentiment de colère envers l'Etat. Au contraire, **la majorité des habitant-e-s de Tataouine exprime du respect pour les institutions publiques**, et en particulier pour l'armée (89,3%), la protection civile (88,4%) et la police/Garde Nationale (82,6%).

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à l'âge

Généralement, les **jeunes (18-29 ans)** et les **hommes** :

- Ont **moins confiance dans les institutions publiques**, estiment plus couramment que la corruption serait répandue dans ces dernières et partagent plus fréquemment un sentiment d'injustice.
- Expriment plus couramment des sentiments de **colère** et de **peur** à l'encontre de la **police/Garde Nationale**, des **institutions judiciaires** et de la **douane**.

Les habitant-e-s de **Tataouine Sud** estiment plus couramment que la **corruption** serait répandue au sein des institutions publiques. De plus, le niveau de **méfiance dans les institutions publiques** y est en moyenne plus élevé de 11,59 points par rapport au reste du Gouvernorat.

A **Remada** :

- Le **sentiment d'injustice** est plus fort ; 95% des répondant-e-s y estiment que l'Etat ne redistribue pas les ressources de manière égale et équitable.
- Le **rapport des jeunes (18-29 ans) avec l'armée** se caractérise par un niveau plus faible de confiance (55%) et un sentiment de colère plus répandu (pour 28% d'entre eux).





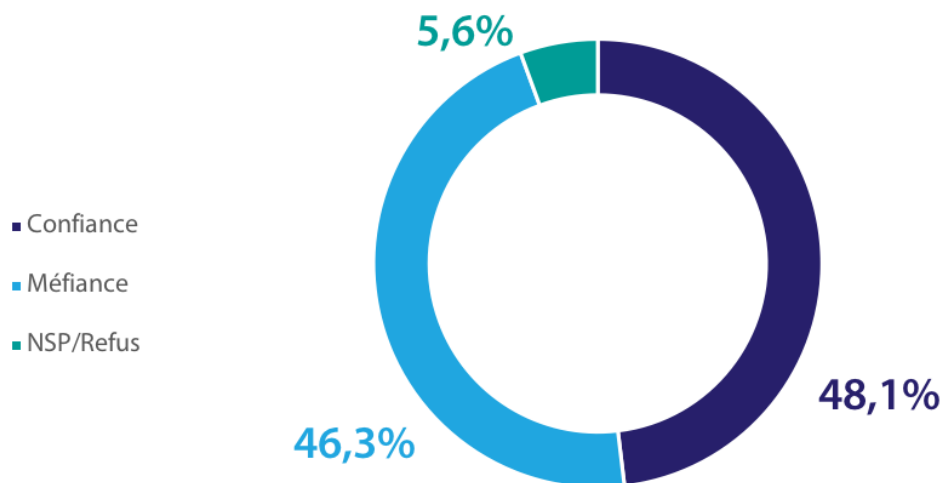
CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS



Le degré de confiance au sein d'une société et envers les institutions qui l'organisent est un indicateur central de cohésion sociale. La confiance verticale, qui renvoie à la confiance dans les institutions publiques, s'enracine dans des facteurs (ex : corruption perçue, sentiment de justice, etc.) qu'il importe de déterminer et de mesurer pour dégager des points d'entrée programmatiques qui favoriseraient des rapports plus constructifs entre citoyen·ne·s et Etat.

Le rapport des habitant·e·s de Tataouine avec les institutions de l'Etat³ est caractérisé par des perceptions élevées de méfiance, même si celles-ci sont moins élevées que pour la confiance globale.

Graphique 1 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat
(indicateur composite : **confiance verticale**)



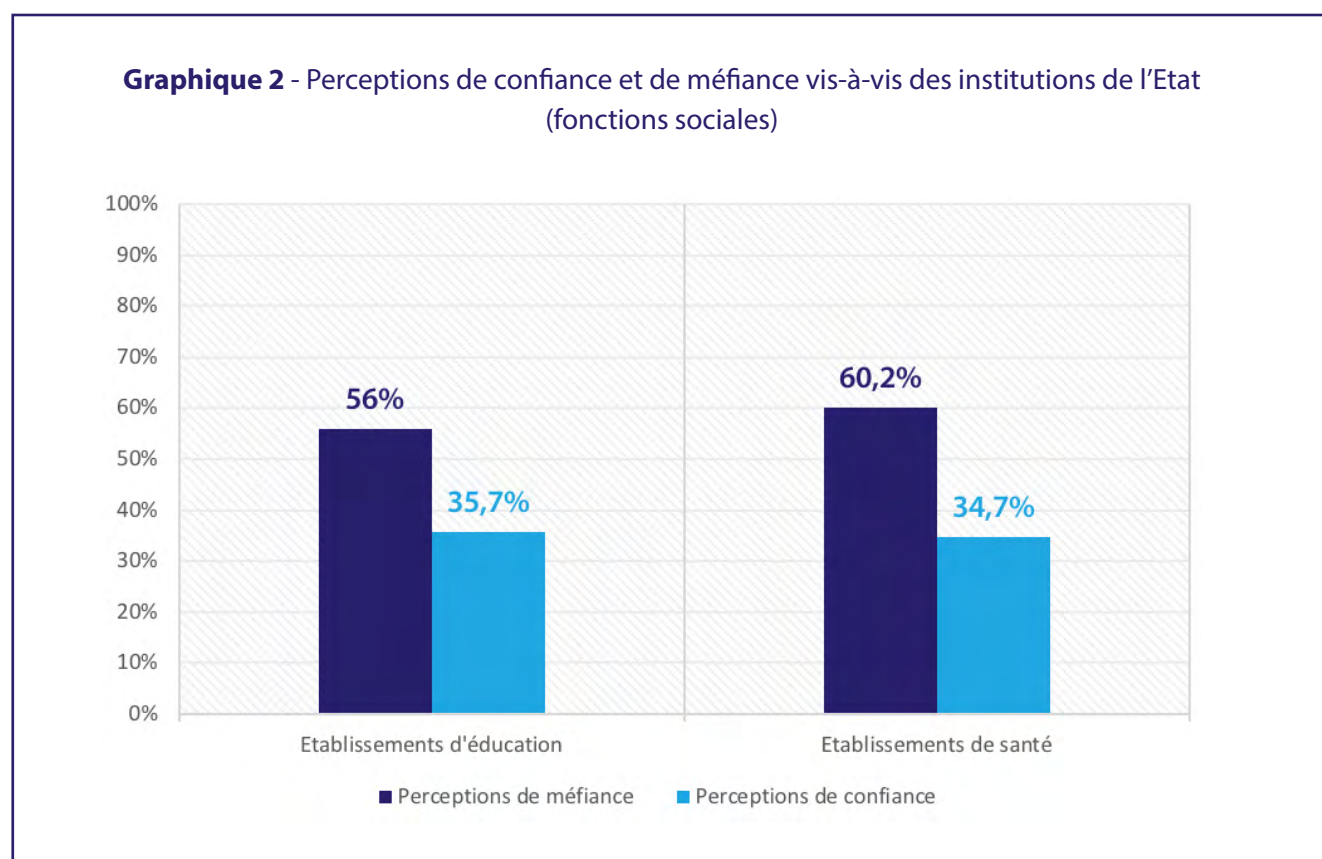
3- La liste des institutions de l'Etat intégrées dans la mesure de l'indicateur composite de confiance verticale inclut : établissements de santé, établissement d'éducation, douane, police/Garde Nationale, tribunaux, protection civile, armée.



De manière agrégée, 46,3% des habitant-e-s de Tataouine n'ont pas confiance dans les institutions de l'Etat. Cette méfiance touche pareillement les fonctions sociales (établissements de santé et d'éducation) et régaliennes (douane, police/Garde Nationale, tribunaux, protection civile, armée) de l'Etat, mais l'indicateur composite de confiance verticale dissimule de larges écarts entre certaines institutions.

Confiance dans les services publics de santé et d'éducation

Le graphique 2⁴ couvre deux institutions représentant les fonctions sociales de l'Etat.

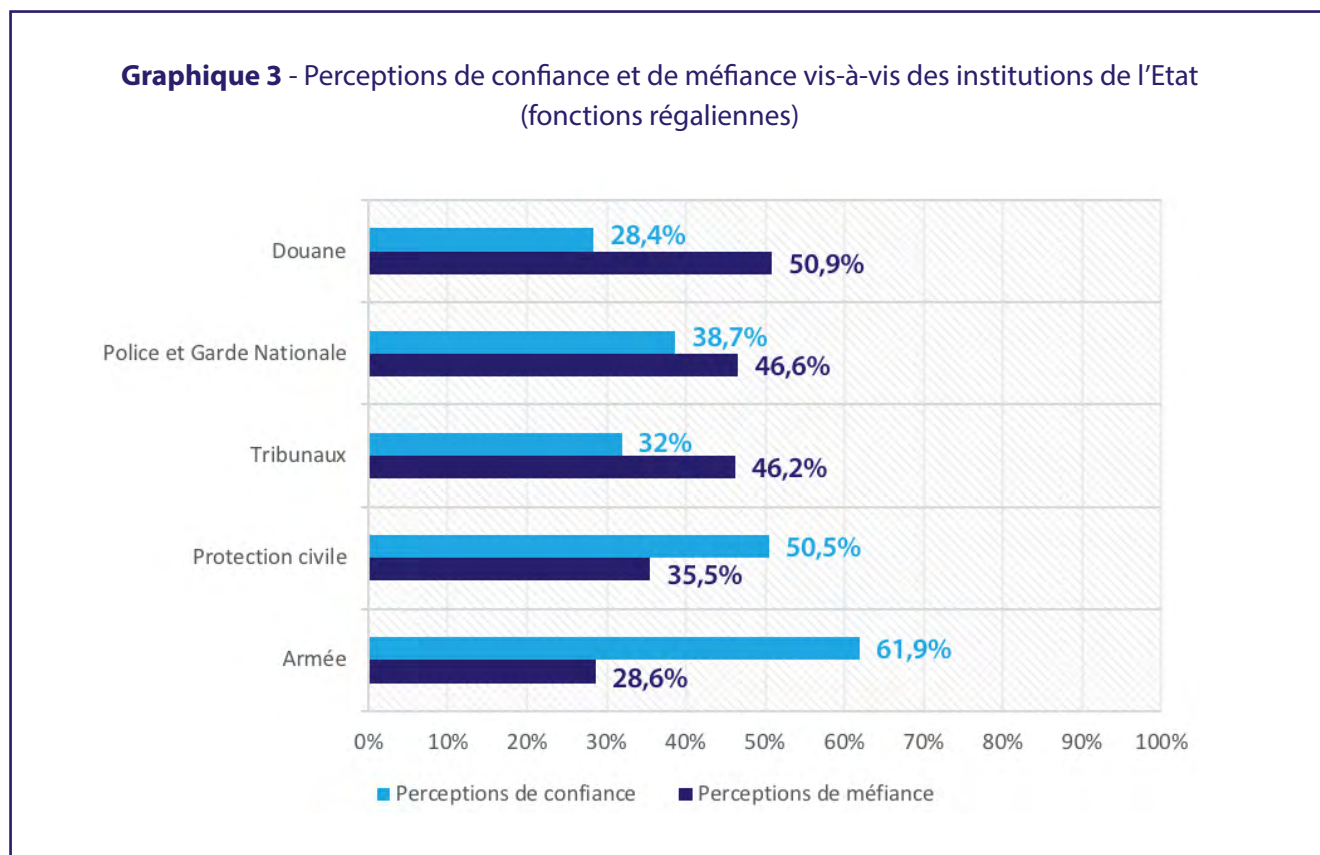


Ces fonctions sociales sont les **institutions publiques qui enregistrent les scores les plus élevés de méfiance, à savoir les domaines de la santé (60,2%) et de l'éducation (56%)**.

L'analyse participative a insisté sur la mesure indirecte, à travers l'indicateur de confiance/méfiance, du bon fonctionnement et de l'efficacité des services publics en matière de santé et d'éducation. **La dégradation des services de santé et d'éducation est ainsi citée parmi les possibles causes d'un niveau élevé de méfiance à l'encontre de ces institutions.** Pour la santé, il conviendrait de croiser cette interprétation avec des statistiques additionnelles telles que la disponibilité d'équipements médicaux ou encore la présence de médecins spécialistes dans le Gouvernorat. Pour l'éducation, le niveau de décrochage scolaire ou encore les taux d'alphabétisation et de réussite aux examens nationaux seraient aussi des facteurs qui pourraient confirmer cette hypothèse. A titre d'exemple, l'enquête mesure le niveau d'éducation des répondant-e-s ; seulement 19,4% des habitant-e-s de Tataouine ont atteint avec succès un niveau d'éducation supérieur au secondaire.

4- Les réponses « ne se prononce pas » et « refus » ne sont pas visualisées dans ce graphique par soucis de lisibilité. Elles complètent l'écart manquant pour atteindre 100%. Cette observation s'applique aux autres graphiques du rapport.

Le **graphique 3**, qui couvre les fonctions régaliennes de l'Etat, montre des résultats plus variés.



Les **services de la douane, de la police/Garde Nationale et des tribunaux enregistrent aussi des scores élevés de méfiance**. Ils sont respectivement de 50,9%, 46,6% et 46,2%.

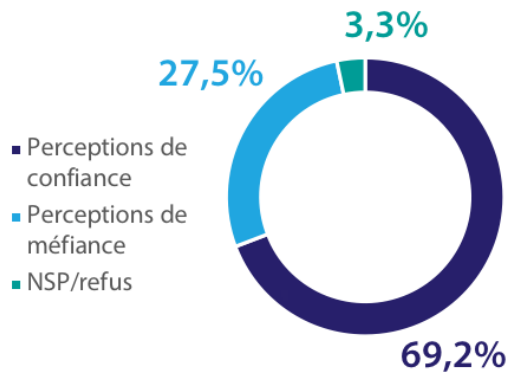
A l'inverse, **les habitant-e-s de Tataouine accordent plus couramment leur confiance à la protection civile et à l'armée**. La perception de confiance dans la protection civile s'élève ainsi à 50,5% (contre 35,5% de perceptions de méfiance), et elle atteint 61,9% pour l'armée (contre 28,6% de méfiance).

Encadré 1 – Focus sur...la confiance dans l'armée.

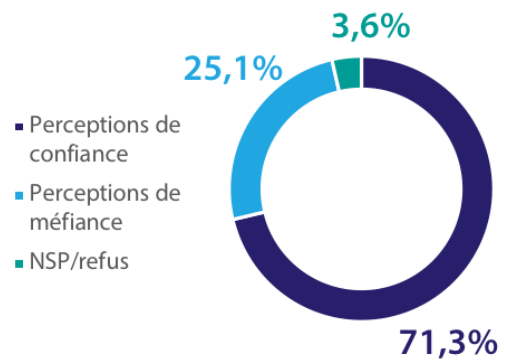
Le premier niveau de lecture de ces résultats statistiques place l'armée au premier rang des institutions de l'Etat en qui les habitant-e-s de Tataouine ont confiance. L'analyse participative confirme cette lecture. L'armée capitalise sur sa notoriété ; elle est perçue comme étant neutre et au service des citoyen-ne-s dans les périodes de crises (ex : en réponse à la pandémie de la COVID-19) ou pour restaurer la paix et la stabilité face aux menaces sécuritaires (ex : lutte antiterroriste).

Toutefois, la théorie des contacts (quantité et qualité) montre les limites d'une telle interprétation. Là où les interactions entre les habitant-e-s et l'armée seraient moins fréquentes, les représentations sociales de l'armée seraient d'avantage façonnées par un imaginaire collectif national qui participe à ces perceptions de confiance. Or, l'armée a une présence circonscrite à certaines localités du Gouvernorat où, à l'inverse, les interactions entre citoyen-ne-s et militaires sont beaucoup plus fréquentes, avec donc potentiellement des effets différents sur la relation entre les deux. Il s'agit des délégations frontalières (Remada et Dehiba) où une analyse statistique plus poussée est réalisée.

Graphique 4 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Remada



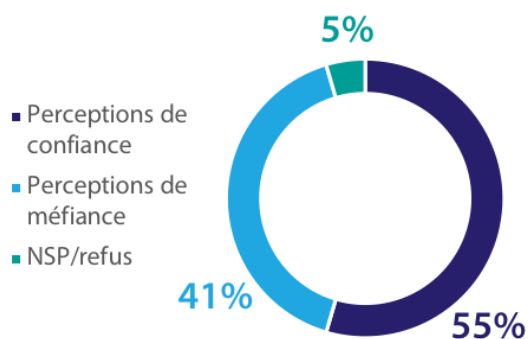
Graphique 5 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Dehiba



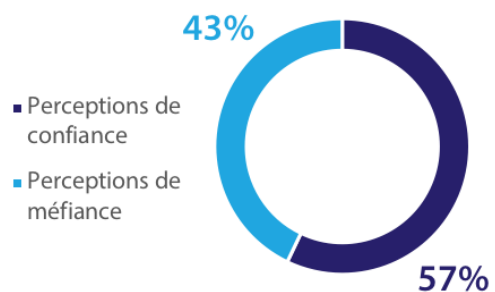
Avec des scores de méfiance envers l'armée de 27,5% (Remada) et 25,1% (Dehiba), les résultats spécifiques dans ces deux délégations ne montrent pas de disparité locale particulière par rapport aux standards du Gouvernorat (28,6%). Au contraire, **le niveau de confiance dans l'armée est même plus élevé dans ces deux délégations frontalières par rapport à la moyenne du Gouvernorat** ; 69,2% à Remada et 71,3% à Dehiba (61,9% à l'échelle régionale, soit respectivement +7,3 points et +9,4 points).

En revanche, une [analyse statistique](#) croisée avec les tranches d'âge révèle que, **à Dehiba et Remada, le taux de confiance dans l'armée est nettement plus bas parmi les jeunes.**

Graphique 6 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Remada chez les jeunes (18-29 ans)



Graphique 7 - Perceptions de confiance et de méfiance envers l'armée à Dehiba chez les jeunes (18-29 ans)



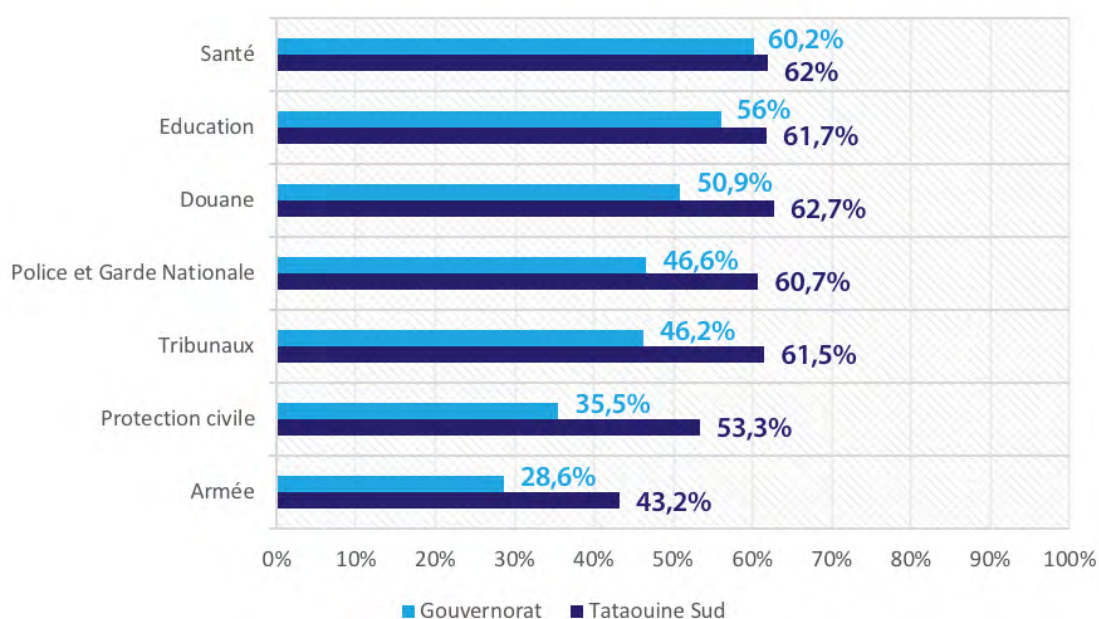
A Remada, le niveau de confiance dans l'armée parmi les jeunes de 18-29 ans est inférieur de -14 points par rapport à la population totale de cette délégation (et de -6 points par rapport à la population du

Gouvernorat âgée de 18 à 29 ans). Le niveau de méfiance envers l'armée atteint 41% pour cette tranche d'âge (+13 points par rapport aux standards de Remada et +10 points par rapport à la population du Gouvernorat âgée de 18 à 29 ans). A Dehiba, le niveau de confiance dans l'armée parmi les jeunes de 18-29 ans est inférieur de -14 points par rapport aux standards de la délégation, et le taux de méfiance envers l'armée atteint 43% pour cette tranche d'âge (+18 points par rapport à la moyenne locale). Ainsi, **la militarisation de la frontière aurait des conséquences plus négatives sur les rapports entre l'armée et les jeunes de 18-29 ans, augmentant les perceptions de méfiance envers l'armée parmi cette tranche d'âge.**

Spécificités locales : taux de confiance et de méfiance à Tataouine Sud

Une [analyse statistique](#) plus granulaire au niveau local signale des **spécificités propres à la délégation de Tataouine Sud où le niveau de méfiance dans les institutions publiques est en moyenne plus élevé de 11,59 points par rapport au reste du gouvernorat.**

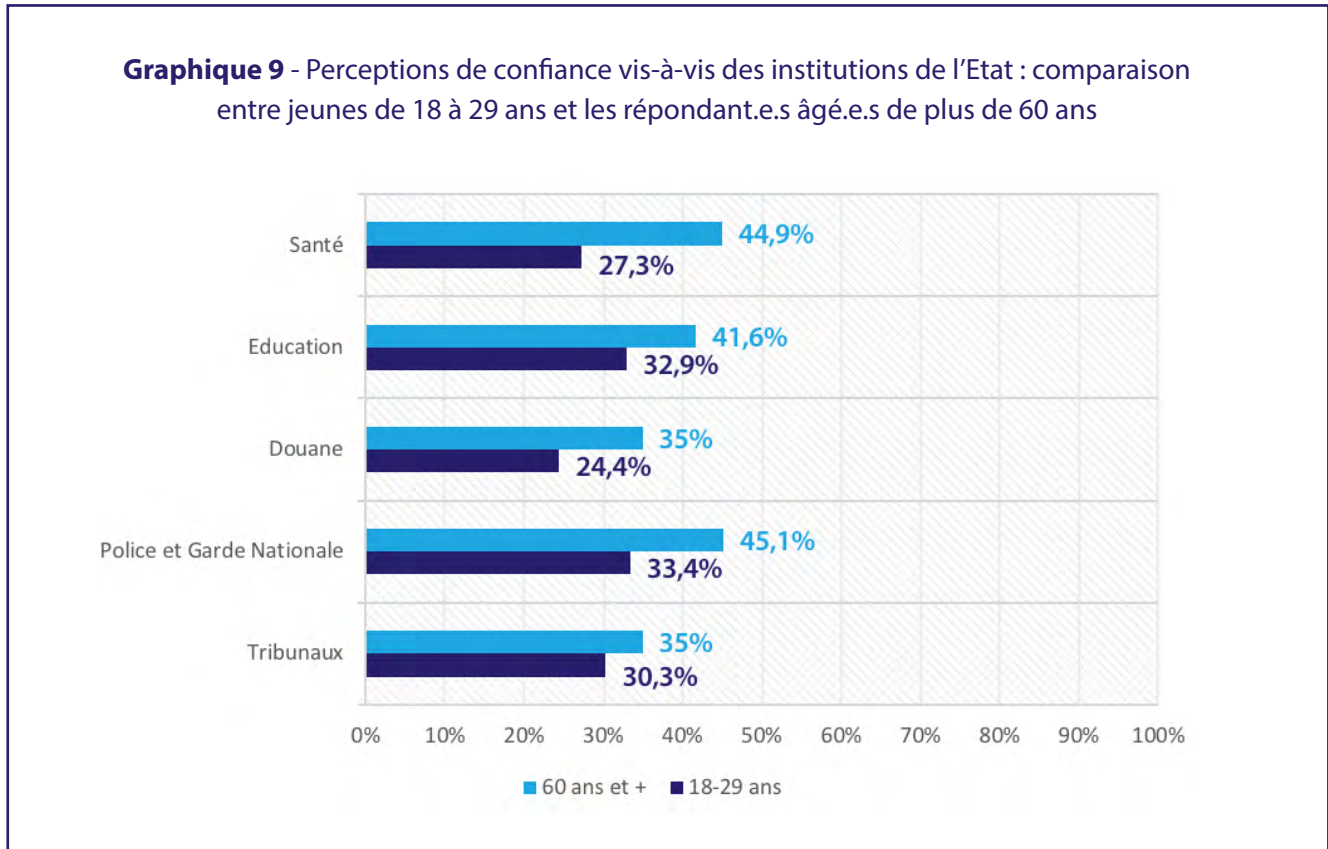
Graphique 8 - Perceptions de méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat : comparaison entre Tataouine Sud et le reste du Gouvernorat



Les écarts (en termes de perceptions de méfiance) les plus notables concernent la protection civile (+17,8 points), les tribunaux (+15,3 points), et l'armée (+14,6 points). Ainsi, à Tataouine Sud, l'exception faite à l'échelle régionale pour la protection civile et l'armée ne se vérifie pas. En effet, les habitant-e-s de cette délégation sont davantage méfiant-e-s (53,3%) vis-à-vis de la protection civile qu'ils/elles n'ont confiance (38,5%) en ses services. L'armée est la seule institution qui enregistre un taux de confiance (48,2%) encore supérieur à celui de méfiance (43,2%), mais cet écart est très resserré. **L'analyse participative justifie ces taux plus élevés de méfiance à Tataouine Sud comme l'indicateur d'une carence des services de l'Etat.** S'agissant d'une délégation rurale, la présence et l'accessibilité aux services de l'Etat y seraient plus faibles.

Spécificités liées à la tranche d'âge : taux de confiance et de méfiance parmi les jeunes (18-29 ans)

Une **analyse statistique** de corrélations montre une relation significative entre l'âge des répondant-e-s et les perceptions de confiance/méfiance dans les institutions publiques. L'**analyse statistique** croisée indique un **niveau de confiance dans les institutions publiques sensiblement plus bas parmi les jeunes de 18-29 ans**. Cet écart est plus manifeste en comparant les résultats de cette tranche d'âge avec ceux de la catégorie d'âge la plus élevée (60 ans et plus) pour des exemples détaillés :



Les écarts (en termes de perceptions de confiance) les plus notables concernent les institutions de santé (-17,6 points), la police et la Garde Nationale (-11,7 points) ainsi que la douane (-10,6 points). En contrepoint, les perceptions de confiance sont plus hautes au sein de la catégorie d'âge la plus élevée (60 ans et plus). A titre d'exemples, le taux de confiance des habitant-e-s de Tataouine âgé-e-s de plus de 60 ans atteint 44,9% pour les institutions de santé (+10,2 points par rapport à la population totale du Gouvernorat), 35% pour la douane (+6,6 points) ainsi que 45,1% pour la police et la Garde Nationale (+6,4 points).

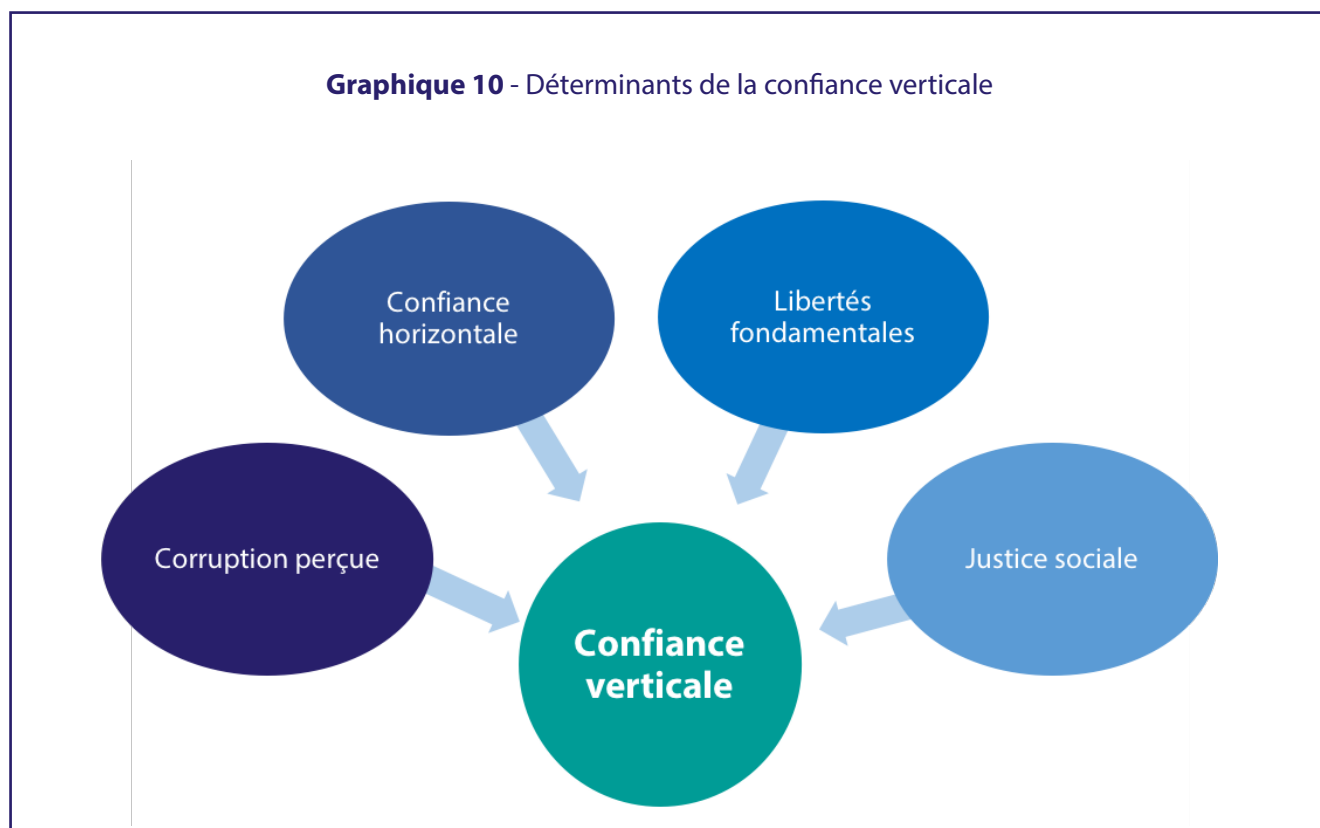
Déterminants de la confiance verticale

Encadré 2 - Note méthodologique : analyses statistiques

Les **analyses statistiques** présentées dans le rapport cherchent d'abord à confirmer l'existence d'un lien entre certaines variables (**corrélations**). Dans un second temps, le sens de cette relation (quel facteur influence l'autre) est vérifié selon des **régressions** linéaires. Ces régressions sont valides lorsqu'elles intègrent des modèles complexes, c'est-à-dire lorsqu'un élément est expliqué par l'interaction de plusieurs facteurs. Il ne s'agit pas de relations de cause à effet, mais de facteurs qui favorisent certaines tendances.

Les résultats chiffrés des analyses statistiques sont disponibles en annexes.

L'analyse statistique (corrélations et régressions : [annexe 1](#)) met en avant 4 facteurs qui ont un effet combiné sur la confiance verticale :



Ainsi :

- Moins les habitant-e-s de Tataouine considèrent que les institutions et la société seraient corrompues (**corruption perçue** : 2^{ème} section de ce chapitre) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine sont en confiance lorsqu'ils/elles interagissent avec d'autres personnes (**confiance horizontale** : chapitre 2) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine estiment que les libertés fondamentales et les droits humains sont actuellement respectés en Tunisie (**libertés fondamentales** : chapitre 3) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine considèrent que l'Etat redistribue les ressources de manière égale et équitable entre tou-te-s les citoyen-ne-s (**justice sociale** : 3^{ème} section de ce chapitre) ;

Alors plus ils/elles auront confiance dans les institutions publiques.

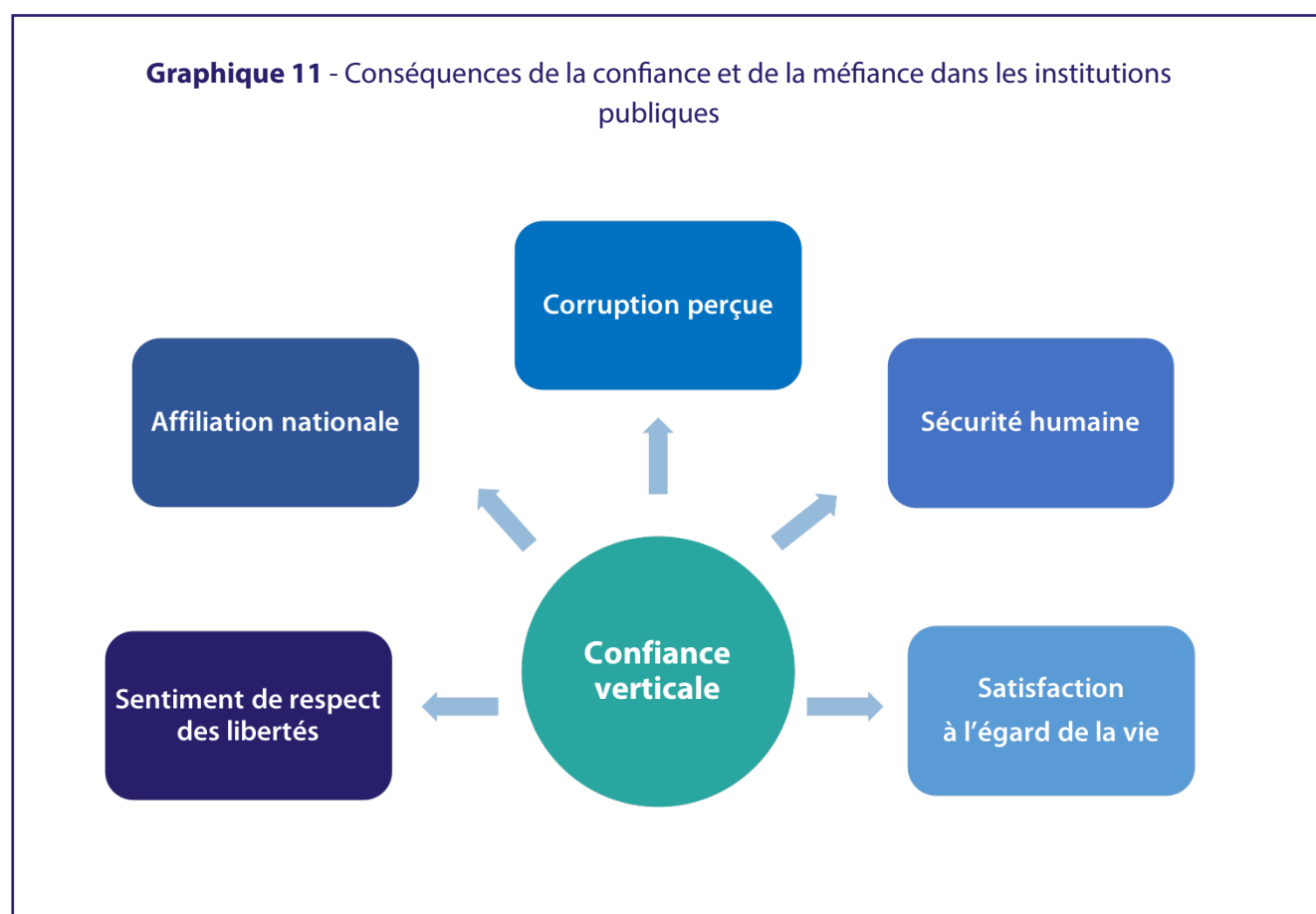
Trois de ces facteurs enregistrent des scores particulièrement préoccupants (voir sections correspondantes aux chapitres 1 et 2), expliquant le niveau élevé de méfiance verticale décrit dans cette section. Ainsi, **le climat général de suspicion au niveau de la confiance horizontale, le sentiment général d'injustice et des perceptions répandues de corruption sont autant de raisons qui peuvent expliquer un niveau de méfiance aussi élevé à l'égard des institutions publiques à Tataouine.**

Par contre, **le sentiment très largement partagé que les libertés fondamentales et les droits humains seraient actuellement respectés en Tunisie joue un effet positif sur la confiance dans les institutions publiques.**

Concernant la confiance horizontale (qui pèse le plus lourdement sur la confiance verticale selon ce modèle), l'[analyse participative](#) justifie la relation entre les deux types de confiances par une **personnification des relations entre citoyen-ne-s et institutions publiques**. En effet, les habitant-e-s de Tataouine projettent leur relation avec les agents de l'Etat sur leur perception même des institutions publiques. Cela signifierait qu'une expérience positive d'interaction entre un individu et un agent de l'Etat contribuerait fortement à renforcer les perceptions de confiance dans l'institution que ce même agent représente. Cette hypothèse encouragerait d'investir davantage dans le capital humain au sein de la fonction publique pour améliorer les interactions entre agents de l'Etat et usagers de services publics. Il s'agirait d'améliorer les compétences existantes et de recruter dans des corps de métier spécialisés (par exemple, dans le secteur de la santé). Outre l'amélioration des compétences qui serait bénéfique à une meilleure efficacité des services publics, la diffusion d'une culture professionnelle fondée sur l'intégrité, la déontologie, la redevabilité et la transparence aurait aussi le potentiel pour un changement positif des relations entre usager-e-s et personnel des services publics.

Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques

Le renforcement de la confiance des habitant-e-s de Tataouine dans les institutions publiques pourra avoir un effet indirect sur l'amélioration d'autres dimensions de la cohésion sociale. L'[analyse statistique](#) (corrélations et régressions : [annexe 2](#)) met en avant une relation entre les perceptions de confiance/méfiance dans les institutions publiques et les dimensions des (i) **libertés fondamentales/droits humains**, (ii) de la **satisfaction à l'égard de la vie**, (iii) du **sentiment d'appartenance au pays**, (iv) des perceptions de **corruption** et (v) de la **sécurité humaine**.



Ainsi, plus les habitant-e-s de Tataouine ont confiance dans les institutions publiques ;

- Alors plus ils/elles auront le sentiment que leurs **libertés** seront respectées ;
- Alors plus ils/elles s'identifieront à leur pays (**identité nationale**) ;
- Alors moins ils/elles percevront de la **corruption** au sein des institutions et de la société ;
- Alors plus ils/elles se sentiront à l'abri du besoin et de toute forme de menace (**sécurité humaine**) ;
- Alors moins ils/elles seront mécontent-e-s (**satisfaction à l'égard de la vie**).



PERCEPTIONS DE CORRUPTION

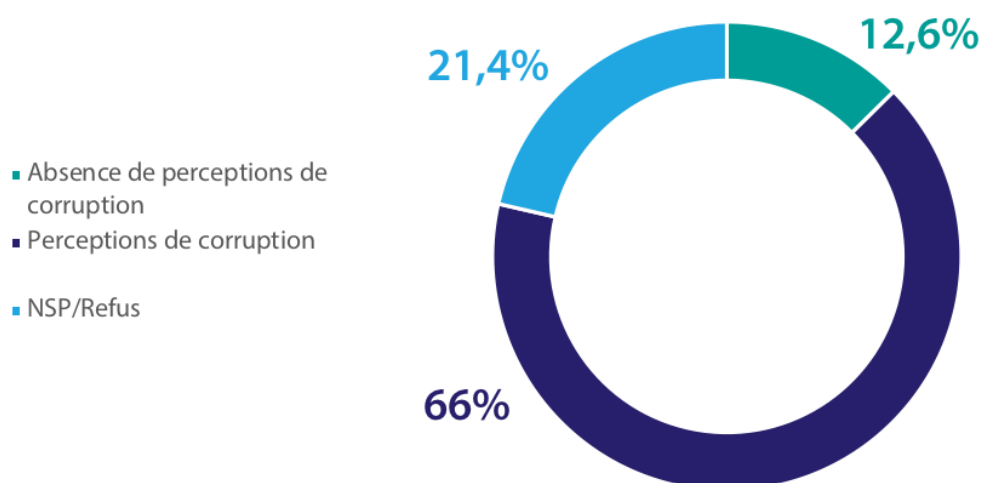


Les perceptions de corruption sont un facteur déterminant du sentiment de confiance dans les institutions. L'analyse statistique (corrélations et régressions) montre en effet un lien étroit entre les deux variables. De plus, comme étudié dans les prochains chapitres, les perceptions de corruption ont aussi une influence sur d'autres dimensions de la cohésion sociale à Tataouine, notamment le sentiment d'insécurité humaine (voir chapitre 3). Il s'agit également d'une des variables explicatives de l'action collective (voir chapitre 4). **Les perceptions de corruption sont donc un dénominateur commun par lequel les différentes sources de fragilité dans la cohésion sociale s'articulent entre elles.**

Les habitant-e-s de Tataouine estiment très largement que la corruption serait répandue au sein de la société et des institutions. L'indicateur agrégé de corruption perçue couvre 9 domaines (santé, éducation, autorités locales, douane, justice, médias, secteur de la sécurité, syndicats, emploi).



Graphique 12 - Perceptions de corruption (indicateur composite)



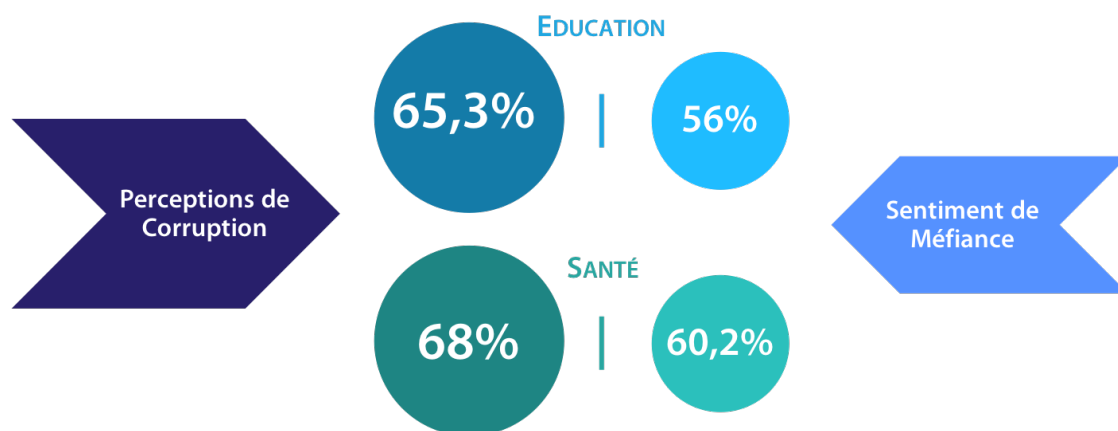
De manière agrégée, 2 habitant·e·s de Tataouine sur 3 (66%) estiment que la corruption serait répandue au sein des institutions et de la société. Les deux sous-sections suivantes analysent plus dans le détail les perceptions de corruption à Tataouine. Elles mettent en avant des **spécificités de genre** (perceptions de corruption plus courantes parmi les hommes et les répondant·e·s âgé·e·s de 18 à 49 ans) et au **niveau local** (délégation de Tataouine Sud).

Relation entre perceptions de corruption et confiance dans les fonctions sociales

Les institutions de l'Etat relevant de ses fonctions sociales enregistrent les scores les plus élevés de perceptions de corruption et de méfiance. De plus, l'**analyse statistique** (corrélations) signale une relation entre perceptions de corruption et sentiment de confiance en ce qui concerne les secteurs de l'éducation et de la santé⁵.

5- Les scores de corrélation entre perceptions de corruption et sentiment de confiance/méfiance s'élèvent respectivement à -,318** et -,243** pour les secteurs de l'éducation et de la santé.

Graphique 13 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de l'éducation et de la santé



68% de répondant-e-s estiment que la corruption est répandue au sein des **établissements de santé, ce qui les classe au premier rang des institutions perçues comme étant les plus touchées par la corruption**. Les établissements de santé sont aussi l'institution publique qui enregistre le score de confiance le plus faible à Tataouine. Les perceptions de corruption dans la santé sont plus élevées parmi les **hommes** (72,7%) que parmi les femmes (62,8%), mais avec un écart (+9,9 points) beaucoup plus bas que pour le même écart mesuré pour les institutions régaliennes (moyenne de +16,7 points). Comme pour les autres secteurs, les **trois tranches d'âge de 18 à 49 ans** enregistrent des scores plus élevés que la moyenne régionale pour ce qui est des perceptions de corruption dans le domaine de la santé (72% des 18-29 ans ; 73,2% des 30-39 ans et 73,9% des 40-49 ans, contre 56,7% pour la catégorie la plus âgée – 60 ans et +). Au niveau local, les habitant-e-s de **Tataouine Sud** partagent plus couramment le sentiment que les institutions de santé seraient corrompues (pour 74,3% d'entre eux/elles, soit +6,3 points par rapport aux standards régionaux).

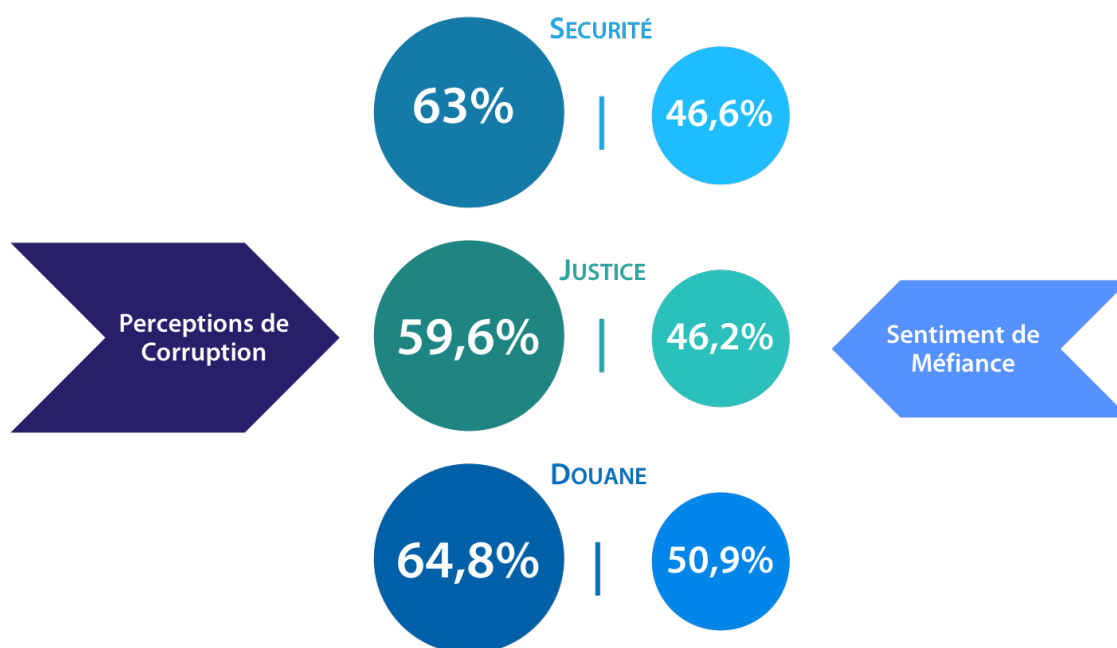
Avec 65,3% des répondant-e-s qui estiment que la corruption est présente dans le secteur de l'éducation, **les établissements scolaires sont le deuxième secteur perçu comme étant le plus touché par la corruption**. Cela se reflète dans le niveau de méfiance à leur égard qui est aussi le deuxième plus élevé (56%) parmi les institutions étatiques. Le sentiment de corruption dans les institutions éducatives est le plus élevé pour les **catégories d'âge de 30-39 ans et 40-49 ans** (respectivement 71,4% et 72,5%, contre 52,1% pour la catégorie la plus âgée – 60 ans et +) qui correspondent plus couramment à la tranche d'âge à laquelle les parents ont un ou plusieurs enfants inscrits dans le système éducatif. Le sentiment de corruption dans l'éducation est plus élevé chez les **hommes** (69,4%) que parmi les femmes (60,7%), mais cet écart (+8,7 points) est nettement plus mince que la moyenne de ce même écart dans les secteurs régaliens (+16,7 points). Au niveau local, les habitant-e-s de **Tataouine Sud** partagent plus couramment le sentiment que les établissements scolaires seraient corrompus (pour 74,5% d'entre eux/elles, soit +9,2 points par rapport aux standards régionaux).

Relation entre perceptions de corruption et confiance dans les fonctions régaliennes

A Tataouine, **les perceptions de corruption ont aussi une relation étroite avec le sentiment de confiance en ce qui concerne les secteurs régaliens** (sécurité, justice et douane)⁶.

6- Les scores de corrélation entre perceptions de corruption et sentiment de confiance/méfiance s'élevaient respectivement à -,367** ; -,332** ; et -,312** pour les secteurs de la sécurité, de la justice et de la douane.

Graphique 14 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de la sécurité, de la justice, et de la douane



La douane est la troisième institution perçue comme étant la plus touchée par la corruption, avec 64,8% des répondant-e-s qui estiment qu'elle y est présente. 73% des **hommes** considèrent que la corruption est répandue au sein de la douane, contre 55,8% des femmes (+17,2 points). Au niveau local, les habitant-e-s de **Tataouine Sud** partagent plus couramment le sentiment que la douane serait corrompue (pour 77,6% d'entre eux/elles, soit +12,8 points par rapport aux standards régionaux).

Avec 63% de répondant-e-s qui estiment que la corruption est répandue dans le **secteur de la sécurité**, ce domaine arrive en 4^{ème} position des institutions perçues comme étant les plus corrompues (loin derrière le secteur de la santé avec 5 points d'écart). La police et la Garde Nationale arrivent également en 4^{ème} position du classement sur le sentiment de méfiance. Le sentiment de corruption dans le secteur de la sécurité est plus courant chez les **hommes** (pour 70,9% d'entre eux, contre 54,1% des femmes), et les **jeunes de 18 à 29 ans** (pour 70,4% d'entre eux/elles, soit 7,4 points de plus que la moyenne régionale et 20,5 points de plus que la catégorie la plus âgée – 60 ans et +). Au niveau local, les habitant-e-s de **Tataouine Sud** partagent plus couramment le sentiment que la corruption serait répandue dans le secteur de la sécurité (pour 73,4% d'entre eux/elles, soit +10,4 points par rapport aux standards régionaux).

Le **secteur de la justice** enregistre des scores similaires en termes de perceptions de corruption et de méfiance. 59,6% des répondant-e-s estiment que la corruption est répandue dans le secteur de la justice. En parallèle, le sentiment de méfiance dans les tribunaux est équivalent à celui de la police/Garde Nationale (respectivement 46,2% et 46,6%). Le sentiment de corruption dans le secteur de la justice est aussi plus courant chez les **hommes** (pour 67,3% d'entre eux, contre 51,1% des femmes), et pour **les trois tranches d'âge de 18 à 49 ans** (respectivement 64,7% ; 65,8% et 63,7% pour les 18-29 ans ; les 30-39 ans et les 40-49 ans, contre 49,1% pour la catégorie d'âge la plus âgée – 60 ans et +). Au niveau local, les habitant-e-s de **Tataouine Sud** partagent plus couramment le sentiment que la corruption serait répandue dans le secteur de la justice (pour 74% d'entre eux/elles, soit +14,4 points par rapport aux standards régionaux).



SENTIMENT D'INJUSTICE

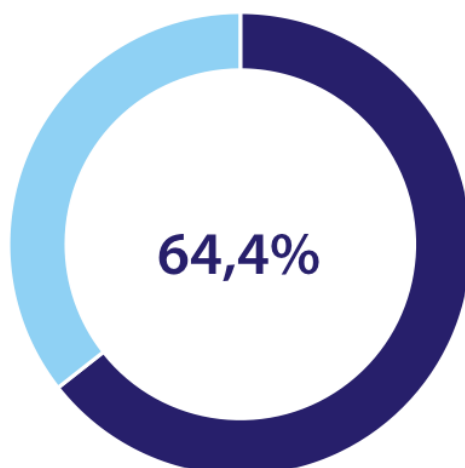


L'analyse exploratoire a souligné le lien, à Tataouine, entre sentiment d'injustice et sentiment de mépris ('hogra'). Ce sentiment d'injustice peut s'enraciner à travers trois types de justice ; la justice procédurale (ou justice devant la loi), la justice distributive (ou justice sociale), et la justice interactionnelle.

Justice devant la loi

Le premier indicateur du sentiment d'injustice réside dans la perception que la loi ne s'appliquerait pas de façon égale et équitable entre tou·te·s les citoyen·ne·s (justice procédurale).

Graphique 15 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie

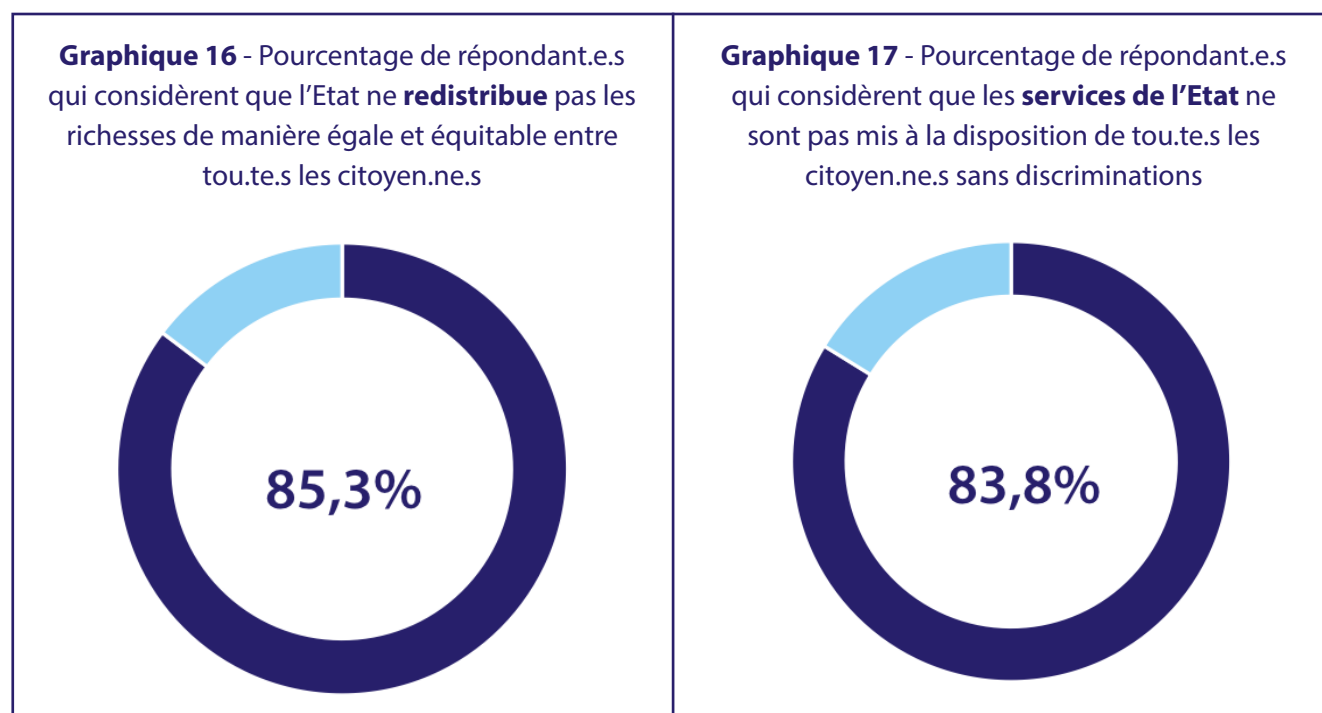


Près de 2 habitant·e·s de Tataouine sur 3 estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie. L'analyse statistique croisée selon le sexe et la tranche d'âge montre un score plus élevé chez les **jeunes de 18-29 ans** (68,7%) et parmi la **population masculine** (69,4%, soit +10,4 points par rapport aux femmes). Au niveau des spécificités locales, 72,5% des habitant·e·s de **Remada** et 71% des répondant·e·s de **Tataouine Nord** estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie, alors que ce score est particulièrement faible à Ghomrassen (46,9%).

L'analyse statistique (corrélations et régressions) montre que le sentiment d'égalité devant la loi explique, de façon isolée, la confiance verticale à 19%. Cela signifie que plus les répondant·e·s ont le sentiment que la loi s'applique de façon égale et équitable entre tou·te·s les citoyen·ne·s, alors plus ils/elles auront confiance dans les institutions publiques. En l'occurrence, **avec 64,4% de répondant·e·s qui perçoivent une inégalité devant la loi, ce sentiment d'injustice porte préjudice au capital confiance des institutions publiques.** Plus spécifiquement, il existe une relation entre le sentiment de respect du principe d'égalité devant la loi et les perceptions de confiance dans les tribunaux⁷. Cela signifie que, du point de vue des deux tiers des habitant·e·s de Tataouine, l'équité au sein de la justice serait peu reconnue et que, en parallèle, 46,2% des répondant·e·s n'accorderaient pas leur confiance dans les institutions de justice.

Justice distributive

Le second indicateur d'un sentiment d'injustice dérive du sentiment que l'Etat ne distribuerait pas les ressources de façon équitable entre tou·te·s les citoyen·ne·s (injustice sociale).



Plus de 4 habitant·e·s sur 5 à Tataouine estiment faire face à une injustice et à des discriminations dans la manière dont l'Etat redistribue les richesses (85,3%) et organise l'accès aux services publics (83,8%). L'analyse statistique croisée révèle que les **hommes** perçoivent plus couramment un sentiment d'injustice sociale à Tataouine (pour 89,2% d'entre eux sur la question de redistribution équitable des richesses, contre 81,1% des femmes). En termes de spécificités locales, le sentiment d'injustice sociale atteint des niveaux particulièrement élevés à **Remada** avec 95% de répondant·e·s qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas

⁷ Le score de corrélation entre perceptions que le principe d'égalité devant la loi est actuellement respecté en Tunisie et sentiments de confiance/méfiance dans les tribunaux s'élève à ,249**.

les richesses de manière égale et équitable (+9,7 points par rapport aux standards régionaux), ainsi que 93,3% des répondant-e-s qui estiment que les services publics ne sont pas mis à la disposition de tou-te-s sans discriminations (+9,5 points).

L'analyse statistique (corrélations et régressions : annexe 3) met en évidence cinq effets du sentiment d'injustice sociale sur d'autres dimensions de la cohésion sociale à Tataouine.



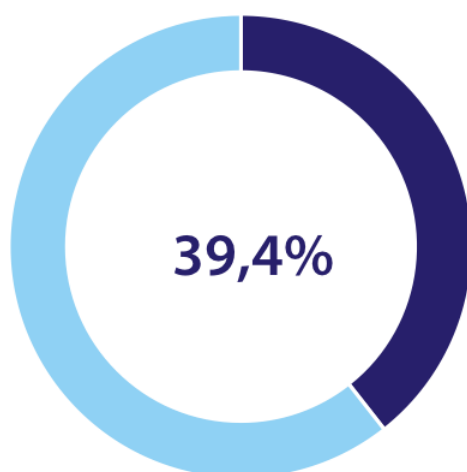
Ainsi, plus les habitant-e-s de Tataouine partagent un sentiment d'injustice ;

- Moins ils/elles auront **confiance dans les responsables politiques** ;
- Moins ils/elles se sentiront à l'abri du besoin et de toute forme de menace (**sécurité humaine**) ;
- Plus ils/elles estimeront que la **corruption** est répandue dans la société et au sein des institutions ;
- Moins ils/elles auront confiance dans les institutions publiques (**confiance verticale**) ;
- Moins ils/elles se sentiront **représenté-e-s** au sein du Parlement et/ou des conseils municipaux.

Justice interactionnelle

Le dernier indicateur d'un sentiment d'injustice se penche sur la manière dont les agents de l'Etat interagissent avec respect et de manière juste avec les usager-e-s de service public.

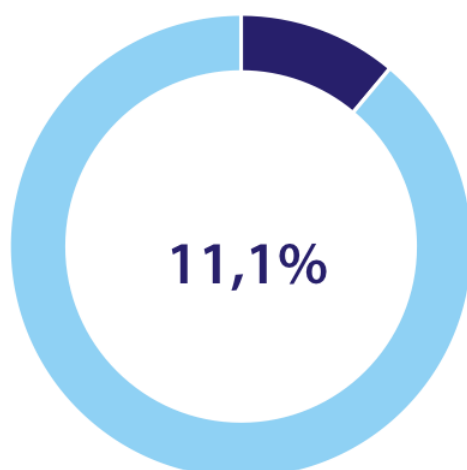
Graphique 19 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect



Plus d'un-e habitant-e de Tataouine sur trois considère que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect. Ce score est contrebalancé par la perception inverse ; 53,6% des habitant-e-s de Tataouine estiment que, de manière générale, les agents de l'Etat les traitent avec respect (7% de réponses nulles). L'analyse statistique croisée selon le sexe et la tranche d'âge montre des spécificités en ce qui concerne les **jeunes** et les **hommes** qui estiment plus couramment que les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect. 46,7% des 18-29 ans considèrent en effet que les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect (+7,3 points par rapport à la moyenne des tranches d'âge, et +13,8 points par rapport à la catégorie d'âge la plus élevée – 60 ans et +). 44,3% des hommes partagent ce sentiment négatif, contre 33,9% des femmes (+10,4 points). En termes de spécificités locales, ce sentiment est particulièrement élevé pour la délégation de **Samar** où 48,6% des habitant-e-s estiment que les agents de l'Etat les traitent avec irrespect.

De façon spécifique, l'enquête s'est intéressée à l'interaction entre les citoyen-ne-s et les forces de sécurité.

Graphique 20 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent avoir été traité.e.s de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité



Plus d'un-e habitant-e sur 10 à Tataouine estime avoir fait l'objet d'un traitement inapproprié de la part des représentant-e-s des forces de l'ordre. Même si la majorité des répondant-e-s (81,4%) considère le contraire, l'**analyse statistique** croisée montre que ce score est plus élevé parmi la population **masculine** (15,4%, contre 6,2% des femmes) et **jeune** (15,6% des 18-29 ans contre 8,5% des 60 ans et +), et ce alors qu'une part significative des répondant-e-s ressent soit de la peur (4,9%), soit de la colère (7,2%) à l'égard de la police/ Garde Nationale (voir section suivante).



ATTITUDES ENVERS LES INSTITUTIONS



Une faible confiance dans les institutions de l'Etat, des scores élevés de corruption perçue et un sentiment d'injustice diffus ont le potentiel de nourrir des attitudes hostiles vis-à-vis des pouvoirs publics. La réalité serait plus complexe, avec majoritairement des émotions positives qui sont projetées envers les institutions publiques.

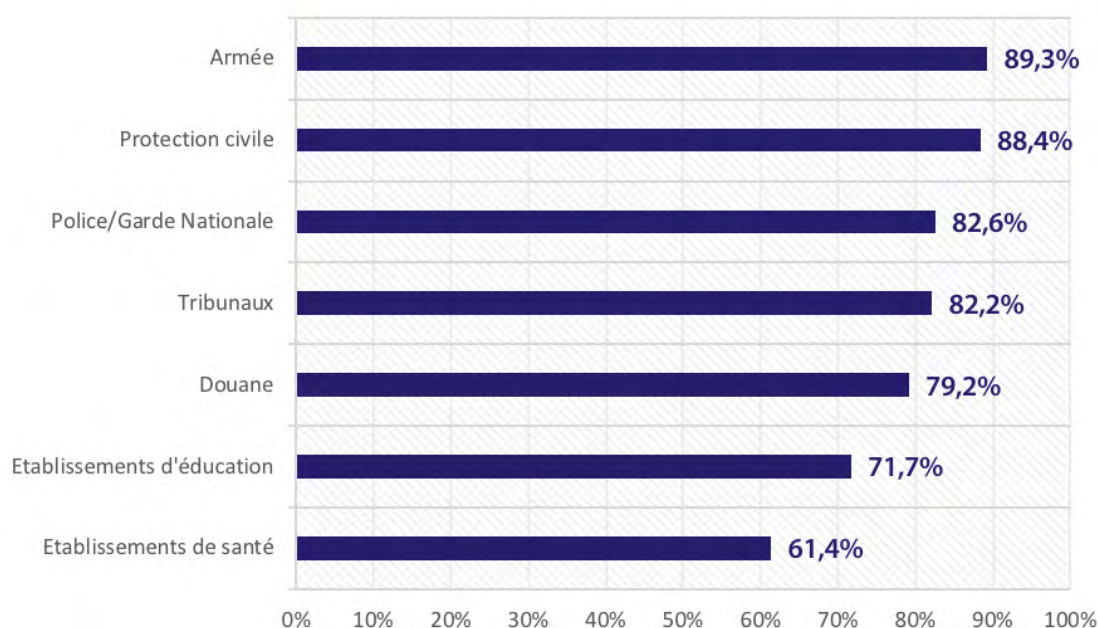


Sentiment de respect envers les institutions de l'Etat

Le sentiment de respect vis-à-vis des institutions étatiques domine très largement parmi les habitant-e-s de Tataouine.



Graphique 21 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme leur sentiment prédominant envers les institutions de l'Etat



Les **fonctions régaliennes de l'Etat suscitent des niveaux très consensuels de respect** ; 89,3% des habitant.e.s de Tataouine expriment avant tout du respect envers l'armée, 88,4% pour la protection civile, 82,6% pour la police et la Garde Nationale, 82,2% pour les tribunaux et 79,2% pour la douane. Les fonctions sociales de l'Etat enregistrent aussi de bons résultats, même si ils sont moins francs ; 71,7% des habitant.e.s de Tataouine expriment avant tout du respect envers les établissements éducatifs, et 61,4% pour les établissements de santé. Cet ordre de classement est similaire à celui des scores de méfiance ; alors que les institutions représentant les fonctions régaliennes de l'Etat enregistrent les scores de méfiance les plus bas, elles enregistrent aussi les scores de respect les plus élevés.

L'analyse participative associe le sentiment de respect envers les institutions régaliennes à une manifestation du patriotisme des habitant.e.s de la région. Cette interprétation est cohérente avec le sentiment d'appartenance à la Tunisie qui constitue la première identité socio-politique la plus couramment partagée par les citoyen.ne.s de Tataouine ; 46,1% d'entre eux/elles classent en effet la Tunisie parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives (voir chapitre 2). Par contre, cette attitude de respect ne serait pas tant enracinée dans un sentiment subjectif qui se construit sur la base d'expériences vécues. Même si **l'analyse statistique** ne peut pas vérifier cette hypothèse (voir limitations méthodologiques en introduction), il semblerait que les institutions régaliennes capitaliseraient donc sur ce sentiment d'appartenance au pays pour consolider un capital respect auprès de la population de Tataouine.

L'analyse statistique croisée montre des disparités territoriales importantes ; **les attitudes de respect vis-à-vis des institutions de l'Etat sont aussi plus élevées que les standards régionaux dans trois sous-régions, alors que Tataouine Nord enregistre des scores plus bas.**

Pour les délégations du Dahar, le respect est plus couramment cité par les habitant.e.s de Gomhrassen comme sentiment prédominant vis-à-vis des institutions de l'Etat à mesure de +11,63 points en moyenne pour les 7 institutions et en comparaison avec les standards régionaux. Ce score moyen est de +6,57 points à Bir Lahmar. S'agissant des écarts les plus manifestes, la sous-région du Dahar (Gomhrassen et Bir Lahmar) semble tout particulièrement jouir d'une relation fondée sur le respect entre citoyen.ne.s et institutions de l'Etat.

Les délégations frontalières de Dehiba et Remada enregistrent aussi des scores plus élevés en termes de respect vis-à-vis des institutions. En comparaison avec les standards régionaux, le respect est plus couramment cité par les habitant-e-s de Dehiba comme sentiment prédominant vis-à-vis des institutions de l'Etat à mesure de +8,8 points en moyenne pour les 7 institutions. Cet écart moyen est de +5,76 points à Remada. La différence la plus manifeste concerne les établissements de santé (+16,1 points à Dehiba ; +10,3 points à Remada). Une particularité peut être relevée à Dehiba où le score de respect vis-à-vis de la douane (91,3%) est particulièrement élevé (+12,1 points par rapports aux standards régionaux). Avec la présence de la douane au poste frontière de Dehiba-Wazen, ce score pourrait indiquer la bonne qualité des contacts entre populations locales et services de la douane.

Le respect est plus couramment cité par les habitant-e-s de **Tataouine Sud** comme sentiment prédominant vis-à-vis des institutions de l'Etat à mesure de +4,11 points en moyenne pour les 7 institutions et en comparaison avec les standards régionaux. Ce score contraste avec les sentiments de méfiance vis-à-vis des institutions qui étaient en moyenne plus élevés que les standards régionaux pour Tataouine Sud.

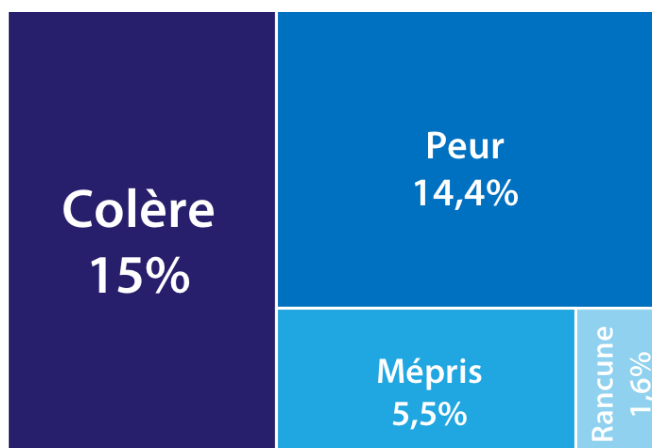
Enfin, la délégation de Tataouine Nord fait figure d'exception avec des scores de respect plus bas que la moyenne régionale. En effet, le respect est moins couramment cité par les habitant-e-s de Tataouine Nord comme sentiment prédominant vis-à-vis des institutions de l'Etat à mesure de -2,81 points en moyenne pour les 7 institutions et en comparaison avec les standards régionaux. Les écarts les plus manifestes concernent les établissements de santé (-8,7 points, soit 52,7% des habitant-e-s de Tataouine Nord qui expriment avant tout un sentiment de respect envers les institutions sanitaires) et éducatifs (-6 points).

Etudes de cas spécifiques : attitudes négatives

Les **fonctions sociales de l'Etat** suscitent, au sein de la population générale du Gouvernorat, des scores élevés en termes de sentiments négatifs.

Les **établissements de santé** enregistrent les scores les plus préoccupants en termes de sentiments négatifs qui sont projetés par les habitant-e-s de Tataouine à l'égard des institutions publiques.

Graphique 22 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements de santé est négatif (par type de sentiment)

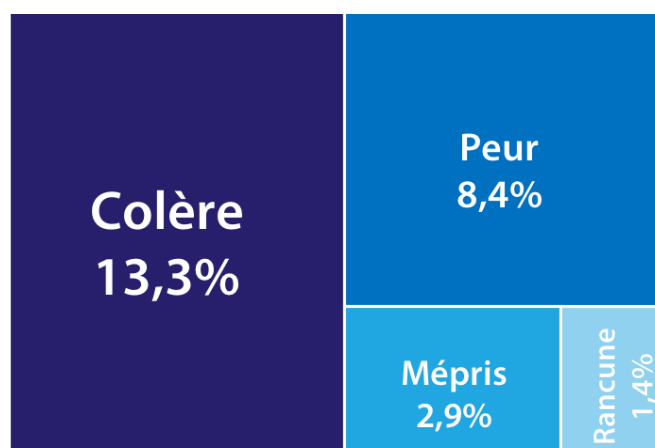


15% des habitant-es de Tataouine expriment un sentiment de colère à l'encontre des établissements de santé. L'analyse statistique croisée de genre signale des perceptions de colère plus élevées parmi les **jeunes de 18-29 ans** (pour 17,3% d'entre eux/elles, contre 10,1% des personnes âgées de 60 ans et plus). Cet indicateur pourrait **alerter sur le risque d'escalade, au détriment de voies collaboratives et conciliantes, en cas de tensions touchant au domaine de la santé.**

De même, **14,4% des répondant-e-s expriment un sentiment de peur à l'encontre des institutions de santé** à Tataouine. L'analyse statistique croisée selon la tranche d'âge montre que ce sentiment de peur est plus courant chez les **jeunes de 18-29 ans** (pour 19,9% d'entre eux/elles, contre 7,8% des 50-59 ans par exemple). En termes de spécificités locales, **Tataouine Nord** enregistre un score particulièrement élevé (19,2% des habitant-e-s de cette délégation expriment un sentiment de peur envers les établissements de santé). En psychologie sociale, ce sentiment de peur renvoie à une **attitude de fuite et peut illustrer un risque plus élevé de non-recours aux services publics de santé** parmi les habitant-e-s de la région (et plus particulièrement les jeunes et les habitant-e-s de Tataouine Nord).

De manière similaire, mais dans de plus faibles proportions, les **établissements scolaires** suscitent aussi des sentiments négatifs particulièrement élevés auprès des habitant-e-s de Tataouine.

Graphique 23 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements éducatifs est négatif (par type de sentiment)

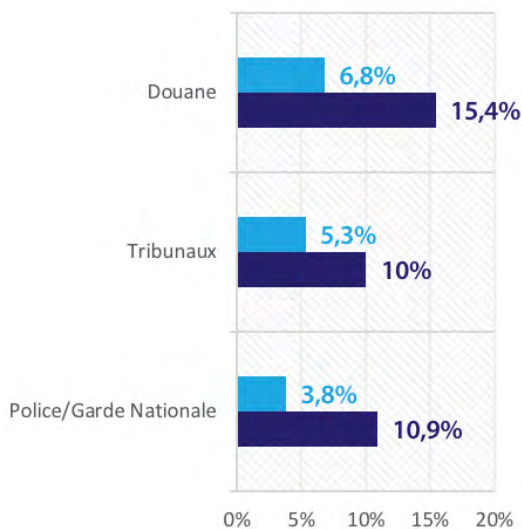


En termes de sentiments d'hostilité, 13,3% des habitant-e-s de Tataouine expriment de la colère à l'encontre des institutions éducatives. Comme pour les perceptions de méfiance vis-à-vis du secteur de l'éducation, les sentiments de colère sont plus courants parmi la **population âgée de 30 à 39 ans (16,1%) et 40 à 49 ans (15,8%)** ; contre 9,1% des personnes âgées de plus de 60 ans par exemple), ce qui correspond aux tranches d'âge où les répondant-e-s sont davantage susceptibles d'avoir un ou plusieurs enfants scolarisés. En termes de spécificités locales, les habitant-e-s de **Tataouine Nord** semblent rapporter plus couramment un **sentiment de peur** (pour 11,6% d'entre eux/elles, contre 8,4% en termes de standards régionaux, soit un écart dans la marge d'erreur). **Ces sentiments de peur pourraient être associés à un risque plus élevé, à Tataouine Nord, de non-recours dans le secteur éducatif et, par conséquent, de déscolarisation.**

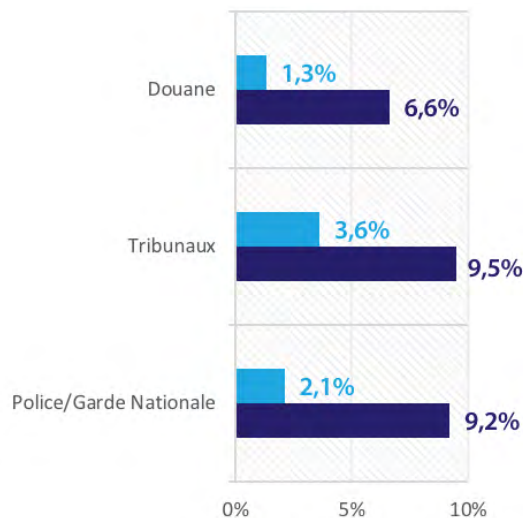
Pour les fonctions régaliennes de l'Etat, les scores élevés en termes de sentiments négatifs sont à rechercher au sein de sous-groupes spécifiques (analyses statistiques croisées).

Les jeunes de 18-29 ans expriment plus couramment des sentiments de colère et de peur à l'encontre des institutions régaliennes de l'Etat. Ce constat est manifeste lorsque les résultats pour cette tranche d'âge sont comparés avec celles qui enregistrent les scores les plus bas en termes de sentiments de colère (40-49 ans) et de peur (60 ans et plus).

Graphique 24 - Pourcentage de jeunes (18-29 ans) et 40-49 ans qui classent la **colère** comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes



Graphique 25 - Pourcentage de jeunes (18-29 ans) et des 60+ ans qui classent la **peur** comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes

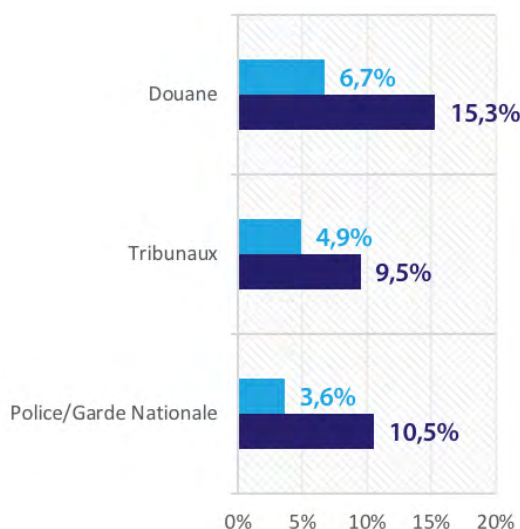


La douane et la police/Garde Nationale sont les deux institutions qui enregistrent les écarts de scores les plus notables en termes de sentiments d'hostilité exprimés par les jeunes de 18-29 ans en comparaison avec les répondant-e-s de 40-49 ans. 15,4% des jeunes (18-29 ans) de Tataouine expriment de la colère contre la douane. De même, 10,9% des jeunes (18-29 ans) expriment de la colère contre la police et la Garde Nationale. Les écarts avec les résultats pour la population âgée de 40 à 49 ans sont respectivement de +8,6 points et +7,1 points pour les sentiments de colère vis-à-vis de la douane et de la police/Garde Nationale. **En cas de tensions entre douane et jeunes (18-29 ans), le risque d'escalade est ainsi exacerbé par de tels sentiments hostiles. De même, en cas de tensions entre police/Garde Nationale et jeunes (18-29 ans), ou en cas d'intervention des forces de sécurité intérieure pour résoudre des tensions qui ne les ciblent pas initialement, le risque d'escalade serait aussi exacerbé.**

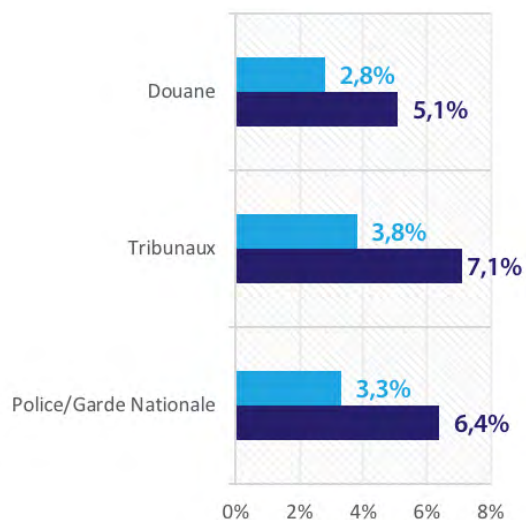
En termes de sentiments de peur, les écarts de scores les plus notables entre jeunes de 18-29 ans et population la plus âgée (60 ans et plus) concernent les tribunaux et la police/Garde Nationale. En effet, 9,5% des jeunes (18-29 ans) rapportent un sentiment de peur vis-à-vis des tribunaux (+5,9 points par rapport aux 60 ans et plus), et 9,2% expriment de la peur vis-à-vis de la police/Garde Nationale (+7,1 points). Avec des résultats spécifiques à la chaîne judiciaire et aux jeunes de 18-29 ans, ces attitudes de peur ont le potentiel de se traduire dans des comportements passifs plus courants chez les jeunes justiciables, c'est-à-dire comme un obstacle pour eux/elles lorsqu'ils/elles seraient amené-e-s à faire reconnaître ou exercer leurs droits devant la justice.

En moyenne, les hommes expriment davantage de sentiments négatifs à l'encontre des institutions régaliennes que les femmes.

Graphique 26 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la **colère** comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes (comparaison hommes/femmes)



Graphique 27 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la **peur** comme leur sentiment prédominant envers les institutions régaliennes (comparaison hommes/femmes)



En moyenne, les hommes partagent plus couramment que les femmes un sentiment de colère à l'encontre des institutions régaliennes (moyenne de +6,7 points pour l'ensemble des 3 cibles). **Le risque, en cas d'irruption de tensions, de rapports d'hostilité entre institutions régaliennes et population masculine est ainsi plus élevé.** Cette tendance ne se traduit pas par une attitude plus courante de peur parmi les femmes puisque les hommes expriment également plus fréquemment un sentiment de peur à l'encontre des institutions régaliennes. Il s'agit ainsi des scores plus élevés en termes de sentiment de respect parmi la population féminine et des sentiments d'hostilité plus fréquents parmi les hommes qui caractérisent la spécificité de genre dans le rapport des habitant.e-s de Tataouine aux institutions régaliennes.

En termes de spécificités locales, **dans la région frontalière, l'armée cristallise des sentiments de colère plus élevés chez les jeunes hommes de Remada.** 6,7% des habitant.e-s de Remada expriment un sentiment de colère envers l'armée (soit +2,6 points par rapport à l'ensemble de la population du Gouvernorat), ce qui ne montre pas, à ce stade, de particularité. Cela-dit, le sentiment de colère envers l'armée est plus courant chez les jeunes hommes de Remada ; 28% des répondants masculins âgés de 18 à 29 ans se disent en effet en colère contre l'institution militaire. Ces scores signalent un risque plus élevé d'escalade en cas d'irruption des tensions entre militaires et habitant.e-s de la zone frontalière (surtout parmi les jeunes hommes), d'autant plus que l'armée a une présence permanente dans cette délégation (contrairement au reste du Gouvernorat).



CHAPITRE 2

RELATIONS HORIZONTALES

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Le degré de cohésion est plus fort au niveau des relations horizontales entre habitant-e-s de Tataouine. 57,1% des répondant-e-s sont en confiance lorsqu'ils/elles établissent et entretiennent des relations avec d'autres personnes (confiance horizontale), contre un score de 48,1% de confiance verticale.

Tendances générales

Les habitant-e-s de Tataouine s'identifient d'abord à la Tunisie, ensuite à la tribu, puis à leur région (Gouvernorat de Tataouine) :

- **Ces identités sont compatibles et se complètent les unes les autres :** 67,6% des répondant-e-s partagent un sentiment d'appartenance à la fois à leur pays, à leur tribu et à leur région.
- **Au-delà des liens de solidarité au sein des tribus, les relations entre elles sont une source de cohésion.** 92,9% des répondant-e-s s'identifiant à une tribu estiment qu'ils/elles ont une communication positive avec les personnes d'autres tribus, et seulement 4,5% perçoivent une menace existentielle de la part des autres tribus.

Les notables locaux (qui exercent une autorité morale sur la tribu) profitent d'un meilleur capital confiance (42,3%) que les corps intermédiaires traditionnels, mais les habitant-e-s de Tataouine estiment moins couramment que ces notables influencent les politiques locales.

16,6% des habitant-e-s de Tataouine déclarent être en colère contre les entreprises pétrolières, et 55,7% des répondant-e-s n'ont pas confiance dans celles-ci. Les facteurs qui influent négativement sur la confiance dans les entreprises pétrolières sont le sentiment de mal-être/mécontentement, le sentiment d'injustice et la corruption perçue.

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à la tranche d'âge

Les jeunes (18-29 ans) ont en moyenne moins confiance que leurs aîné-e-s dans les autres individus (confiance horizontale), dans les notables locaux et les responsables religieux.

73% des **jeunes hommes de 18-29 ans** n'ont pas confiance dans les **entreprises pétrolières**, et 28% déclarent être en colère contre celles-ci.

Dans la **région frontalière (Remada et Dehiba)**, le sentiment d'**appartenance à la tribu** est nettement plus fort :

- Il est aussi complémentaire à l'identité nationale, mais le sentiment d'appartenance à la région y est moins fort que dans le reste du Gouvernorat.
- Les relations entre tribus sont aussi plus positives, avec des sentiments de menaces symboliques et existentielles plus faibles que les standards régionaux à Dehiba et Remada.

Le score le plus élevé de **méfiance dans les entreprises pétrolière** est mesuré à **Tataouine Sud** (66%), ce qui pourrait refléter un sentiment d'injustice provoqué par l'absence de redistribution des bénéfices tirés du secteur pétrolier dans le développement de cette délégation.



IDENTITÉS COLLECTIVES

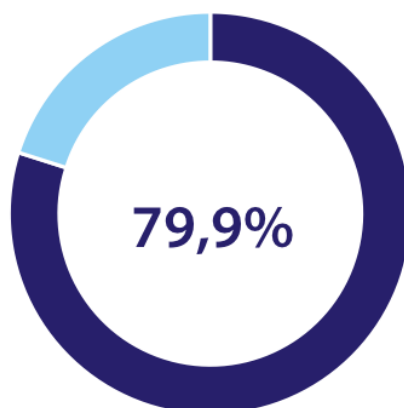


Les dynamiques identitaires sont centrales pour comprendre les relations entre différents groupes sociaux et la vitalité des liens de solidarité au sein de ces groupes.

| **Sphère privée**

A Tataouine, la **famille** occupe le premier rang de la structure sociale.

Graphique 28 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la famille parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives



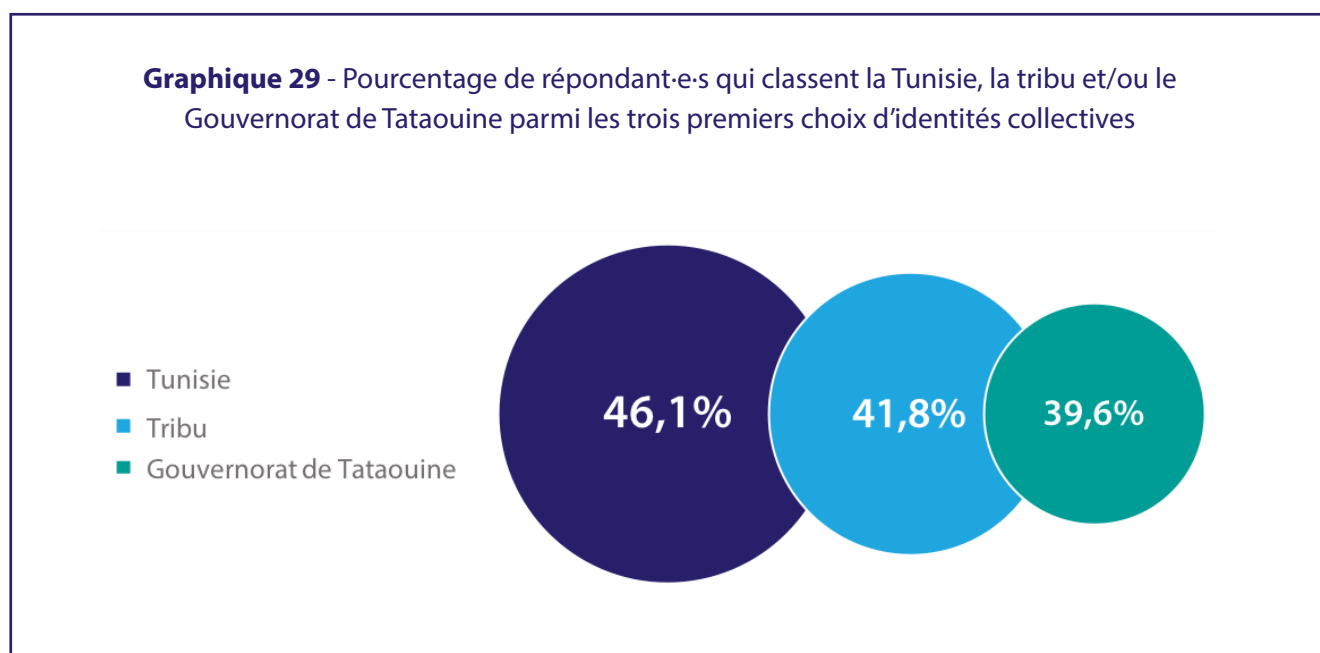
91,8% des habitant.e.s de Tataouine expriment leur appartenance à leur famille. De même, 79,9% habitant.e.s de Tataouine classent la famille parmi les trois premiers groupes auxquels ils/elles s'identifient. Ces chiffres



confirment la **place centrale de la famille comme institution de socialisation par laquelle l'identité personnelle des habitant-e-s de Tataouine se construit et où les liens de solidarité les plus robustes se créent.**

Principales identités socio-politiques

Trois identités de groupes se distinguent ; le sentiment d'appartenance à la **Tunisie**, à la **tribu** et au **Gouvernorat de Tataouine**.



Exception faite de la famille, les habitant-e-s de Tataouine classent d'abord le pays (pour 46,1% d'entre eux/elles), ensuite la tribu (41,8%), et finalement le Gouvernorat (39,6%) parmi leurs trois principales identités collectives.

Le sentiment d'appartenance à la Tunisie est très largement partagé par les habitant-e-s de Tataouine : 81,6% d'entre eux/elles déclarent s'identifier à la Tunisie, et 46,1% classent la Tunisie parmi leurs trois premiers choix en termes de sentiment d'appartenance. Ce constat appuie l'hypothèse selon laquelle **le sentiment d'appartenance au pays ne serait pas moins** élevé dans les régions périphériques, **en l'occurrence un Gouvernorat de la frontière Sud-Est.**

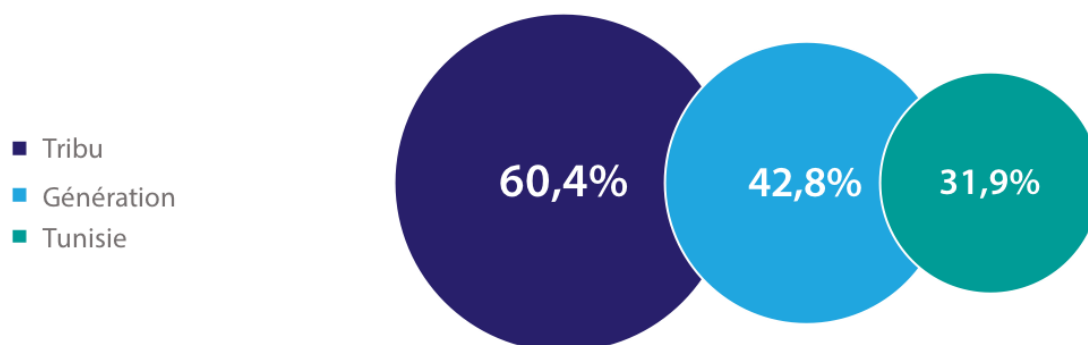
L'appartenance à **la tribu est la deuxième identité collective la plus structurante à Tataouine** (en dehors de la sphère privée). 74,3% des habitant-e-s du Gouvernorat déclarent s'identifier à leur tribu, et 41,8% classent la tribu parmi leurs trois premiers choix en termes de sentiment d'appartenance. **L'analyse exploratoire a identifié la tribu comme l'identité collective la plus pertinente pour étudier les relations horizontales entre groupes.** Il s'agit en effet du groupe socio-politique le plus significatif statistiquement au niveau infra-régional, c'est-à-dire pour lequel différentes tribus se côtoient au sein du territoire étudié (Gouvernorat de Tataouine). Les sections suivantes mesurent la fréquence ainsi que la qualité des interactions entre les tribus, les perceptions de menaces et les sentiments entre groupes.

Le sentiment d'appartenance au Gouvernorat de Tataouine dépasse de peu l'identification à la Tunisie : 83,3% des habitant-e-s de Tataouine déclarent s'identifier à leur Gouvernorat. En revanche, lorsqu'ils/elles sont interrogées pour classer leurs identités, **les habitant-e-s de Tataouine s'identifient moins spontanément à**

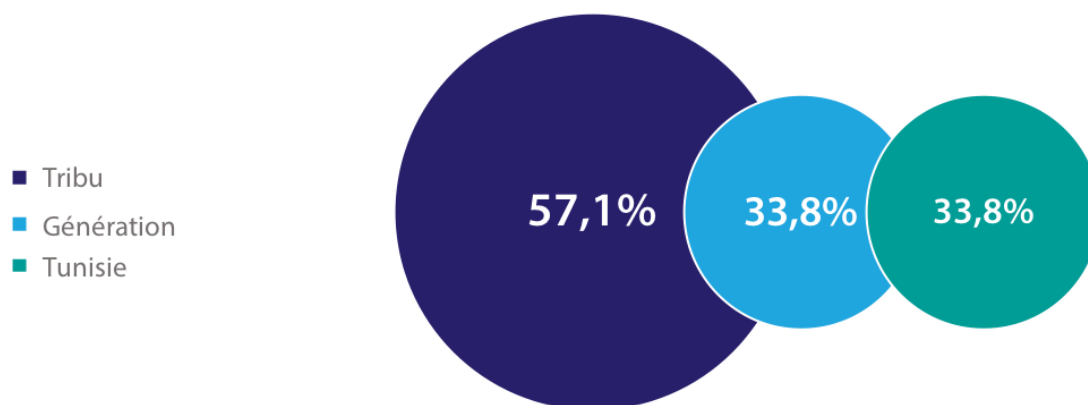
leur Gouvernorat qu'à la Tunisie ; 39,6% classent le Gouvernorat parmi leurs trois premiers choix (-6,5 points par rapport à l'appartenance nationale).

L'analyse statistique croisée signale une spécificité propre aux délégations de **Remada** et **Dehiba** en termes d'identification à la tribu et d'affiliation générationnelle.

Graphique 30 - Pourcentage de répondant-e-s qui classent la tribu, leur génération et/ou la Tunisie parmi les trois premiers choix d'identités collectives à Dehiba



Graphique 31 - Pourcentage de répondant-e-s qui classent la tribu, leur génération et/ou la Tunisie parmi les trois premiers choix d'identités collectives à Remada



Les identités collectives à Remada et Dehiba reflètent le poids de la structure tribale dans l'organisation sociale de ces deux délégations méridionales. En effet, 60,4% des habitant-e-s de Dehiba et 57,1% des répondant-e-s de Remada classent la tribu parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives, soit respectivement +18,6 points et +15,3 points par rapport aux standards du Gouvernorat de Tataouine. La tribu arrive en première position du classement de ces identités collectives (hors sphère privée) dans les deux délégations devant l'affiliation générationnelle et l'appartenance au pays.

Le poids de l'affiliation générationnelle est particulièrement significatif dans cette sous-région alors qu'elle est une identité secondaire ailleurs. En effet, 42,8% des habitant-e-s de Dehiba et 33,8% des répondant-e-s de Remada classent leur génération parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives, soit

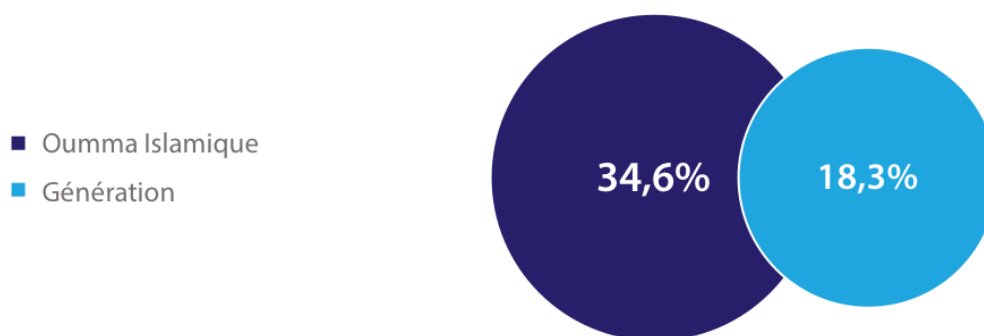
respectivement +24,5 points et +15,5 points par rapport aux standards du Gouvernorat. **En contrepoint, les appartenances au pays et, surtout, à la région y sont moins structurantes.** À titre d'exemples, à Dehiba, 31,9% des habitant-e-s classent la Tunisie parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives contre 46,1% pour les standards du Gouvernorat (-14,2 points) et seulement 10,3% placent leur région (Tataouine) dans ce classement, contre 39,6% pour les standards du Gouvernorat (-29,3 points).

L'analyse statistique croisée montre enfin que ces identités collectives sont compatibles et se complètent les unes les autres dans la construction des identités personnelles. En effet, 67,6% des répondant-e-s déclarent qu'ils/elles partagent un sentiment d'appartenance à la fois à leur pays, à leur région (Tataouine) et à leur tribu. Ces trois composantes ne seraient pas en tension ; au contraire, elles participeraient à la construction d'une identité plurielle chez les habitant-e-s de Tataouine. Elles figureraient un modèle concentrique d'affiliations. En ajoutant le groupe religieux pan-régional qui enregistre aussi un score élevé dans les classements d'identités collectives à Tataouine (voir ci-après), ce modèle intègre quatre niveaux de projection, du niveau de proximité le plus proche au niveau d'association le plus différé ; de la tribu au groupe religieux pan-régional en passant par la région (Tataouine) et le pays.

Identités socio-politiques secondaires

Deux identités de groupe additionnelles ont une influence moins structurante mais néanmoins significative ; l'appartenance au groupe religieux supranational et à la génération.

Graphique 32 -Pourcentage de répondant-e-s qui classent la Oumma Islamique et/ou leur génération parmi les trois premiers choix d'identités collectives



Bien que le sentiment d'appartenance au groupe religieux supranational soit largement partagé par les habitant-e-s de Tataouine (87,5% d'entre eux/elles déclarent s'identifier à ce groupe), **il est moins structurant pour leurs identités personnelles.** En effet, seulement 34,6% des habitant-e-s du Gouvernorat classent la Oumma Islamique parmi leurs trois premiers choix en termes de sentiment d'appartenance. L'identification religieuse pan-régionale jouerait donc un rôle plus secondaire que les marqueurs identitaires infranationaux. Le constat est le même (mais plus marqué) pour une deuxième catégorie d'identité pan-régionale ; le sentiment d'appartenance au Maghreb et au monde arabe. Bien que 74,1% des répondant-e-s déclarent un sentiment d'appartenance au Maghreb et au monde arabe, seulement 9,1% d'entre eux/elles classent ce groupe parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives.

Finalement, **l'affiliation générationnelle ne pèse que légèrement dans les identités collectives à Tataouine.** Parmi la population totale, 52,8% des répondant-e-s déclarent un sentiment d'appartenance à leur

génération, et celle-ci n'est classée que par 18,3% des habitant-e-s de Tataouine parmi les trois premiers choix d'identités collectives.



CONFIANCE HORIZONTALE

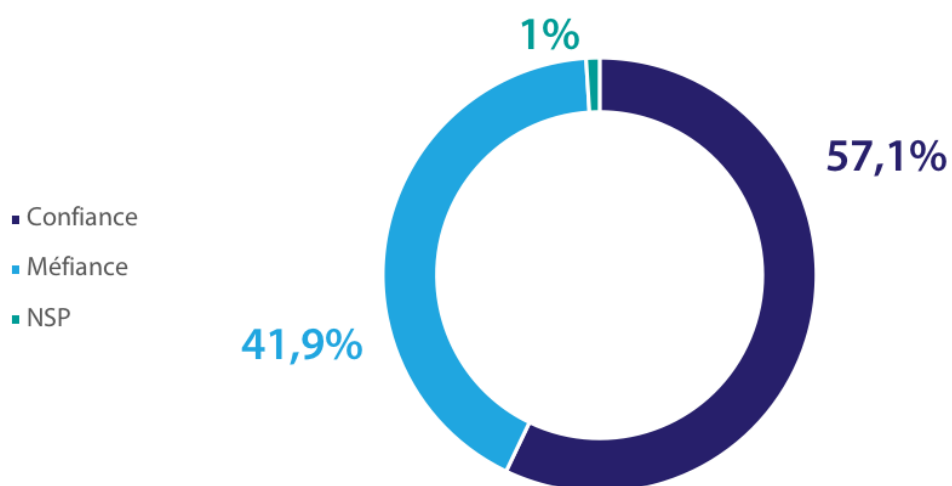


Le bas niveau de confiance au sein du corps social à Tataouine est d'abord influencé par un sentiment répandu de méfiance dans les institutions publiques (voir chapitre 1). Toutefois, **les relations horizontales (entre individus et entre groupes sociaux) seraient plus négatives.**

Confiance interpersonnelle

De manière spécifique, la **confiance horizontale s'intéresse aux relations interpersonnelles** et est mesurée au sein d'un sous-indicateur composite.

Graphique 33 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent être, ou ne pas être, en confiance dans leurs relations interpersonnelles (**confiance horizontale**)

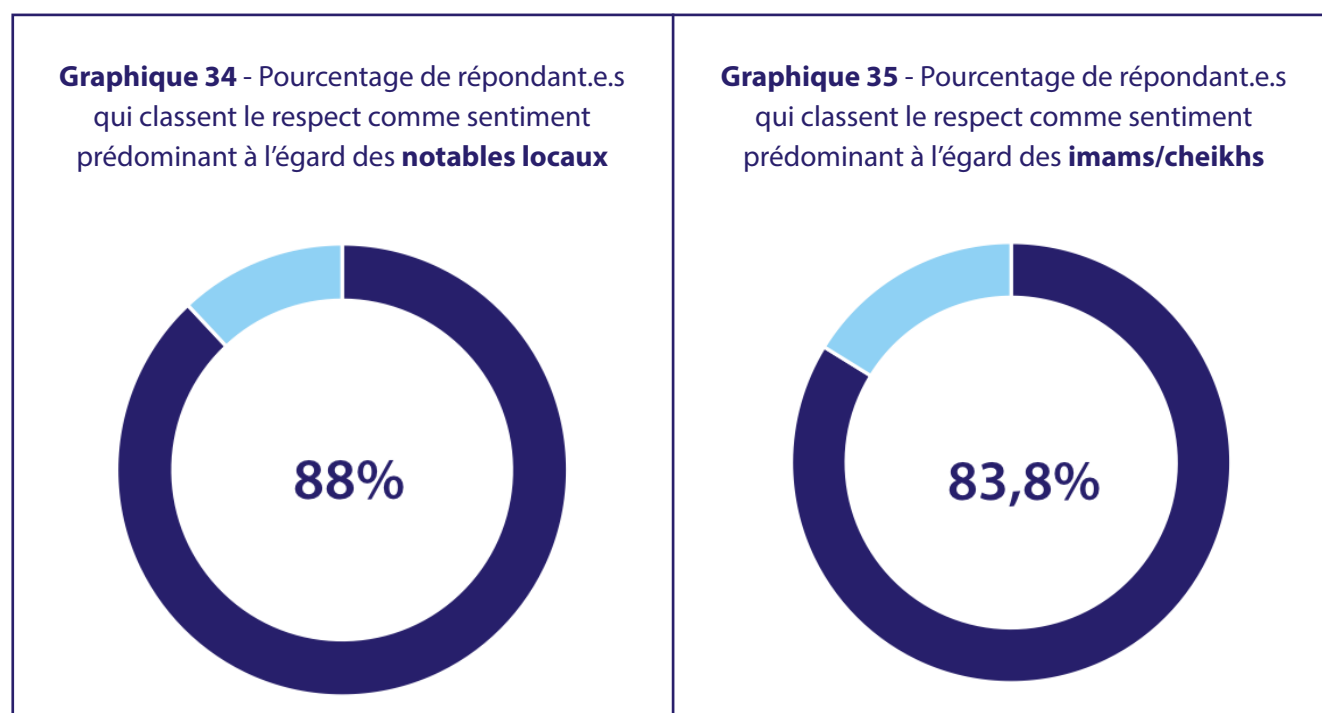


Plus de la moitié des habitant-e-s de Tataouine (57,1%) sont en confiance lorsqu'ils/elles établissent et entretiennent une relation avec d'autres personnes. Inversement, 41,9% des répondant-e-s n'ont pas confiance dans les autres personnes. Ces scores illustrent un climat relatif de suspicion qui porterait préjudice aux interactions entre personnes et entre groupes sociaux.

L'analyse statistique croisée montre des spécificités liées à la tranche d'âge ; **le sentiment de méfiance et de suspicion vis-à-vis des autres personnes est plus courant chez les jeunes.** En effet, 49,8% des jeunes de 18-29 ans déclarent ne pas être en confiance lorsqu'ils/elles interagissent avec d'autres personnes. Ce score diminue de façon progressive pour chaque tranche d'âge suivante jusqu'à atteindre 38,71% de la population âgée de 60 ans et plus (-11,09%).

Confiance dans les représentant-e-s de groupes sociaux

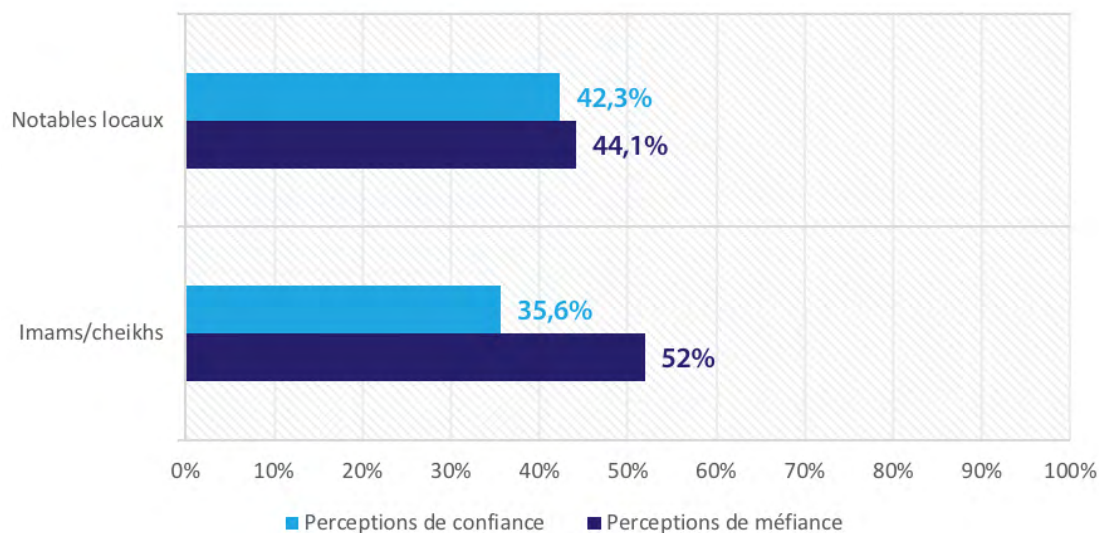
Au niveau horizontal, deux types de dignitaires font figures de corps intermédiaires non-organisés mais dépositaires d'une autorité morale sur un groupe social. Il s'agit d'abord des **notables locaux qui exercent une autorité morale sur la tribu**, deuxième identité collective la plus structurante à Tataouine. Il s'agit ensuite des **responsables religieux (imams/cheikhs) qui sont une représentation locale du groupe religieux supranational** (4^{ème} identité collective la plus structurante à Tataouine) et qui exercent une autorité morale liée au culte. Ces deux représentations se distinguent des corps intermédiaires traditionnels (partis politiques, médias, associations, syndicats) car leur autorité morale et leur source d'influence sont tirées du respect qu'elles génèrent et qui dérivent du groupe social qu'elles représentent.



Presque 9 habitant-e-s sur 10 (88%) à Tataouine expriment du respect à l'encontre des notables locaux, et plus de 4 répondant-e-s sur 5 (83,8%) expriment du respect vis-à-vis des responsables religieux. En comparaison avec les relations verticales, seules la protection civile et l'armée enregistrent des sentiments de respect plus élevés (respectivement 88,4% et 89,3%). Les corps intermédiaires traditionnels (voir chapitre 4) enregistrent des sentiments de respect nettement moins élevés pour les responsables politiques (63% ; -25 points par rapport aux notables locaux) et les médias (68,7%), et légèrement plus bas pour les associations (82,9%). **A Tataouine, les notables locaux et les responsables religieux s'appuieraient donc sur un capital respect généralement plus solide que pour les institutions de l'Etat et les corps intermédiaires traditionnels.**

Pour autant, **les notables locaux et les responsables religieux ne bénéficient pas d'un capital confiance significatif**, même si celui-ci est plus élevé que pour les corps intermédiaires traditionnels.

Graphique 36 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des notables locaux et responsables religieux



Pour les notables locaux et, de façon plus manifeste, pour les responsables religieux, les perceptions de méfiance à leur égard dépassent les perceptions de confiance. Plus de la moitié (52%) des répondant-e-s se déclarent méfiant-e-s vis-à-vis des responsables religieux, et 44,1% sont méfiant-e-s envers les notables locaux.

Ceci-dit, **les habitant-e-s de Tataouine accordent plus couramment leur confiance aux notables locaux et responsables religieux qu'aux corps intermédiaires traditionnels** (responsables politiques, médias, associations). Avec un crédit de confiance de seulement 16,4%, les responsables politiques sont nettement devancés par les notables locaux (+25,9 points) et les imams/cheikhs (+19,2 points). Les associations ne sont que légèrement en retrait avec un score de confiance de 31,2% (un écart respectivement de -11,1 points et -4,4 points par rapport aux notables locaux et aux responsables religieux).

En termes de perceptions de confiance, l'analyse statistique croisée signale une tendance générationnelle à travers des écarts de résultats significatifs entre les tranches d'âges la plus jeune (18-29 ans) et la plus âgée (+60 ans). Par exemple, 55,3% des jeunes (18-29 ans) déclarent être méfiant-e-s envers les responsables religieux contre 41% des répondant-e-s de plus de 60 ans (+14,3 points). De même, 47,2% des répondant-e-s de plus de 60 ans déclarent avoir confiance dans les notables locaux, contre 39,8% des jeunes de 18-29 ans (+7,4 points). Dès lors, **les répondant-e-s les plus âgé-e-s accorderaient plus couramment leur confiance aux notables locaux et responsables religieux que les jeunes**. En termes d'analyse sexo-spécifique, les hommes sont plus couramment méfiants que les femmes vis-à-vis de ces deux cibles avec des scores de méfiance de 51,2% vis-à-vis des notables locaux (contre 36,2% des femmes) et de 58% à l'égard des responsables religieux (contre 45,4% des femmes).

En ce qui concerne le poids de la structure tribale dans la société à Tataouine, **ce crédit de confiance plus élevé pour les notables locaux ne signifie pas pour autant que les habitant-e-s de Tataouine estiment que les tribus influencent davantage la politique locale que les corps intermédiaires traditionnels**. En effet, un tiers des répondant-e-s (33,5%) estiment que les tribus affectent la politique locale de leur région contre

41,1% pour les partis politiques, 42,1% pour les syndicats et 40,5% pour les associations. Comme souligné par l'[analyse participative](#), même si la tribu est une identité collective structurante et que les notables locaux, dépositaires d'une autorité morale dérivée de la tribu, jouissent d'un meilleur capital confiance, **il semblerait que les habitant-e-s de Tataouine fassent la distinction entre l'influence de la tribu sur, d'une part, la définition de leurs valeurs/normes ainsi que sur les solidarités collectives et, d'autre part, sur leur rôle (relativement faible) dans la participation à la vie politique et sociale.**

Le poids de la structure tribale dans les identités collectives et l'organisation sociale des délégations de la région frontalière se reflète dans le rapport qu'ont les habitant-e-s de Dehiba et Remada avec les notables locaux. En effet, le niveau de confiance dans les notables locaux à Remada est supérieur aux standards régionaux (48,3%, soit +6 points), et même nettement plus élevé à Dehiba (67,5%, soit +25,2 points). Pour les deux délégations, les habitant-e-s de la région frontalière ressentent très majoritairement du respect vis-à-vis des notables locaux (pour 93,8% des habitant-e-s de Dehiba, et 91,7% des répondant-e-s à Remada). Ceci-dit, comme pour le niveau régional, les habitant-e-s des délégations frontalières estiment moins couramment que les tribus peuvent affecter la vie politique et sociale que les autres corps intermédiaires. A titre d'exemple, 34,2% des répondant-e-s de Remada estiment que les tribus affectent la politique locale, contre 50,8% pour les associations et 43,4% pour les partis politiques. **L'influence de la tribu se manifesterait donc aussi d'abord sur les valeurs/normes ainsi que les solidarités collectives à Dehiba et Remada, et moins sur la participation à la vie politique.**

Autres spécificités locales, les habitant-e-s de Tataouine Sud et de Samar entretiendraient des rapports avec les notables locaux et les responsables religieux moins harmonieux que la moyenne régionale. En effet, le niveau de méfiance dans les imams/cheikhs atteint 62,3% à Tataouine Sud, soit +10,3 points que les standards régionaux. L'écart est plus manifeste pour les notables locaux envers qui le niveau de méfiance est de 59,2% à Tataouine Sud (+15,1 points) et 55% à Samar (+10,9 points).



RELATIONS ENTRE TRIBUS



En plus d'être un groupe social au sein duquel les liens de solidarité seraient solides, **les relations entre tribus se seraient construites sur des bases harmonieuses.** Cette section étudie plus en détails la qualité de ces interactions en distinguant, par [analyses statistiques](#) (tri croisé), les résultats pour deux groupes de référence.

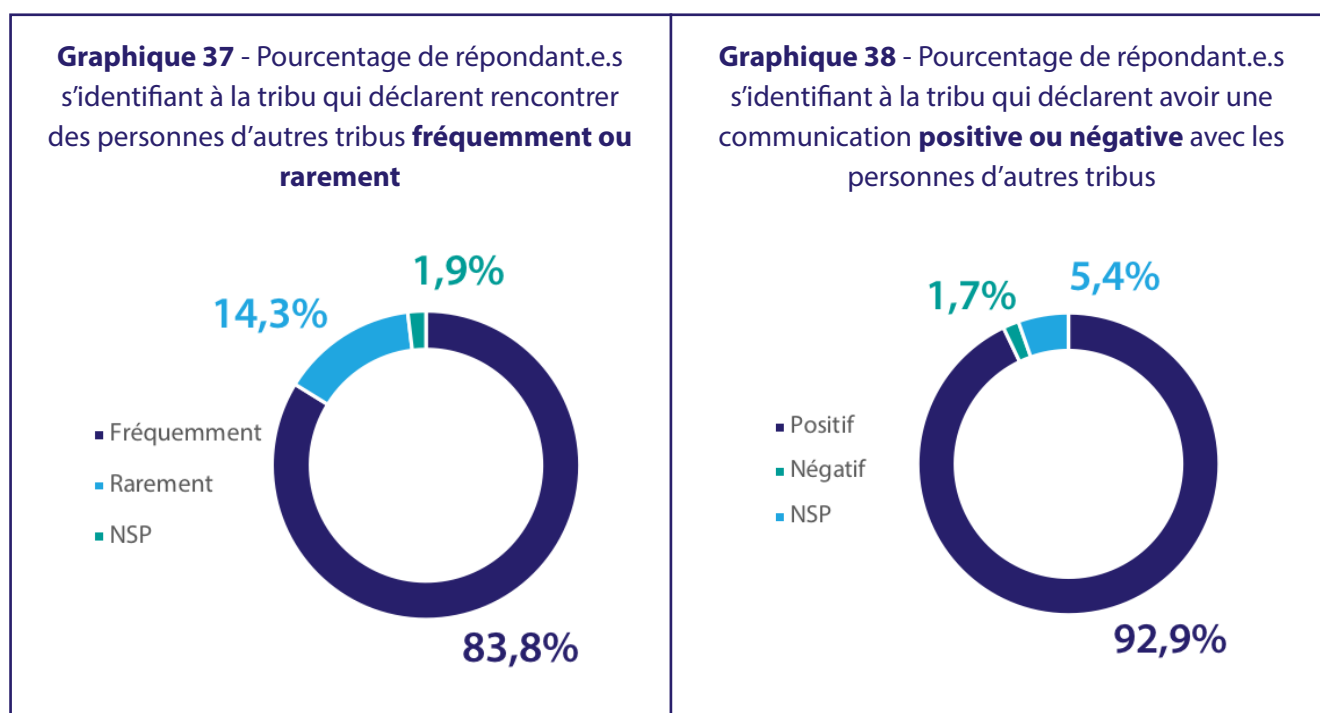
Le premier groupe se réfère aux 1669 répondant-e-s qui ont déclaré qu'ils/elles s'identifiaient à la tribu, soit 74,3% de l'échantillon global. L'analyse des résultats pour ce groupe de répondant-e-s permet d'étudier la qualité des interactions entre personnes de tribus différentes.

Le second groupe se réfère aux 514 répondant-e-s qui ont déclaré qu'ils/elles ne s'identifiaient pas à la tribu, soit 22,9% de l'échantillon global. L'analyse des résultats pour ce groupe de répondant-e-s permet d'étudier les perceptions qu'ont les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu de ce type de groupe d'appartenance.

Pour ces deux catégories, les analyses par (tri croisé selon le sexe et l'âge sont valides, mais l'échantillon au niveau local (délégations) est insuffisant. Au niveau des délégations, l'étude des relations entre tribus différentes se réfère donc à l'ensemble de la population, sans distinguer les répondant-e-s qui s'identifient et ceux/celles qui ne s'identifient pas à la tribu.

| Communication entre les tribus

La fréquence et la qualité des contacts entre personnes de différentes tribus sont deux indicateurs forts de cohésion au niveau horizontal.



A Tataouine, 9 personnes qui s'identifient à la tribu sur 10 jugent que la qualité des interactions avec les personnes d'autres tribus est positive, tandis que 8 répondant-e-s s'identifiant à la tribu sur 10 estiment que ces échanges sont fréquents. Ces contacts répétés et positifs, pour la majorité du corps social à Tataouine, constitue un potentiel positif pour le développement de relations collaboratives entre personnes de groupes sociaux différents (ici, la tribu).

Ces scores aussi consensuels sont une source de cohésion significative, surtout que la tribu arrive au second rang des identités collectives les plus structurantes à Tataouine.

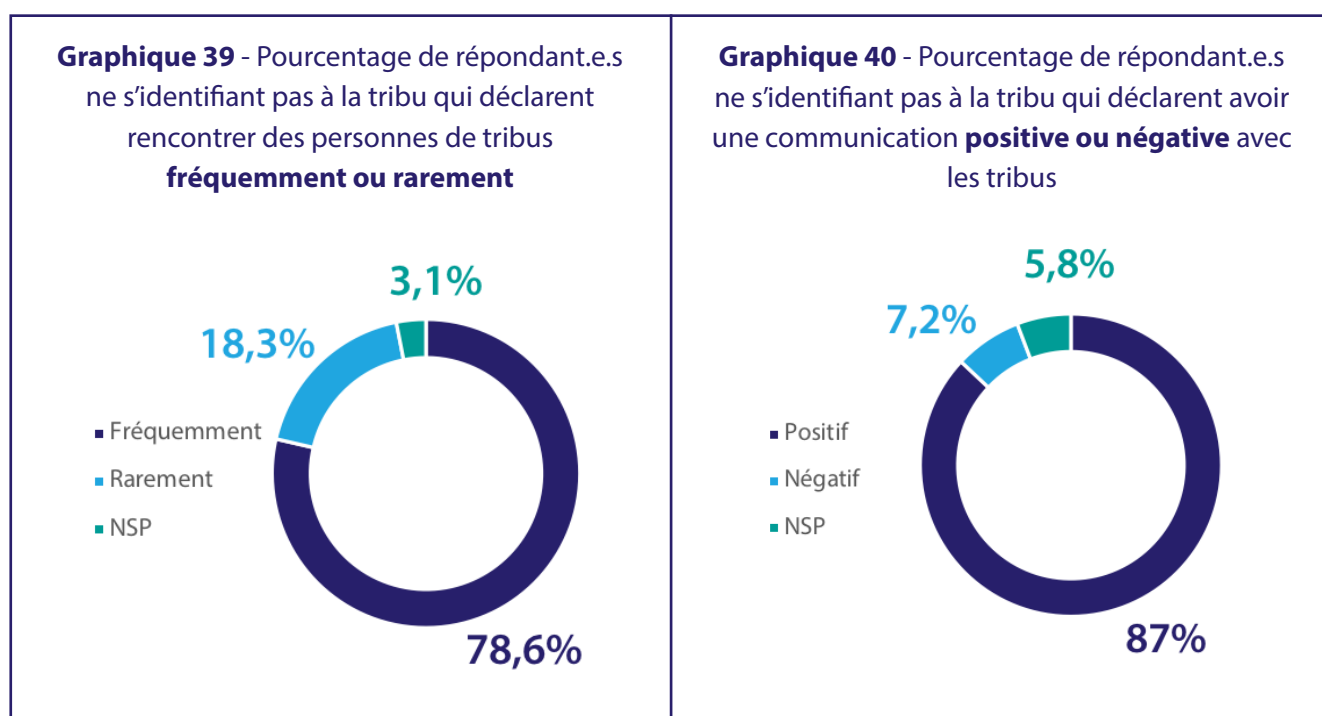
En termes de résultats sexo-spécifiques, l'analyse statistique croisée montre que les hommes qui s'identifient à la tribu interagiraient de manière plus fréquente (pour 89,8% d'entre eux) avec des personnes d'autres tribus que les femmes (pour 77,2% d'entre elles, soit un écart de -12,6 points). Ce constat n'a que peu d'influence sur

la qualité des interactions puisque 95,8% des hommes s'identifiant à la tribu estiment que leurs échanges avec des personnes d'autres tribus sont positifs, contre 86,6% des femmes.

Dans les délégations frontalières, où la tribu arrive au premier rang des identités collectives, la qualité des interactions entre personnes de différentes tribus est encore plus positive. En effet, pour 99,1% des habitant·e·s de Remada et 96,3% des habitant·e·s de Dehiba, la communication avec des personnes d'autres tribus serait jugée positive, et ce alors qu'ils/elles interagissent fréquemment avec les autres tribus pour 95% des répondant·e·s de Remada et 92,5% des habitant·e·s de Dehiba.

| Perceptions de la communication avec les tribus parmi les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu

En plus de relations harmonieuses entre personnes de différentes tribus, les individus qui ne s'identifient pas à ce groupe social évaluent aussi positivement leurs interactions avec les tribus.



A Tataouine, près de 9 personnes qui ne s'identifient à la tribu sur 10 (87%) jugent que la qualité de leurs interactions avec les tribus est positive, et près de 8 répondant·e·s ne s'identifiant pas à la tribu sur 10 (78,6%) estiment que ces échanges sont fréquents. Ce sont des indicateurs positifs, même si les scores sont légèrement inférieurs aux mêmes résultats pour les personnes qui s'identifient à la tribu (respectivement -5,2 et 5,9 points pour la fréquence et la qualité des interactions). La proportion de répondant·e·s qui ne s'identifient pas à la tribu et qui estiment que leurs interactions avec les tribus serait négative est infime (7,2%) mais supérieur de +5,5 points au même score pour les individus qui s'identifient à la tribu.

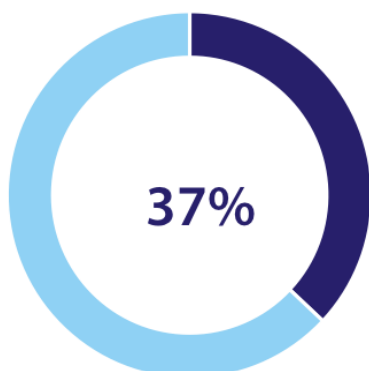
Ces contacts répétés et positifs indiquent que le facteur tribal ne serait pas source de tension à Tataouine, même pour les personnes qui ne partagent pas un sentiment d'appartenance à la tribu.

| Attitudes et perceptions de menaces

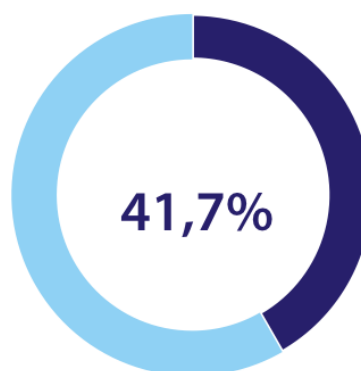
Malgré la bonne qualité des interactions entre personnes de différentes tribus, des perceptions de menaces subsistent à plusieurs niveaux, et en premier lieu en termes de **menace symbolique**.

Graphique 41 - Pourcentage de répondant-e-s qui perçoivent une menace symbolique de la part d'autres tribus (indicateur composite)

Parmi les personnes qui s'identifient à la tribu



Parmi les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu



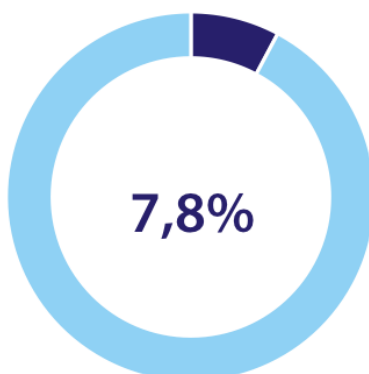
Moins de 2 habitant-e-s de Tataouine qui s'identifient à la tribu sur 5 (37%) perçoivent une menace symbolique de la part des autres tribus. Le score est sensiblement plus élevé parmi les répondant-e-s qui ne s'identifient pas à une tribu et qui percevraient une menace symbolique de la part des tribus (41,7%, soit +4,7 points). Cela signifie qu'ils/elles estiment avoir des valeurs et normes ainsi qu'un mode de vie différents de ceux des autres tribus. Ce score élevé peut signaler un **obstacle potentiel** à l'établissement de relations constructives **entre tribus qui soient fondées sur une compréhension commune.**

Dans les délégations frontalières, où le facteur tribal est particulièrement structurant pour les identités collectives, le sentiment de menace symbolique est moins élevé que pour la moyenne régionale. En effet, 35,2% des habitant-e-s de Remada et 33,3% des répondant-e-s à Dehiba perçoivent une menace symbolique de la part d'autres tribus (respectivement -6,5 et -8,4 points par rapport aux standards régionaux). Si des tensions entre tribus à Remada et Dehiba ont été rapportées par l'**analyse participative**, l'enquête quantitative n'indique pas un résultat qui permette de monter en généralité à propos d'une éventuelle conflictualité autour du facteur tribal.

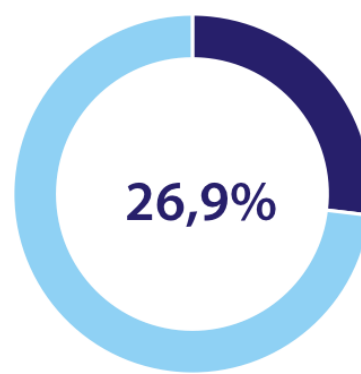
Dans une moindre mesure, le sentiment de **menace économique** enregistre un score préoccupant en ce qui concerne les répondant-e-s qui ne s'identifient pas à la tribu.

Graphique 42 - Pourcentage de répondant-e-s qui perçoivent une menace économique de la part d'autres tribus (indicateur composite)

Parmi les personnes qui s'identifient à la tribu



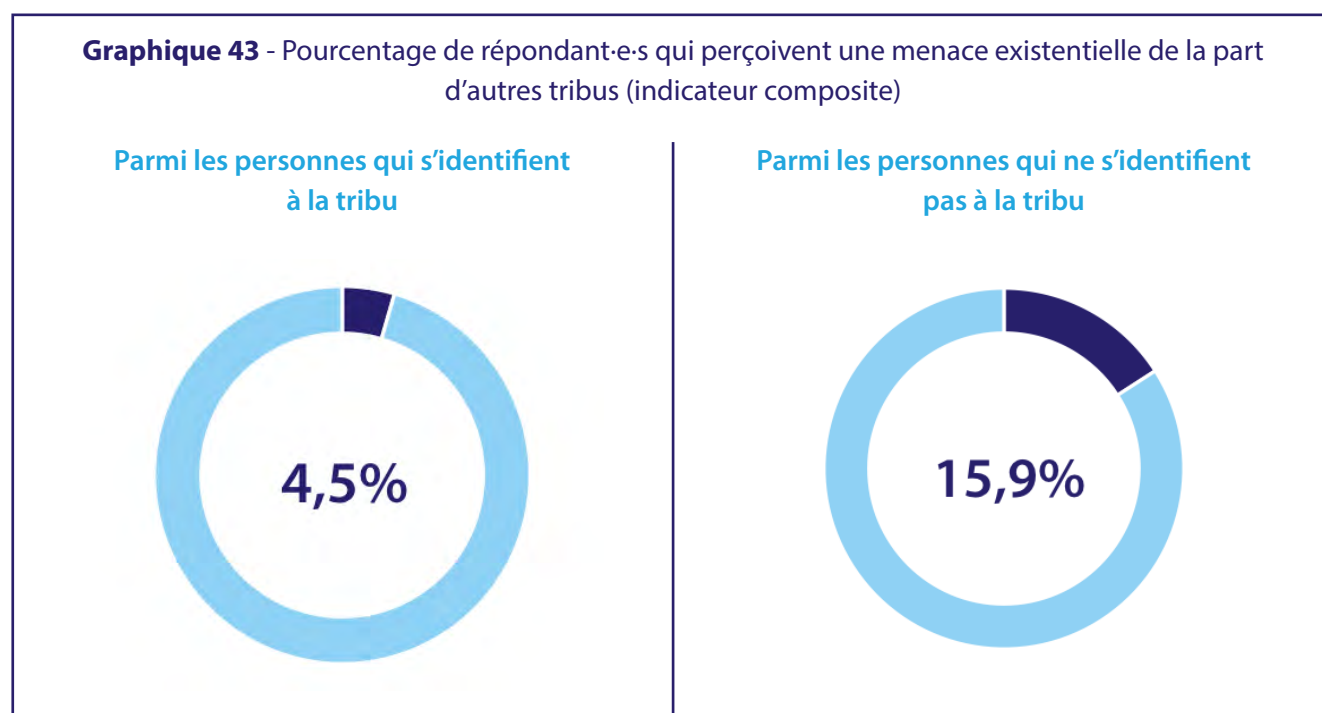
Parmi les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu



Un-e habitant-e de Tataouine sur 4 (26,9%) qui ne s'identifie pas à une tribu estime que les tribus représentent une menace à ses intérêts économiques. Ce sentiment de menace économique signifie qu'il existerait une rivalité entre personnes n'étant pas affiliées à une tribu et les personnes qui s'identifient à une tribu lorsqu'elles cherchent à maximiser leurs intérêts économiques (en termes d'accès à la propriété, à des opportunités d'emploi ou encore à des débouchés pour le commerce).

Ce score est supérieur de +19,1 points par rapport au groupe de répondant-e-s qui s'identifient à la tribu (7,8%). **A Tataouine, la rivalité entre tribus autour d'intérêts économiques opposés serait minime, mais il est plus probable que des personnes qui ne s'identifient pas à la tribu reprochent aux tribus d'être responsables de la dégradation de leur situation économique.**

Enfin, le sentiment de **menace existentielle** mérite une attention particulière car il constitue le principal motif d'insécurité et un risque que des individus adoptent une attitude défensive et hostile vis-à-vis de personnes d'autres groupes.



Seulement 4,5% des personnes qui s'identifient à la tribu perçoivent une menace existentielle de la part d'autres tribus à Tataouine. Même si la grande majorité des habitant-e-s de la région ne perçoit pas une telle menace, une **analyse statistique** croisée indique que **17% des jeunes (18-29 ans) sentiraient une menace existentielle de la part des autres tribus** (+11,9 points par rapport aux personnes âgées de 60 ans et plus). Par contre, le sentiment de menace existentielle est aussi faible dans la région frontalière (4,93% à Remada, et 6,55% à Dehiba), ce qui infirme à nouveau la montée en généralité d'une lecture qui associerait le facteur tribal comme un potentiel élevé de tensions dans ces deux délégations où le sentiment d'appartenance à la tribu est très élevé.

15,9% des personnes qui ne s'identifient pas à une tribu perçoivent une menace existentielle de la part des tribus. Cela signifie qu'ils/elles ont peur d'être attaqué-e-s par des personnes appartenant à une tribu et/ou qu'ils/elles craignent que des individus appartenant à des tribus ne portent préjudice à leur dignité ou à celle de leur famille. Ce score est supérieur de +11,4 points par rapport au premier groupe de répondant-e-s (qui s'identifient à la tribu). Comme pour les menaces économiques, **le potentiel latent de tensions horizontales se situerait davantage dans la relation entre les personnes qui ne s'identifient pas au marqueur tribal et les individus qui déclarent appartenir à une tribu.**

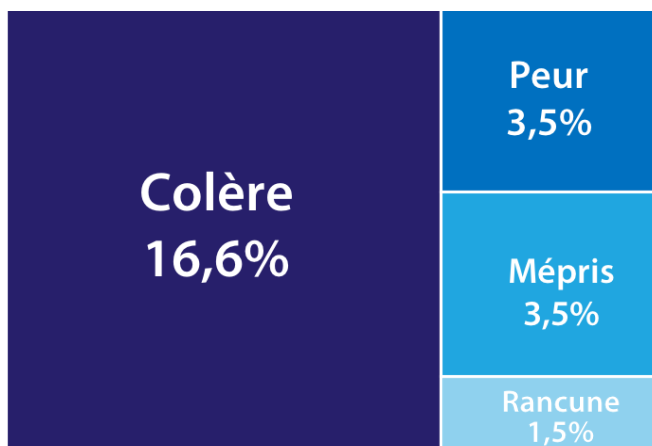


L'analyse exploratoire a souligné le potentiel continu de tensions qui pourraient cibler les compagnies pétrolières à Tataouine. Cette tendance émergente renvoie à un historique de mouvements sociaux prolongés qui ont cristallisé les revendications régionales pour améliorer les conditions de vie et le développement local. Au-delà de cette dynamique d'action collective, l'enquête s'intéresse au rapport qu'entretiennent les habitant-e-s de Tataouine avec ces entreprises pétrolières.

Rapport entre habitant-e-s de Tataouine et compagnies pétrolières

Les entreprises pétrolières cristallisent des sentiments négatifs qui justifient une analyse spécifique.

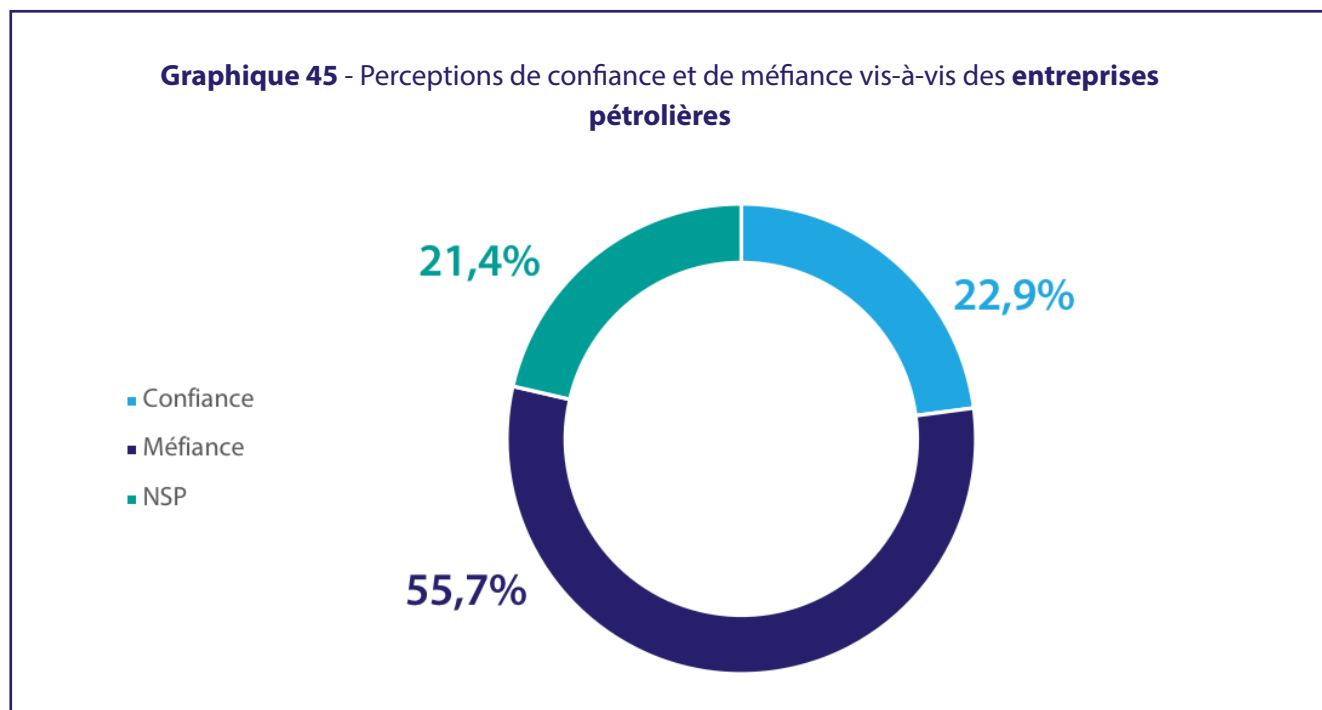
Graphique 44 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les entreprises pétrolières est négatif (par type de sentiment)



16,6% des habitant-es de Tataouine rapportent un sentiment de colère à l'encontre des **entreprises pétrolières**. Après les médias et les responsables politiques, il s'agit de la troisième cible la plus concernée par ce sentiment de colère.

L'**analyse statistique** croisée montre un sentiment de colère contre les entreprises pétrolières plus répandu chez les **jeunes de 18-29 ans** (pour 23,7% d'entre eux/elles) et parmi les **hommes** (pour 21,8% d'entre eux, contre 10,9% des femmes). En croisant ces deux variables de genre, il s'avère que **28% des jeunes hommes âgés de 18 à 29 ans sont en colère contre les entreprises pétrolières**. Ce sentiment d'hostilité signale un risque élevé d'escalade en cas de tensions entre jeunes hommes et représentant-e-s des entreprises pétrolières.

Ces sentiments négatifs s'accompagnent d'un niveau élevé de méfiance envers les entreprises pétrolières.



Plus d'un-e habitant-e de Tataouine sur 2 (55,7%) déclare ne pas avoir confiance dans les entreprises pétrolières. De nouveau, l'**analyse statistique** croisée montre une spécificité de genre. 66,7% des **hommes** sont méfiants vis-à-vis des entreprises pétrolières (+13,1 points par rapport au même résultat chez les femmes), et 60,7% des **jeunes (18-29 ans)** n'ont pas confiance en elles (contre 42,2% des personnes de plus de 60 ans). **Dès lors, 73% des jeunes hommes de 18-29 ans sont méfiants vis-à-vis des entreprises pétrolières, soit +17,3 points que la moyenne régionale.**

Les **spécificités locales** sont différentes que pour les sentiments de colère.

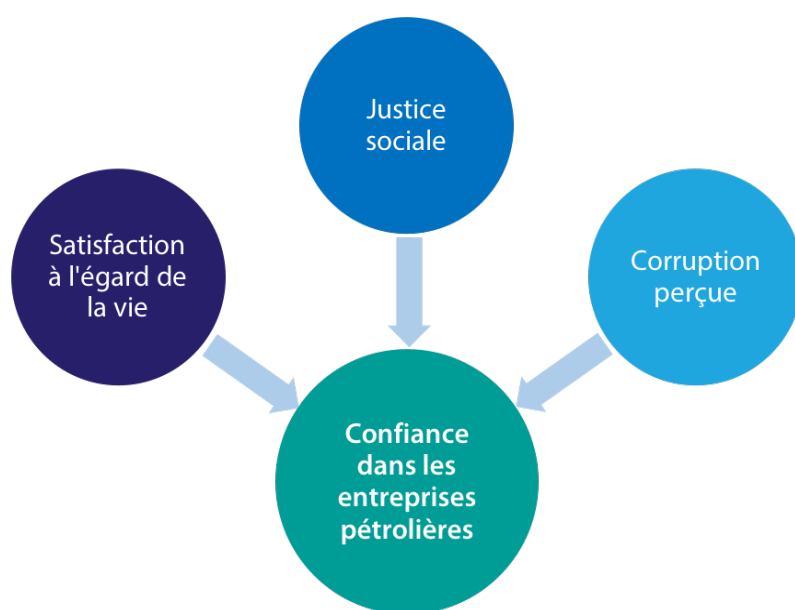
- La délégation de **Remada** enregistre un niveau de méfiance dans les entreprises pétrolières correspondant à 62,5% des répondant-e-s. L'**analyse participative** interprète ce résultat du fait de la présence des entreprises pétrolières dans le voisinage des habitant-e-s de Remada, ce qui indiquerait donc un rapport et des contacts traversés par un niveau élevé de suspicion.
- Le score le plus élevé de méfiance dans les entreprises pétrolières est mesuré à **Tataouine Sud**, avec 66% de répondant-e-s qui déclarent être méfiant-e-s à leur égard. De même, à **Samar**, 60,6% des habitant-e-s déclarent être méfiant-e-s envers les entreprises pétrolières. Ces deux scores sont plus élevés respectivement de +10,3 points et +4,9 points par rapport aux standards régionaux. Pourtant, la présence d'entreprises pétrolières y est inexistante. L'**analyse participative** a appuyé l'hypothèse d'un **sentiment d'injustice chez les habitant-e-s de ces délégations qui serait provoqué par l'absence de redistribution des bénéfices**

tirés du secteur pétrolier en faveur de leur développement. En retour, le ressentiment envers les entreprises pétrolières se manifesterait par ce niveau élevé de méfiance, ainsi qu'un sentiment de colère à leur égard (pour 16,3% des répondant-e-s de Tataouine Sud et 16,5% à Samar).

| Déterminants de la confiance dans les compagnies pétrolières

Ces sentiments (attitudes de colère et perceptions de méfiance) encouragent une analyse des déterminants de la confiance dans les entreprises pétrolières. L'analyse statistique (corrélations et régressions : annexe 4) isole 3 facteurs qui influencent la confiance dans les compagnies pétrolières.

Graphique 46 - Déterminants de la confiance dans les entreprises pétrolières



Ainsi :

- Plus les habitant-e-s de Tataouine considèrent qu'ils/elles sont globalement satisfait-e-s de leur vie (**satisfaction à l'égard de la vie** : chapitre 3) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine considèrent que l'Etat redistribue les ressources de manière égale et équitable entre tou-te-s les citoyen-ne-s (**justice sociale** : chapitre 1) ;
- Moins les habitant-e-s de Tataouine considèrent que les institutions et la société seraient corrompues (**corruption perçue** : chapitre 1) ;

Alors plus ils/elles auront confiance dans les compagnies pétrolières.

Ces trois facteurs enregistrent des scores particulièrement préoccupants (voir sections correspondantes aux chapitres 1 et 3), expliquant le niveau élevé de méfiance dans les compagnies pétrolières.



CHAPITRE 3

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Tendances générales

Les données socio-économiques de la population de Tataouine montrent des conditions défavorables :

- Le **niveau de revenu est bas** ; 60% des répondant-e-s déclarent avoir un revenu familial inférieur à 1000 dinars, et 31,6% estiment que ce revenu est insuffisant pour couvrir leurs besoins.
- **56,6% des répondant-e-s n'ont pas d'activité professionnelle de laquelle tirer un revenu régulier.**
- 19,4% des répondant-e-s ont un **niveau d'études** universitaire ou de formation professionnelle.

Les principaux motifs d'**insécurité humaine** chez les habitant-e-s de Tataouine sont liés à l'accès à une **éducation** de qualité, à des **loisirs et à la culture**, ainsi qu'à un **environnement** propre, sain et durable.

61,4% des habitant-e-s de Tataouine sont **globalement satisfait-e-s de leur vie** ;

- La place de la religion et le sentiment de sécurité qu'elle apporte contribuent positivement à la satisfaction à l'égard de la vie, tout comme la perception de pouvoir participer à la vie politique.
- Par contre, (i) la faible confiance globale, (ii) un niveau précaire de revenu perçu, (iii) le sentiment d'insécurité humaine et (iv) d'injustice influent négativement sur la satisfaction à l'égard de la vie.

78% des habitant-e-s de Tataouine **considèrent que les libertés sont actuellement respectées** en Tunisie. Toutefois, **24% estiment que la liberté d'expression ne serait pas respectée.**

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à l'âge

85,2% des femmes n'exercent pas d'activité rémunératrice stable ; 16,8% sont au chômage et **68,4% sont des femmes au foyer**. Ces dernières montrent des spécificités en termes de cohésion sociale :

- Elles sont majoritairement **mariées**, plutôt **âgées**, avec un **faible revenu** familial et un **niveau d'éducation plus bas** que la moyenne régionale. Elles sont également **moins couramment satisfaites de leur vie**.
- Elles partagent un **sentiment d'appartenance au pays plus élevé** que la moyenne régionale et expriment plus couramment des émotions positives (**respect**) à l'égard des **institutions** publiques.
- Elles ont nettement **moins confiance dans les institutions publiques**, perçoivent plus couramment que la **corruption** serait répandue et partagent un très fort **sentiment d'injustice**.

Les **habitant-e-s de la région frontalière** (Remada et Dehiba) ont un **profil socio-démographique en moyenne plus défavorable**, avec un revenu familial plus bas et un accès à un emploi stable moins élevé. Ils/elles sont **moins couramment satisfait-e-s de leur vie** que la moyenne régionale.

Le sentiment d'**insécurité humaine** est plus courant parmi les **jeunes** (18-29 ans), les **hommes** et les **femmes au foyer**, ainsi que parmi les habitant-e-s de **Tataouine Nord**.

Les habitant-e-s de **Tataouine Sud et Samar estiment moins couramment que les libertés sont actuellement respectées** en Tunisie.





SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

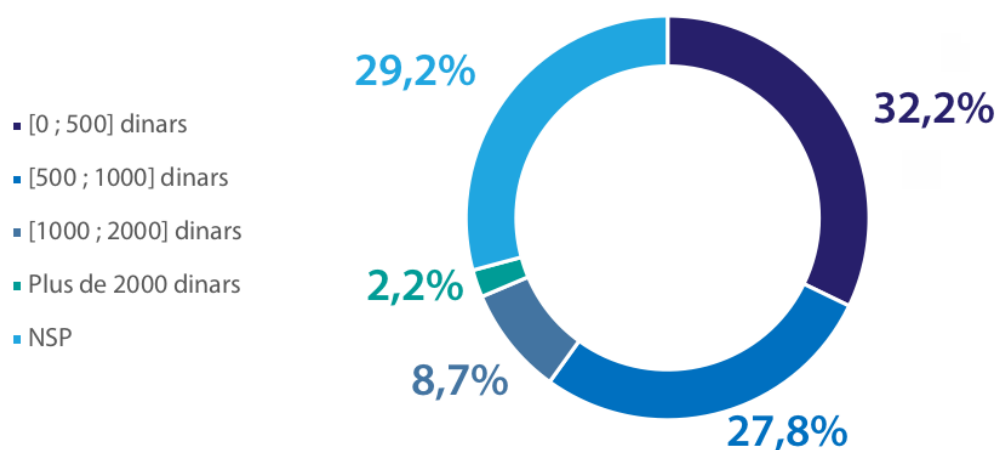


Le profil socio-démographique de la population de Tataouine montre des conditions défavorables en termes de revenu, d'activité professionnelle et d'accès à l'éducation.

Revenu mensuel

Le niveau de revenu des habitant.e-s de Tataouine est particulièrement bas.

Graphique 47 - Revenu mensuel des répondant.e.s et de leur ménage

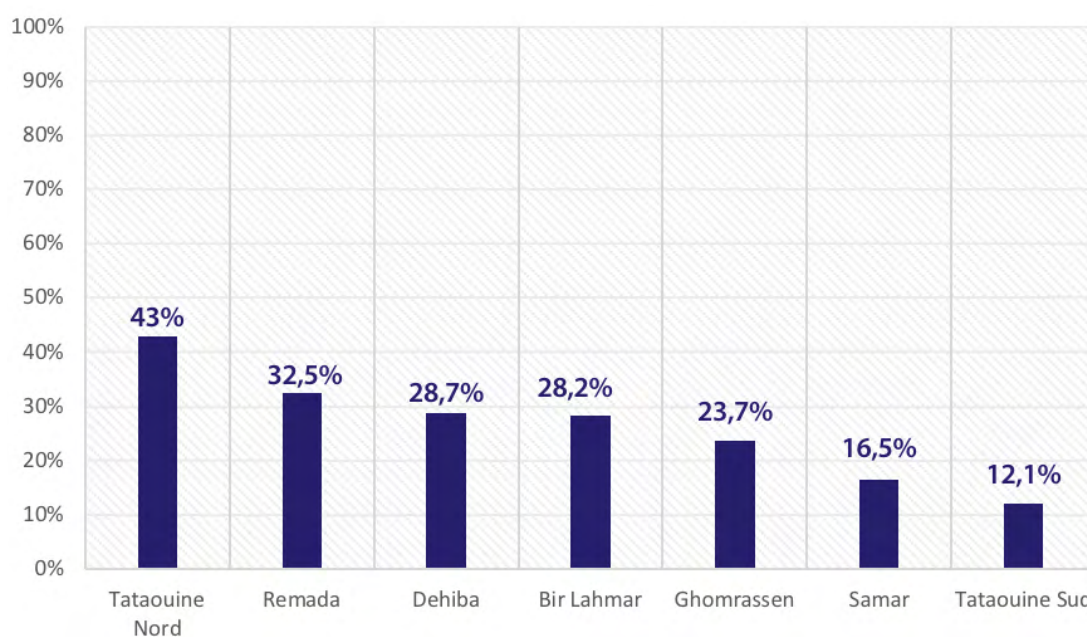


A Tataouine, 60% des répondant-e-s déclarent avoir un revenu familial inférieur à 1000 dinars par mois, et 32,2% des ménages vit avec moins de 500 dinars par mois. Par ailleurs, **31,6% des habitant-e-s de la région considèrent que le revenu familial est insuffisant pour subvenir aux besoins du ménage** et rencontrent des difficultés pour couvrir les dépenses du quotidien. Ces chiffres doivent être interprétés avec prudence car le taux de non-réponse est particulièrement élevé (29,2% de non-réponses pour la question sur le revenu familial, et 14,1% de non-réponses pour la question sur les capacités de subsistance aux besoins du ménage).

La précarité touche de manière inégale les habitant-e-s de la région selon la délégation où ils/elles vivent et selon les variables d'âge et de sexe.

L'analyse statistique croisée montre d'abord des disparités locales entre délégations.

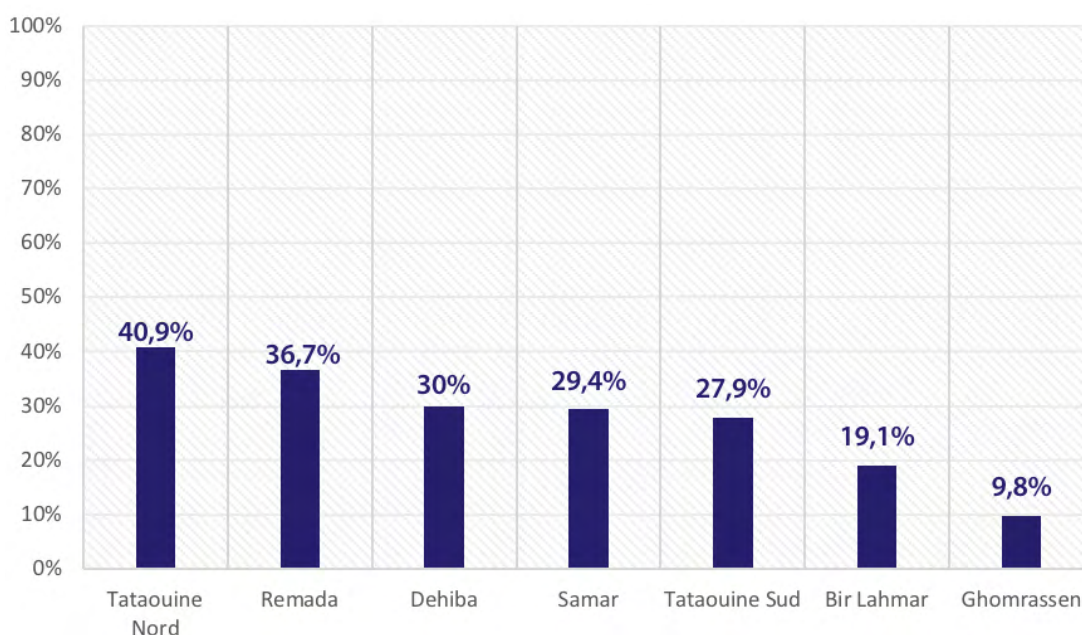
Graphique 48 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (**revenu objectif** ; comparaison entre délégations)



La précarité semble être plus forte à Tataouine Nord et dans la région frontalière. En effet, ces trois délégations enregistrent un taux élevé de répondant-e-s dont le revenu du ménage est inférieur à 500 dinars par mois ; 43% à Tataouine Nord, 32,5% à Remada et 28,7% à Dehiba. Suivent ensuite les deux délégations de la région du Dahar, avec respectivement 28,2% et 23,7% des habitant-e-s de Bir Lahmar et de Ghomrassen qui déclarent gagner un revenu familial inférieur à 500 dinars par mois. **Les données de Tataouine Sud et de Samar sont à étudier avec une grande prudence ; respectivement 56,5% et 56,9% des répondant-e-s de ces deux délégations n'ont pas répondu à la question sur le revenu familial.**

Les résultats pour le revenu subjectif des ménages offrent une indication plus proche de la réalité empirique pour dresser une comparaison entre délégations car le taux de non-réponses à cette question est deux fois moins élevé que pour le revenu objectif.

Graphique 49 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent que leur revenu familial ne permet pas de subvenir aux besoins de leur ménage (**revenu subjectif** ; comparaison entre délégations)



Le classement entre les délégations change, positionnant les habitant.e.s de la région du Dahar dans la situation perçue comme étant la moins précaire par rapport aux autres régions. En effet, 14,3% des répondant.e.s de Bir Lahmar et 13,9% des habitant.e.s de Ghomrassen estiment que leur revenu est suffisant pour couvrir les besoins de leur ménage et épargner. A titre de comparaison, seul.e.s 6,4% des habitant.e.s de Samar considèrent qu'ils/elles sont dans une position où ils/elles peuvent épargner en plus de répondre aux besoins de leur ménage. **Les habitant.e.s de Tataouine Nord et de la région frontalière (Remada et Dehiba) perçoivent le plus couramment être dans une situation de précarité.** Ainsi, pour 40,9% des habitant.e.s de Tataouine Nord, 36,7% des habitant.e.s de Remada et 30% des habitant.e.s de Dehiba, le revenu familial ne permettrait pas de subvenir aux besoins du ménage. **Les autres délégations enregistrent des scores aussi préoccupants pour ce qui est du revenu perçu ;** 29,4% des habitant.e.s de Samar et 27,9% des répondant.e.s de Tataouine Sud déclarent que leur revenu familial serait insuffisant pour répondre à leurs besoins et à ceux de leur ménage.

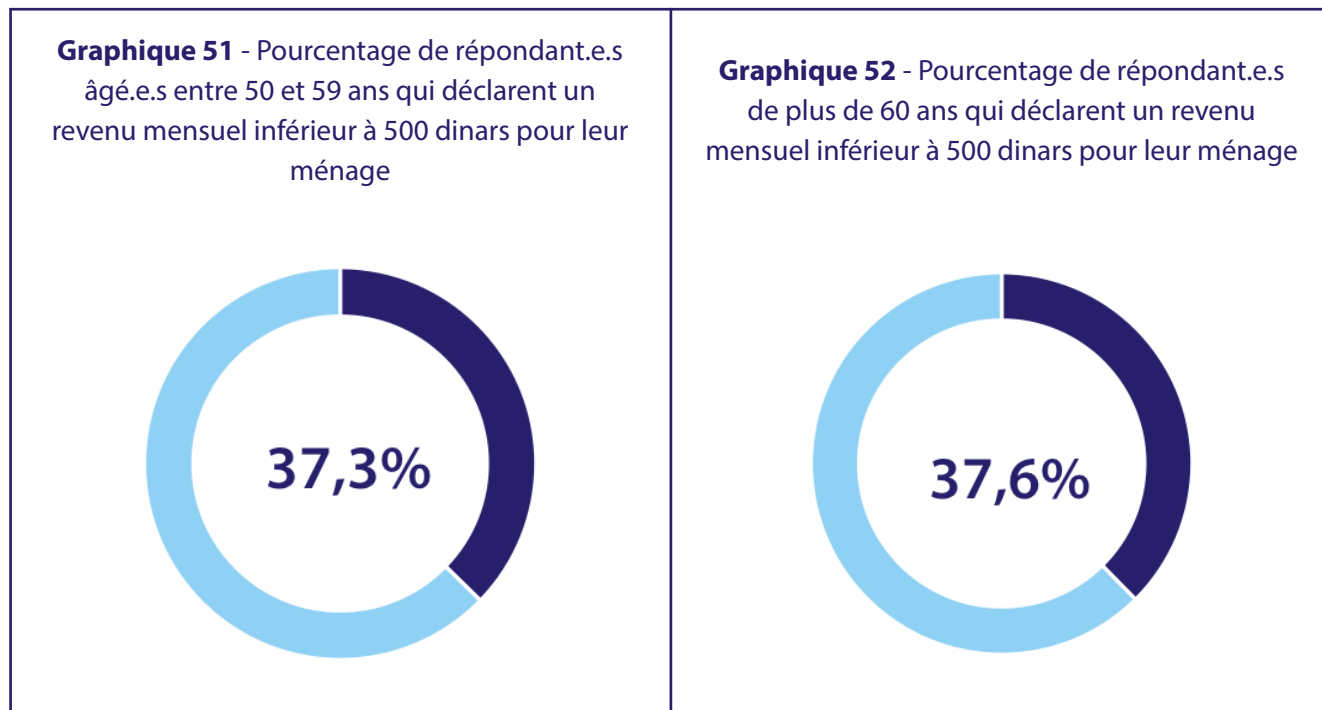
L'analyse statistique croisée selon le sexe des répondant.e.s signale de **potentielles inégalités de revenus entre les hommes et les femmes** ; les femmes signalent plus couramment que les hommes que le revenu mensuel de leur ménage est inférieur à 500 dinars.

Graphique 50 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (comparaison entre sexes)



Avec 36,1% des femmes de Tataouine qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (contre 28,6% des hommes, soit un écart de +7,5 points), celles-ci seraient les premières concernées par la précarité. Les hommes sont par ailleurs 12,9% à déclarer gagner plus de 1000 dinars par mois dans leur ménage, contre 8,6% des femmes. Par conséquent, 12% des hommes déclarent que leur revenu familial est suffisant pour épargner en plus de subvenir à leurs besoins, contre 10,7% des femmes (-1,3 points).

Enfin, l'analyse statistique croisée selon l'âge signale une situation de précarité particulièrement élevée pour les répondant.e.s âgé.e.s de plus de 50 ans.

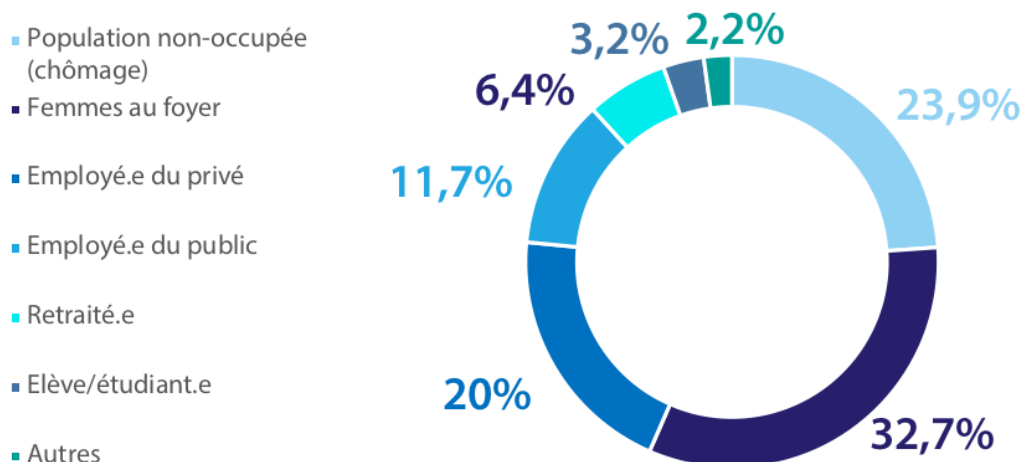


A Tataouine, plus d'**une personne âgée de plus de 50 ans sur trois a un revenu familial mensuel inférieur à 500 dinars par mois pour subvenir aux besoins de son ménage**. Pour les répondant.e.s âgé.e.s de plus de 60 ans, ce score souligne la dépendance de cette catégorie d'âge vis-à-vis des aides de l'Etat et/ou de leur entourage alors que les rémunérations du travail occupent une part beaucoup moins importante dans leur revenu global que pour les autres catégories d'âge. Dès lors, 32,5% des personnes âgées de plus de 60 ans déclarent ne pas pouvoir subvenir aux besoins de leur ménage avec leur revenu familial. Ce score est plus important pour les deux catégories d'âge plus jeunes (36,7% des 50-59 ans et des 40-49 ans). Cette différence pourrait indiquer la charge supportée par ces catégories d'âge pour offrir un soutien financier à la fois aux générations précédentes (plus de 60 ans) et suivantes (enfants et jeunes de 18 à 29 ans).

| **Activité professionnelle**

A Tataouine, le profil professionnel des répondant.e.s signale une proportion élevée, parmi la population en âge de travailler, de **personnes non-occupées**. Cette catégorie couvre les personnes au chômage et les femmes au foyer. Elle ne signifie pas nécessairement que cette population n'a pas accès à un revenu ; ils/elles peuvent subvenir à leurs besoins à travers un travail informel, mais celui-ci se distingue du travail salarié (population active) qui offre accès à un revenu régulier et un cadre de protection sociale.

Graphique 53 - Statut professionnel des répondant.e.s



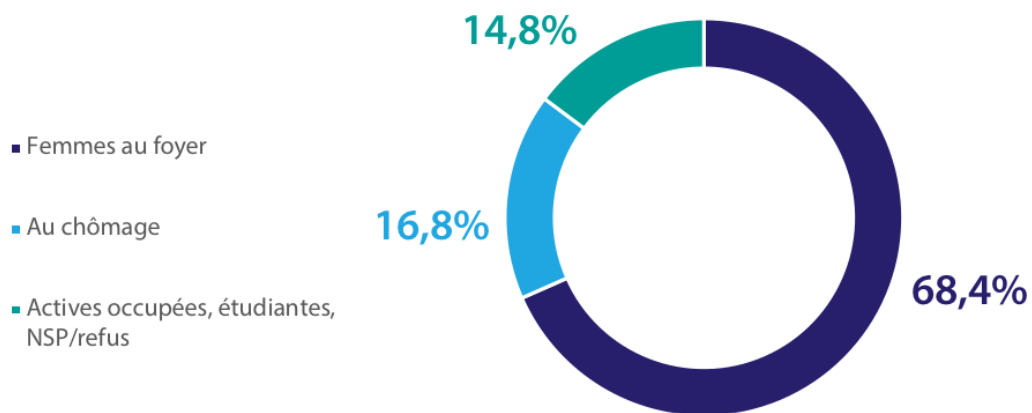
Plus de la moitié des habitant.e-s de Tataouine (56,6%) n'exercent pas d'activité professionnelle de laquelle ils/elles pourraient tirer un revenu régulier. Ce score couvre 23,9% de personnes se déclarant comme étant au chômage, et 32,7% de répondantes qui déclarent être femmes au foyer. L'analyse statistique croisée montre que la proportion de personnes non-occupées (au chômage ou femmes au foyer) est plus élevée parmi les **femmes** (85,2%), les **répondant.e-s âgé.e-s de 30 à 39 ans** (63,7%), les habitant.e-s de la **région frontalière** (62,5% des répondant.e-s de Dehiba et Remada) et de **Samar** (61,5%).

Le secteur privé emploie un.e habitant.e de la région sur 5 (20%), tandis qu'un.e répondant.e de la région sur 10 (11,7%) est employé.e dans la fonction publique. L'analyse statistique croisée signale que 22,2% des répondant.e-s âgé.e-s de 40 à 49 ans travaillent dans la fonction publique (et 26% dans le secteur privé, soit la catégorie d'âge la plus active). En outre, la proportion de répondant.e-s employé.e-s dans la fonction publique est légèrement plus élevée dans la région frontalière (17,5% des habitant.e-s de Remada et 12,5% des répondant.e-s de Dehiba) ainsi qu'à Samar (14,7%).

Encadré 3 – Focus sur...les femmes au foyer.

Le résultat principal de la section sur le profil socio-démographique de l'échantillon est relatif aux **spécificités de genre associées au statut professionnel des répondant.e-s.**

Graphique 54 - Pourcentage de répondantes qui déclarent être soit au chômage, soit femmes au foyer



A Tataouine, plus de 4 femmes sur 5 déclarent soit être femmes au foyer (68,4%), soit à la recherche d'un travail (16,8%). Certes, la proportion d'hommes au chômage est plus importante (30,3%), mais **les hommes sont 49,5% à exercer une activité rémunératrice stable contre 12,1% des femmes.** La proportion d'hommes en études est aussi plus importante (4,3% d'entre eux, contre 1,8% des femmes). Ces résultats signalent une **inégalité manifeste d'accès à des activités génératrices de revenus qui peut résulter sur une inégalité en termes d'autonomie financière.** Avec 68,4% de femmes au foyer, la charge des tâches domestiques (non-rémunératrices) est aussi inégalement répartie entre hommes et femmes.

Ces scores motivent une analyse des enjeux de cohésion sociale qui se posent spécifiquement aux femmes au foyer. Cette analyse se réfère exclusivement aux résultats collectés auprès des 730 répondantes qui ont déclaré être femmes au foyer.

Indicateurs de développement humain

Le **profil socio-démographique** des répondantes se déclarant comme étant femmes au foyer montre une population majoritairement **mariée**, particulièrement âgée, en situation de **précarité** socio-économique et avec un **niveau d'instruction plus bas** que la moyenne régionale.

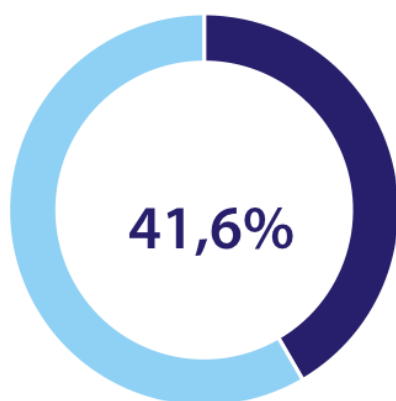
- 34,1% des répondantes déclarant être femmes au foyer estiment que leur revenu familial est insuffisant pour couvrir les besoins du ménage (revenu subjectif). De même, 38,9% des répondantes déclarant être femmes au foyer estiment leur revenu familial comme étant inférieur à 500 dinars. Ces scores sont supérieurs respectivement de +2,5 et +6,7 points par rapport aux standards régionaux, ce qui indiquerait une **plus grande vulnérabilité de ce groupe social face à la précarité.**
- 66,5% des répondantes déclarant être femmes au foyer déclarent également être sans éducation (24,7%) ou avoir atteint un niveau d'instruction primaire (41,8%). Ce score est supérieur de +26,1 points par rapport à la population générale, ce qui indiquerait un **accès limité à une éducation de qualité pour cette population vulnérable.**
- 76,6% des répondantes qui déclarent être femmes au foyer sont mariées, 14,6% d'entre elles sont veuves et 2,6% sont divorcées. A titre de comparaison, 64,4% des habitant·e·s (population générale) de

Tataouine déclarent être marié-e-s ; il existe une **sur-représentation de répondantes mariées parmi celles qui déclarent être femmes au foyer** (+12,2 points par rapport aux standards régionaux).

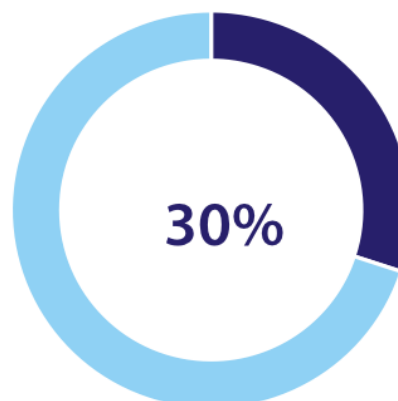
- 26,5% des répondantes qui déclarent être femmes au foyer ont plus de 60 ans (contre 6,7% qui ont entre 18 et 29 ans). D'ailleurs, 87,6% des répondantes âgées de plus de 60 ans déclarent être femmes au foyer. Cette **sur-représentation de** répondantes qui déclarent être femmes au foyer parmi les **personnes âgées** contraste avec la faible proportion, parmi les femmes de plus de 60 ans, qui déclarent être retraitées. En effet, seulement 0,9% des femmes déclarent être retraitées, contre 11,4% des hommes. Le statut de retraité-e offrant l'accès à un revenu de subsistance et une protection sociale, ce faible score parmi les femmes signale une **vulnérabilité plus importante chez les femmes âgées au foyer**.

Ces scores préoccupants sur le volet de la situation socio-démographique sont complétés par un **sentiment d'insécurité humaine** parmi les répondantes qui déclarent être femmes au foyer qui est équivalent aux standards régionaux.

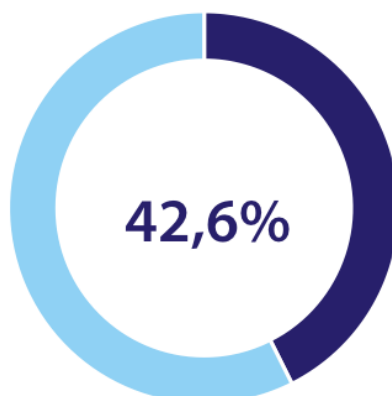
Graphique 55 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à une **éducation** de qualité pour elles et leur entourage



Graphique 56 - Pourcentage de femmes au foyer qui sont inquiètes pour leur **santé** et/ou celle de leur entourage



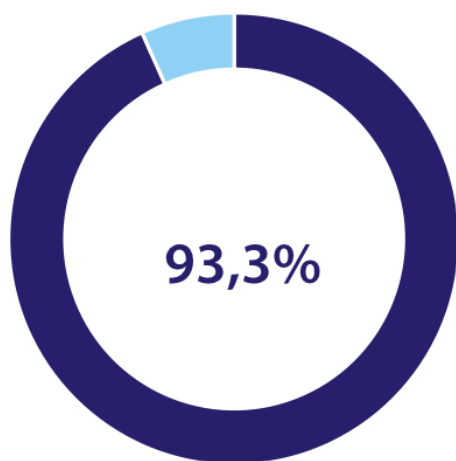
Graphique 57 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à la **culture** et aux **loisirs**



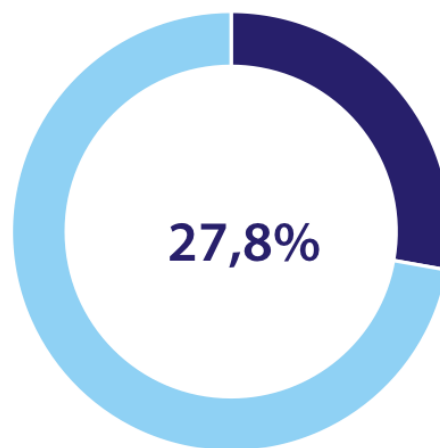
Plus de 2 femmes au foyer sur 5 (41,6%) craignent de ne pas pouvoir profiter d'une instruction de qualité, et 30% d'entre elles sont inquiètes pour leur santé et/ou celle de personnes dans leur entourage. 42,6% des répondantes qui se déclarent femmes au foyer craignent pour leur accès à la culture et aux loisirs. La situation de vulnérabilité signalée précédemment s'accompagne donc d'une **exposition aux risques d'insécurité face aux besoins des femmes aux foyers en termes d'éducation, de santé et de culture.**

Paradoxalement, **les répondantes se déclarant femmes au foyer estiment plus couramment que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie, mais elles craignent autant que la population générale que leurs propres droits et libertés ne soient pas respectés.**

Graphique 58 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les **libertés sont actuellement respectées en Tunisie** (indicateur composite)



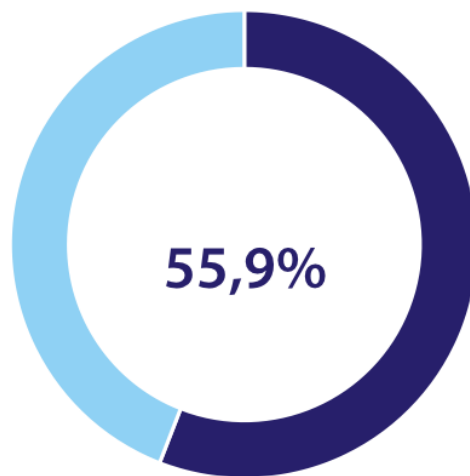
Graphique 59 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent pour le **respect de leurs droits et libertés**



Alors que presque la totalité (93,3%) des répondantes se déclarant femmes au foyer considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (+15,3 points par rapport à la population générale), elles sont 27,8% à déclarer être préoccupées pour le respect de leurs propres droits et libertés. Il semblerait donc que **les répondantes se déclarant femmes au foyer considèreraient donc que les libertés et les droits des autres habitant-e-s sont respectés, tandis que les leurs seraient menacés.**

Avec cette situation de vulnérabilité selon les différents indicateurs de développement humain (profil socio-démographique, sécurité humaine, libertés fondamentales), **les répondantes qui déclarent être femmes au foyer sont moins couramment satisfaites de leur vie.**

Graphique 60 - Pourcentage de femmes au foyer qui estiment globalement être **satisfaites de leur vie** (indicateur composite)

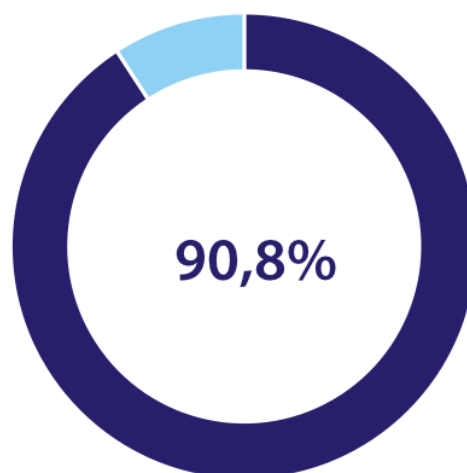


Plus d'une femme au foyer sur 2 déclare être satisfaite de sa vie. Ce score est légèrement inférieur aux standards régionaux (-5,5 points) ; les répondantes qui se déclarent femmes au foyer sont donc, en moyenne, moins satisfaites de leur vie que la population générale de Tataouine.

Indicateurs de cohésion sociale verticale

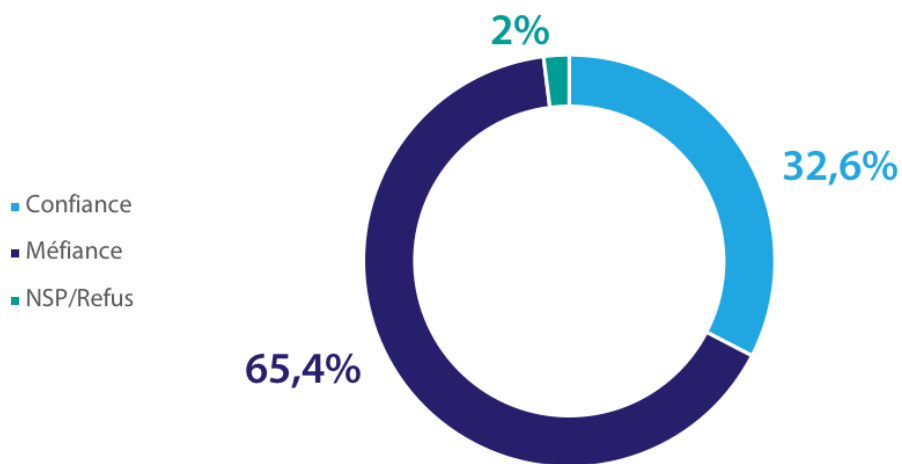
En termes d'identités collectives, le **sentiment d'appartenance au pays** est très fort parmi les répondantes qui déclarent être femmes au foyer (+9,2 points par rapport à la moyenne du Gouvernorat).

Graphique 61 - Pourcentage de femmes au foyer **s'identifiant aussi au pays**



Les répondantes se déclarant femmes au foyer entretiennent un rapport aux institutions de l'Etat caractérisé par un niveau particulièrement élevé de **méfiance dans les institutions publiques**.

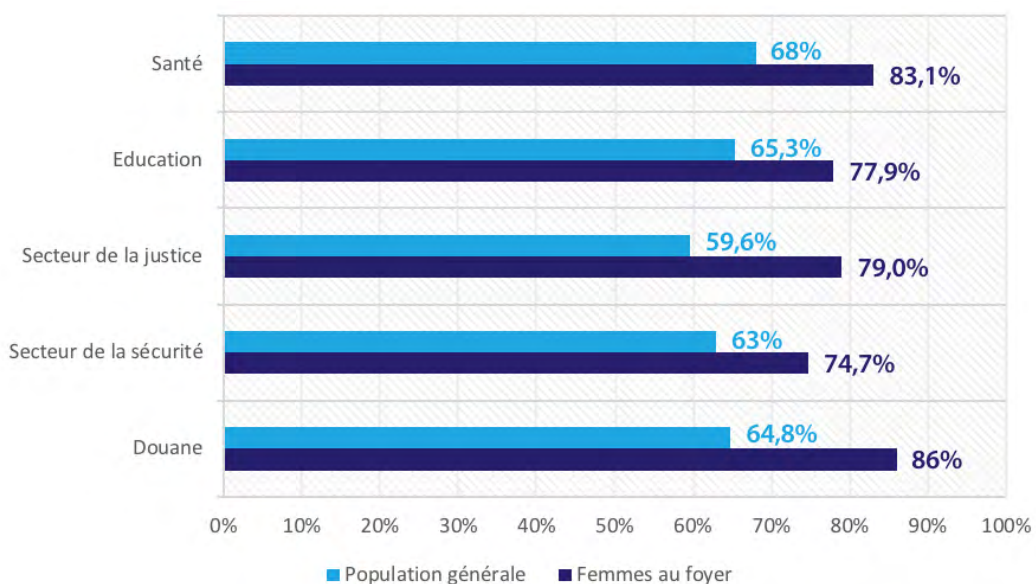
Graphique 62 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : **confiance verticale**) parmi les femmes au foyer



65,4% des répondantes se déclarant femmes au foyer n'ont pas confiance dans les institutions publiques. **Ce score de méfiance est supérieur de 19,1 points aux standards régionaux** (46,3% pour la population générale).

Ce niveau élevé de méfiance pourrait s'expliquer par des perceptions plus courantes de **corruption** au sein des institutions publiques.

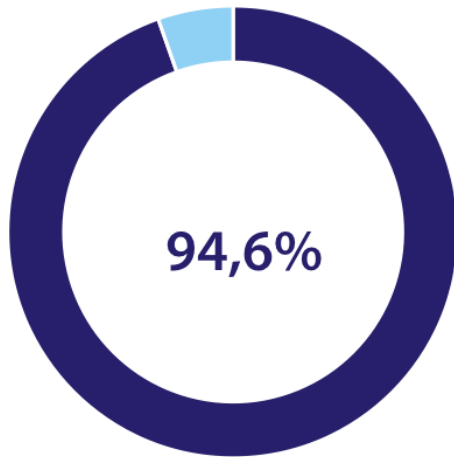
Graphique 63 - Perceptions de corruption dans les secteurs publics (comparaison entre population générale et femmes au foyer)



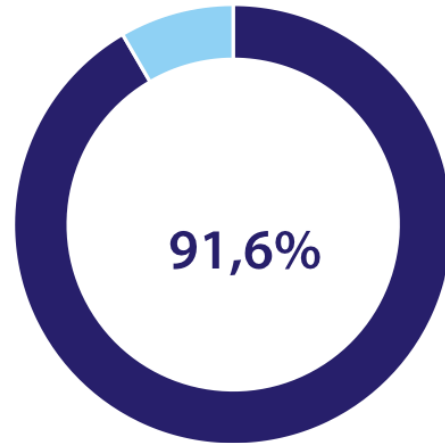
Les écarts de perceptions de corruption les plus significatifs entre population générale et répondantes se déclarant femmes au foyer concernent la douane (+21,2 points) et le secteur de la justice (+19,4 points).

De plus, les répondantes déclarant être femmes au foyer partagent plus couramment un **sentiment d'injustice** (pour la presque totalité d'entre elles).

Graphique 64 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s



Graphique 65 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations

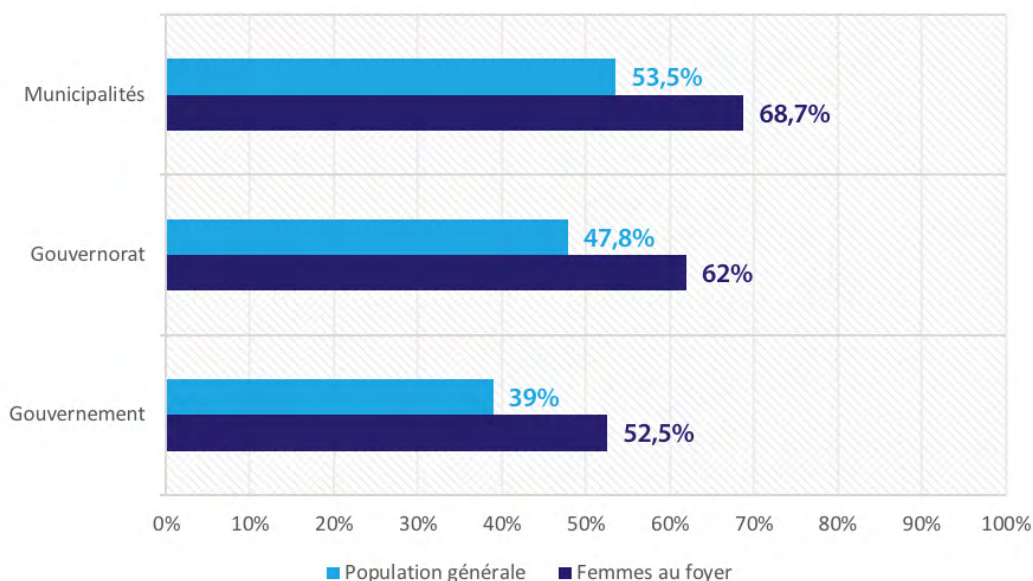


Ce sentiment d'injustice est supérieur de +9,3 points (redistribution des richesses) et +7,8 points (mise à disposition des services publics) par rapport à la population générale du Gouvernorat.

Malgré des perceptions élevées de méfiance et de corruption ainsi qu'un sentiment généralisé d'injustice sociale, les répondantes se déclarant comme femmes au foyer projettent des émotions majoritairement positives vis-à-vis des institutions de l'**Etat**. Les sentiments de respect envers les institutions publiques partagés par les personnes de ce groupe social sont en effet supérieurs aux standards régionaux pour toutes les cibles. Le constat inverse s'applique avec les émotions négatives (ex : colère) envers les institutions publiques qui sont plus basses parmi ce groupe social.

Enfin, en termes d'efficacité collective, les **répondantes qui se déclarent comme étant femmes au foyer estiment plus couramment que les habitant.e.s de leur région qu'elles peuvent influencer la prise de décision à tous les niveaux.**

Graphique 66 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent **influencer les décisions** à tous les niveaux (comparaison entre population générale et femmes au foyer)

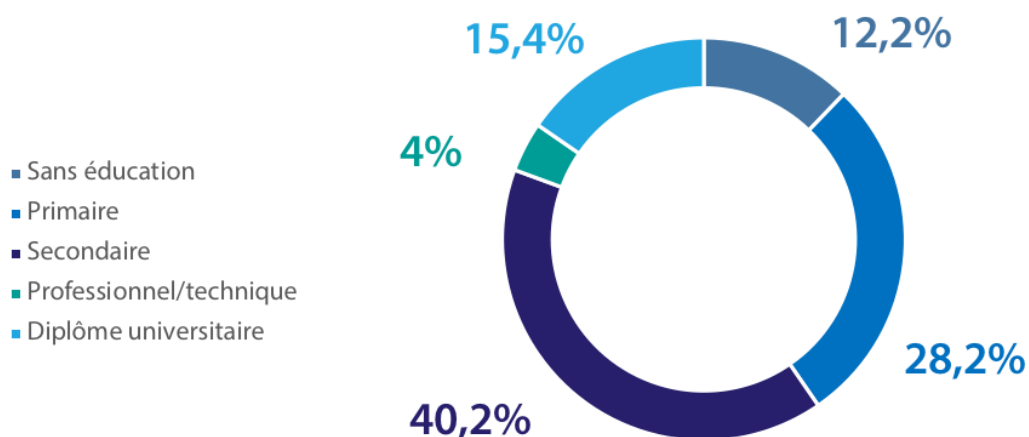


De même, **75,7% des répondantes se déclarant femmes au foyer estiment que les habitant.e.s de leur ville ont la capacité d'organiser une action collective pour améliorer leur situation** (+14,4 points par rapport aux standards régionaux).

Niveau d'éducation

La section sur la sécurité humaine (voir ci-après) signale une préoccupation centrale, chez les habitant.e.s de Tataouine, pour pouvoir accéder à un bon niveau d'études.

Graphique 67 - Niveau d'éducation atteint avec succès par les répondant.e.s



Moins d'un-e habitant-e de Tataouine sur 5 (19,4%) a atteint avec succès un niveau d'études universitaire ou de formation professionnelle. La majorité (40,2%) bénéficie d'un niveau d'éducation secondaire, et 12,2% déclarent être sans éducation. Cela-dit, l'**analyse statistique** croisée met en avant une **spécificité liée à l'âge**. En effet, la proportion de répondant-e-s âgé-e-s de 60 ans et plus qui déclare ne pas avoir reçu d'éducation est plus élevée (38,8%), tandis qu'elle est très marginale (0,5%) chez les jeunes (18-29 ans) et les deux tranches d'âge suivantes (30-39 ans : 1% - 40-49 ans : 3,8%). De même, 50,9% des personnes âgées de 50 à 59 ans déclarent avoir atteint avec succès, et au mieux, le niveau primaire d'éducation, contre 6,2% des jeunes (18-29 ans). Inversement, 32% des répondant-e-s âgé-e-s de 30 à 39 ans et 29,9% des jeunes (18-29 ans) déclarent avoir un niveau d'éducation universitaire ou de formation professionnelle. Cette tendance indiquerait **un accès plus répandu, pour les générations plus jeunes, à un bon niveau d'études**.

Les femmes ont, globalement, un niveau d'études plus bas que celui des hommes, essentiellement parce que ces derniers atteignent plus couramment (pour 49,7% d'entre eux) un niveau d'étude maximum équivalent au secondaire, alors que 51,5% des femmes n'atteignent pas ce niveau. Elles sont en effet 18,5% à déclarer être sans éducation (+12,1 points par rapport aux hommes), et 33% à ne bénéficier que d'un niveau primaire (+9,1 points par rapport aux hommes). En ce qui concerne le niveau universitaire ou de formation professionnelle, les résultats sont équivalents. Certes, les femmes sont 16,4% à déclarer avoir atteint avec succès un niveau universitaire (contre 14,5% d'hommes), mais elles ne sont que 2,4% à bénéficier d'un niveau d'étude professionnel/technique (contre 5,5% des hommes).



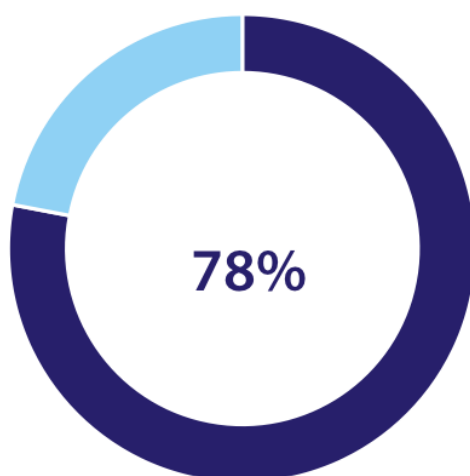
LIBERTÉS FONDAMENTALES ET DROITS HUMAINS



La majorité des habitant-e-s de Tataouine a le sentiment que les libertés sont respectées.



Graphique 68 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (indicateur composite)

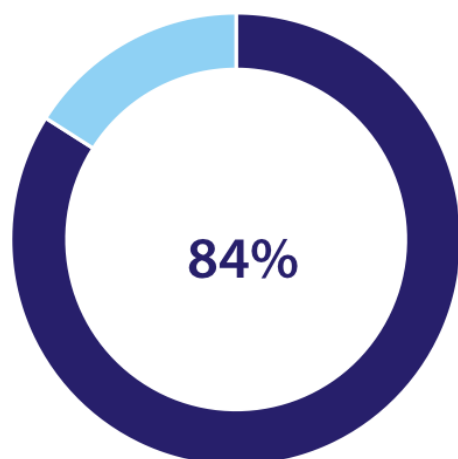


De manière générale, près de 4 habitant.e.s sur 5 considèrent que leurs libertés sont respectées. Un score aussi élevé signale une évaluation positive **de la transition démocratique en termes de respect des libertés**. De manière spécifique, le rapport des habitant.e.s de Tataouine aux libertés fondamentales et aux droits humains est plus nuancé.

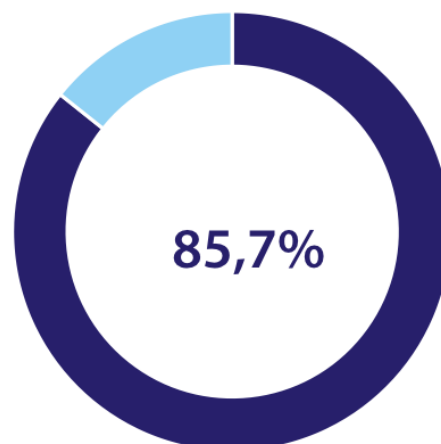
Différences de perceptions selon le type de liberté

Les habitant.e.s de Tataouine estiment très largement que les libertés électorales et de circulation/mouvement sont respectées en Tunisie.

Graphique 69 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté électorale** est actuellement respectée en Tunisie



Graphique 70 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté de **circulation/mouvement** est actuellement respectée en Tunisie

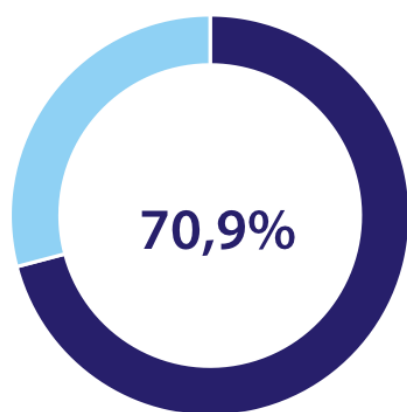


84% des répondant-e-s estiment que la **liberté électorale** est actuellement respectée en Tunisie. Comme souligné par l'**analyse participative**, ce score signale une évaluation positive d'un des principaux acquis de la transition démocratique, à savoir l'opportunité de participer librement à des élections ouvertes pour désigner les représentant-e-s de l'Etat. Toutefois, **10,8% des répondant-e-s considèrent toujours que la liberté électorale n'est pas respectée actuellement en Tunisie.**

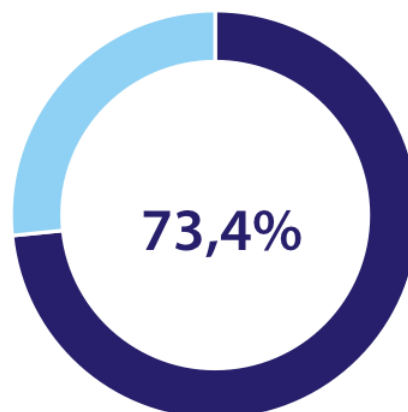
85,7% des répondant-e-s estiment que la **liberté de circulation et de mouvement** est actuellement respectée en Tunisie. Ce résultat, qui est le plus élevé en termes de perceptions de libertés à Tataouine, interpelle dans un contexte global de pandémie qui s'accompagne de mesures de prévention prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques de circulation du virus SARS COVID-19 (ex : limitations des déplacements entre Gouvernorats). En l'absence de données de référence (avant 2020), il n'est pas possible d'affirmer que ces restrictions ponctuelles et appliquées dans des circonstances exceptionnelles auraient eu un impact minime sur le sentiment des habitant-e-s de la région quant au respect de la liberté de circulation/de mouvement.

Les trois autres libertés mesurées dans l'enquête enregistrent des scores moins élevés.

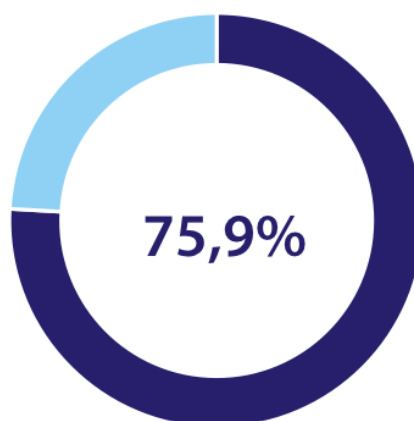
Graphique 71 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté d'expression** est actuellement respectée en Tunisie



Graphique 72 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté d'affiliation politique** est actuellement respectée en Tunisie



Graphique 73 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté de croyance et d'appartenance religieuse** est actuellement respectée en Tunisie

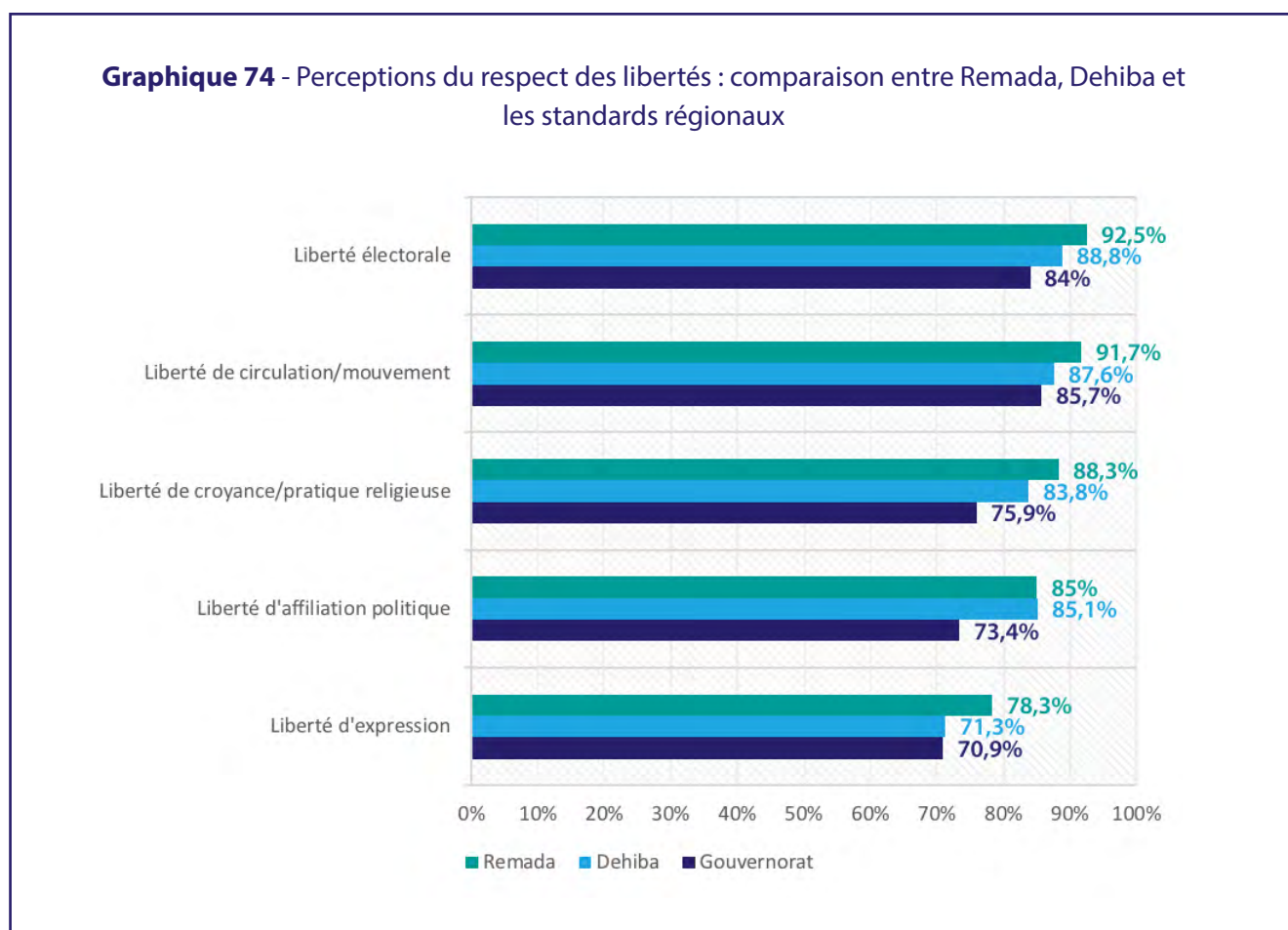


Même si les répondant-e-s estiment majoritairement que **les libertés d'expression, d'affiliation politique** et de **croissance/d'appartenance religieuse** sont actuellement respectées en Tunisie pour respectivement 70,9% ; 73,4% et 75,9% d'entre eux/elles, ces résultats sont moins francs que pour la liberté électorale et celle de circulation/de mouvement. En dernière position, 24% des répondant-e-s estiment que la liberté d'expression n'est pas respectée actuellement en Tunisie. **Près d'un-e habitant-e de la région sur quatre ne se sentirait donc pas en confiance d'exprimer librement ses opinions** dans son entourage et/ou par divers moyens de communication (Internet, médias, etc.).

Disparités régionales et perceptions des libertés

L'analyse statistique croisée met en évidence deux espaces géographiques qui enregistrent des résultats relativement éloignés.

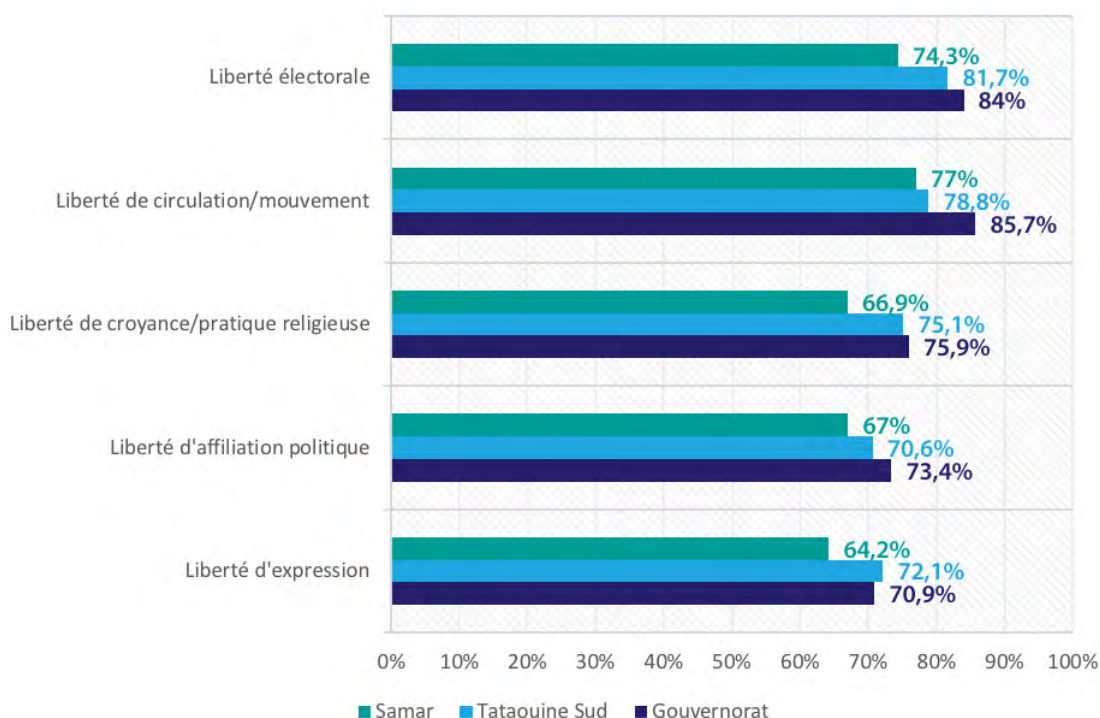
Le premier espace, qui correspond aux **délégations de la région frontalière** (Remada et Dehiba), a pour particularité d'enregistrer des **résultats plus élevés que les standards régionaux** en termes de perceptions de libertés.



A Remada, l'écart entre les perceptions de liberté est en moyenne supérieur de +9,18 points par rapport aux standards régionaux. La même moyenne est de +5,34 points à Dehiba. **Les populations frontalières estimerait donc plus couramment que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie.**

Le second espace correspond aux **délégations de Samar et de Tataouine Sud** où les résultats, en termes de perceptions de libertés, sont plus bas que la moyenne.

Graphique 75 - Perceptions des libertés : comparaison entre Samar, Tataouine Sud et les standards régionaux



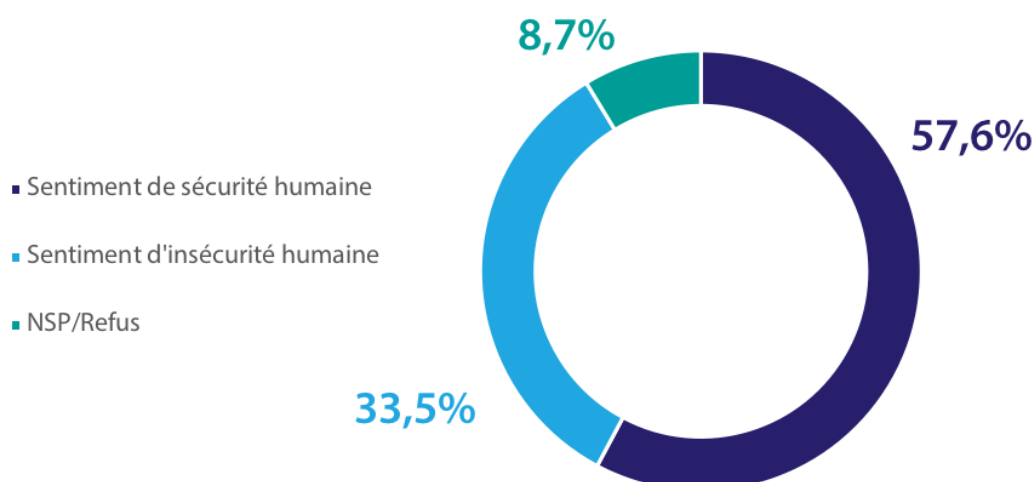
A **Samar**, l'écart entre les perceptions de liberté est en moyenne inférieur de -8,1 points par rapport aux standards régionaux. La même moyenne est de -2,32 points à Tataouine Sud. L'écart le plus notable concerne la **liberté de circulation/mouvement** (-8,7 points à Samar, et -6,9 points à Tataouine Sud). 18,3% des habitant-e-s de Samar et 16,5% des répondant-e-s de Tataouine Sud estiment que la liberté de circulation/ de mouvement n'est actuellement pas respectée en Tunisie, contre 11,4% pour les standards régionaux. Ce constat appuie l'**analyse participative** qui a mis l'accent sur la **problématique d'isolement dans ces régions du Gouvernorat**. Cet isolement se manifesterait à travers la faiblesse des infrastructures routières et du réseau de transport, ainsi qu'une présence limitée des services publics de base.



Le concept de sécurité humaine dépasse une définition focalisée sur la sûreté de l'Etat pour **placer les intérêts et besoins des personnes au centre des priorités**. La sécurité humaine signifie donc que les habitant-e-s d'une société vivent dans des conditions dignes, à l'abri du besoin et de tout type de menace, qu'elle prenne la forme de violence physique ou qu'elle soit de nature économique, environnementale, ou encore liée à la santé, à l'éducation, aux libertés, à la situation politique et à l'accès aux opportunités culturelles.

A Tataouine, le sentiment de sécurité humaine est globalement supérieur au sentiment d'insécurité humaine. L'indicateur agrégé de sécurité humaine couvre 8 dimensions liées à la sécurité physique, économique, de santé, environnementale, juridique, en lien avec la situation politique, avec l'accès à la culture/aux loisirs, et avec l'accès à l'éducation.

Graphique 76 - Perceptions de sécurité humaine (indicateur composite)

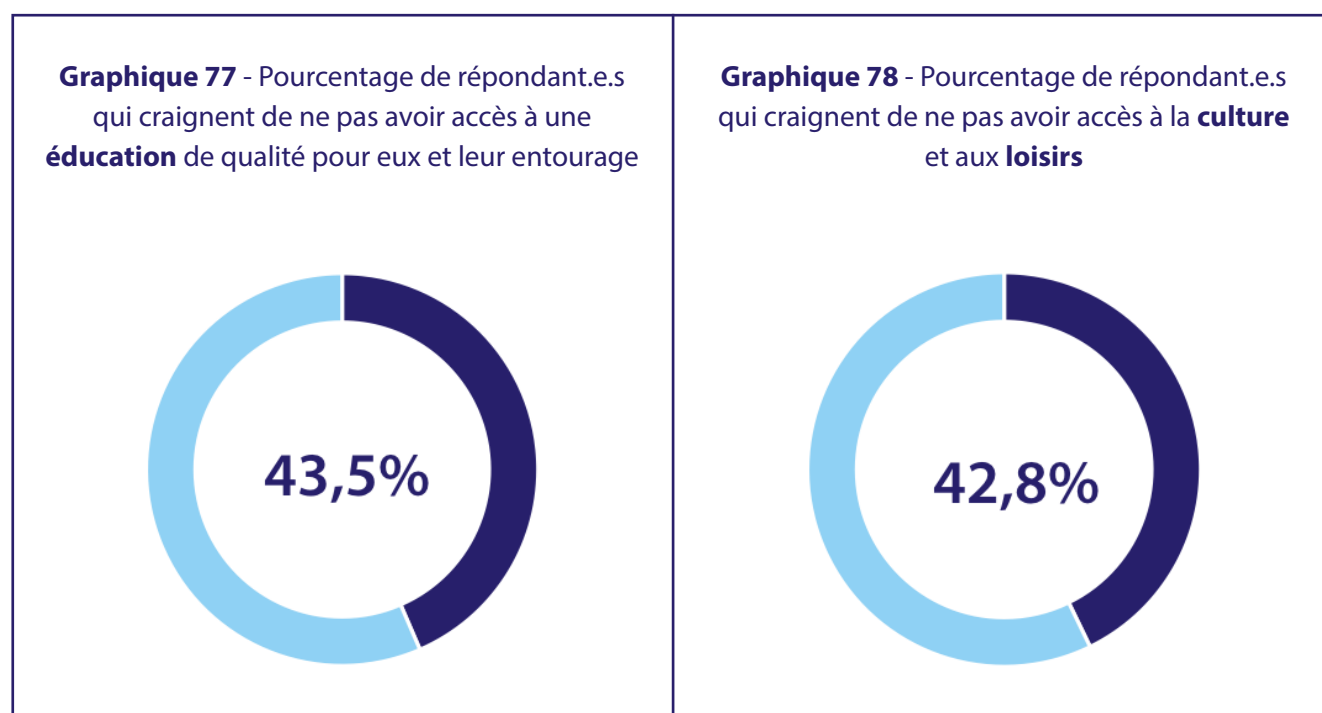


De manière agrégée, 57,5% des habitant-e-s de Tataouine estiment vivre dans des conditions dignes, à l’abri du besoin et de toute menace. Ce sentiment de sécurité humaine est plus élevé que le sentiment d’insécurité humaine pour toutes les rubriques, sans exception. Il est le plus élevé en ce qui concerne la sécurité physique (pour 87% des répondant-e-s) ; ce score très élevé masque des réalités plus équilibrées pour les autres rubriques de sécurité humaine.

Cette section s’intéresse aux motifs d’insécurité humaine parmi la population de Tataouine pour identifier les points d’entrée programmatiques et de politiques publiques prioritaires. Les résultats de l’enquête montrent un sentiment général d’insécurité humaine plus répandu parmi les **jeunes (18-29 ans)**, parmi les **hommes** et parmi les **habitant-e-s vivant dans un milieu urbain** (Tataouine Nord). Le sentiment d’insécurité humaine atteint des proportions variables selon le domaine étudié.

Principaux motifs d’insécurité humaine

Les deux premiers domaines pour lesquels les habitant-e-s de Tataouine expriment le plus couramment un sentiment d’insécurité touchent à leur accès à l’éducation et à la culture/aux loisirs.



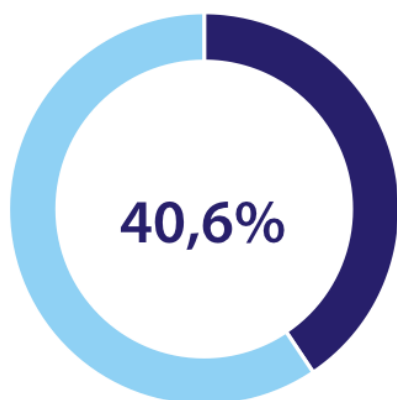
L’accès à une éducation de qualité est un motif majeur de préoccupation pour 43,5% des habitant-e-s de Tataouine. L’analyse statistique croisée signale que l’accès à un bon niveau d’études suscite plus couramment un sentiment d’insécurité parmi les **jeunes de 18-29 ans** (pour 52,1% d’entre eux/elles), et ce alors que cette tranche d’âge est aussi celle qui a objectivement un accès plus répandu aux études que les générations les plus âgées (voir section précédente). 50% des **hommes** (contre 36,3% des femmes) sont également préoccupés par l’accès à une éducation de qualité, et ce alors que les femmes auraient un niveau d’études en moyenne moins élevé que les hommes. En termes de spécificités locales, la délégation de **Tataouine Nord** (milieu urbain) enregistre un score particulièrement élevé ; 54,4% des répondant-e-s dans cette délégation déclarent craindre de ne pas pouvoir accéder à un bon niveau d’éducation. Comme indiqué lors de l’analyse participative, ce paradoxe (sentiment d’insécurité chez les jeunes, les hommes et les populations urbaines concernant l’accès à une éducation de qualité malgré un meilleur niveau d’études réel et/ou de meilleures conditions d’accès en milieu urbain) souligne trois tendances. Au premier niveau de lecture, le rapport des habitant-e-s de

Tataouine à l'éducation semblerait avant tout être subjectif. **Il ne s'agirait donc pas uniquement d'accéder à un meilleur niveau d'études pour que les diplômes obtenus procurent un sentiment de satisfaction. Le niveau d'études devrait d'abord, de façon subjective, améliorer les perspectives professionnelles et le sentiment de pouvoir améliorer son statut social.** Au second niveau de lecture, avoir un meilleur niveau d'éducation ouvre aussi plus d'opportunités pour accéder à des informations sur les conditions de vie dans le reste du pays et du monde. Toujours selon une dynamique relative, **les jeunes, les hommes et les habitant-e-s en milieu urbain auraient donc plus de points de comparaison supérieurs à leurs propres standards de vie, ce qui augmenterait la prise de conscience de leur situation de marginalisation** et augmenterait le sentiment d'insécurité. Enfin, à un troisième niveau de lecture, **l'accès à une éducation de qualité serait un critère central pour déterminer le sentiment de dignité des habitant-e-s de Tataouine.** Ce critère serait synonyme d'amélioration du statut social par l'accès à des opportunités d'emploi stable (ascenseur social).

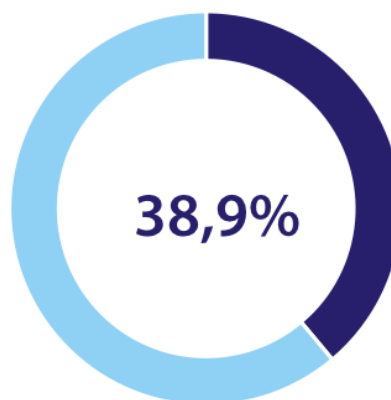
L'accès à la culture et aux loisirs figure au second rang des principaux motifs de préoccupation des habitant-e-s de Tataouine ; 42,8% d'entre eux/elles craignent en effet de ne pas pouvoir accéder à des opportunités de divertissement. L'**analyse participative** esquisse une définition du développement humain du point de vue des habitant-e-s de la région. Cette définition dépasserait les dimensions classiques du développement (éducation, santé, emploi, environnement, etc.) pour intégrer l'accès à la culture et aux loisirs. **Le score élevé, en termes d'insécurité associée à l'accès à la culture et aux loisirs, reflèterait une perception de privation qui alimenterait le sentiment de marginalisation.** En termes de spécificités locales, l'**analyse statistique** croisée montre un **sentiment de marginalisation lié à l'accès à la culture et aux loisirs plus prononcé dans les délégations frontalières.** En effet, 60,9% des habitant-e-s de Remada et 51,2% des répondant-e-s de Dehiba déclarent craindre de ne pas avoir accès à la culture et aux loisirs (respectivement +18,1 et +8,4 points par rapport aux standards régionaux). 52,3% des habitant-e-s de **Tataouine Nord** craignent également de ne pas pouvoir accéder à la culture et aux loisirs. De même, le sentiment d'insécurité lié à l'accès à la culture et aux loisirs est plus répandu parmi les **hommes** (pour 47,9% d'entre eux, contre 37,1% des femmes) et chez les **jeunes de 18-29 ans** (pour 48,9% d'entre eux/elles).

Les conditions environnementales et la situation politique sont deux motifs secondaires qui génèrent un sentiment d'insécurité humaine chez les habitant-e-s de Tataouine.

Graphique 79 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour l'**environnement** de leur région



Graphique 80 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour la **situation politique** du pays et de leur région



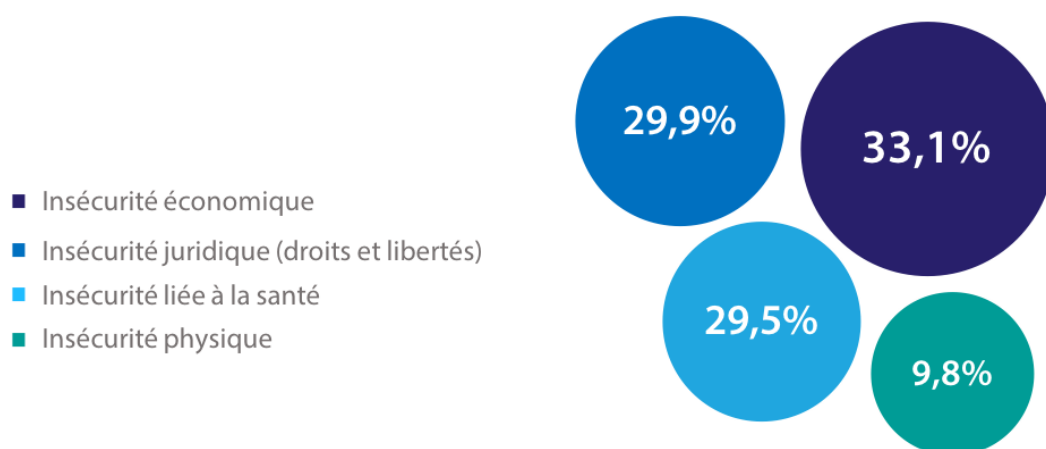
La situation environnementale de la région est un sujet d'appréhension pour 40,6% des habitant-e-s de Tataouine. Il s'agit du 3^{ème} motif d'insécurité humaine dans la région, ce qui appuie l'impératif d'inscrire la **sécurité environnementale comme dimension indispensable à la sécurité humaine des populations de Tataouine**. En d'autres termes, la prise en compte des pressions environnementales négatives sur les moyens de subsistance (ex : élevage) et/ou l'habitat des habitant-e-s de Tataouine serait essentielle à leur bien-être. Ce résultat encourage des **analyses plus approfondies pour comprendre l'intersection entre sécurité environnementale et cohésion sociale à Tataouine**. L'analyse statistique croisée signale une appréhension plus répandue parmi les **jeunes de 19-29 ans** (pour 49,3% d'entre eux/elles, contre 32,1% des personnes âgées de 60 ans et plus) concernant la situation environnementale de la région, et aussi parmi les **hommes** (pour 46,1% d'entre eux, contre 34,5% des femmes). En termes de spécificités locales, 48,6% des habitant-e-s de **Tataouine Nord** déclarent avoir peur pour les conditions environnementales de leur région (+8 points par rapport à la moyenne régionale), ce qui ouvre la perspective d'une **hypothèse spécifique en termes d'insécurité environnementale en milieu urbain**. De même, 46,7% des habitant-e-s de **Remada** craignent pour la situation de l'environnement dans leur région (+6,7 points par rapport aux standards régionaux).

La **stabilité politique serait une aspiration couramment partagée par les habitant-e-s de Tataouine dans la perspective d'améliorer leur bien-être général**. En effet, 38,9% des répondant-e-s à Tataouine sont inquiet-e-s à propos de la situation politique du pays et de leur région. L'analyse statistique croisée montre à nouveau que cette inquiétude est plus répandue parmi les **jeunes de 18-29 ans** (pour 48,8% d'entre eux/elles) et les **hommes** (pour 45,5% d'entre eux, contre 31,7% des femmes). De même, 43,8% des habitant-e-s de **Tataouine Nord** sont inquiet-e-s concernant la situation politique.

| Motifs secondaires d'insécurité humaine

Les autres segments de la sécurité humaine étudiés dans l'enquête montrent des scores moins significatifs en termes de sentiment de menace.

Graphique 81 - Pourcentage de répondant-e-s qui expriment un sentiment de menace selon les différentes dimensions de sécurité humaine



Près d'un-e habitant-e sur 3 à Tataouine (33,1%) craint pour sa situation économique. Ce score reste significatif, et il est cohérent avec l'analyse des résultats liés au revenu subjectif où 31,6% des habitant-e-s de la région considèrent que le revenu familial est insuffisant pour subvenir à leurs besoins. Selon l'[analyse statistique](#) croisée, le sentiment d'insécurité économique est plus répandu parmi les **jeunes de 18-29 ans** (pour 39,6% d'entre eux/elles), les **hommes** (pour 37,9% d'entre eux, contre 28% des femmes) ainsi qu'à **Remada** (pour 36,7% des répondant-e-s) et **Tataouine Nord** (pour 36,5% des habitant-e-s).

Même si une large majorité des habitant-e-s de la région a le sentiment que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (voir section précédente), 29,9% d'entre eux/elles restent inquiet-e-s quant à la préservation de leurs droits et de leurs libertés fondamentales. Ce paradoxe montre, certes, l'attachement des habitant-e-s de Tataouine à un des acquis de la transition démocratique, mais aussi leur conscience que cet acquis pourrait être remis en question. De nouveau, l'[analyse statistique](#) croisée montre que cette préoccupation est plus couramment partagée parmi les **jeunes de 18-29 ans** (pour 37,9% d'entre eux/elles, soit un écart significatif de +8,6 points par rapport à la tranche d'âge suivante), les **hommes** (pour 34,8% d'entre eux, contre 24,6% des femmes) et les habitant-e-s de **Tataouine Nord** (pour 32,8% d'entre eux/elles).

Malgré un contexte de pandémie (au moment de la collecte des données) et alors que l'accès aux soins à Tataouine constitue un facteur significatif de marginalisation, **la santé arrive en avant dernière position des motifs d'insécurité humaine.** 29,5% des habitant-e-s de la région déclarent en effet craindre pour leur santé. Autre paradoxe montré par l'[analyse statistique](#) croisée, les populations les plus âgées sont celles qui déclarent le moins fréquemment être préoccupées par leur santé ; 24,6% des répondant-e-s âgé-e-s de plus de 60 ans déclarent un sentiment d'insécurité lié à la santé, contre 35,3% des **jeunes (18-29 ans)**. De même, les **hommes** expriment plus couramment un sentiment d'insécurité lié à la santé (pour 32,4% d'entre eux, contre 26,3% des femmes), tout comme les habitant-e-s de **Tataouine Nord** (pour 32,1% d'entre eux/elles), et ce alors que les soins sont plus accessibles dans ce milieu urbain.

La très large majorité des habitant-e-s de Tataouine partage un sentiment de sécurité, dans le sens où ils/elles se sentent protégé-e-s face à toute forme de violence physique. En effet, près de 9 répondant-e-s sur 10 (87%) ne perçoivent pas de menace existentielle qui pourrait porter atteinte à leur sécurité physique. Toutefois, 9,8% des répondant-e-s partagent un sentiment d'insécurité face à des potentielles violences physiques.



SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA VIE

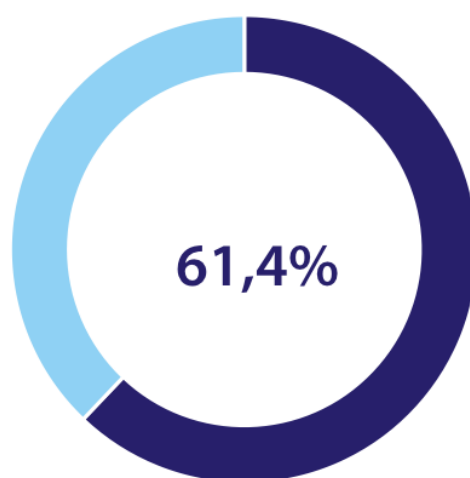


La satisfaction à l'égard de la vie peut s'apparenter à une mesure du niveau de bonheur et de bien-être subjectif des individus. Ce qui affecte négativement cette variable a un effet direct sur le mécontentement et les griefs collectifs parmi les habitant-e-s d'une société.

| Sentiment de bien-être et de bonheur

L'enquête mesure la satisfaction à l'égard de la vie à travers un indicateur composite. Ainsi, les habitant-e-s de Tataouine partagent un **sentiment général de bien-être et de bonheur**.

Graphique 82 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment globalement être satisfait.e.s de leur vie (indicateur composite)



61,4% des habitant-e-s de Tataouine expriment un sentiment général de bien-être et de bonheur. Il s'agit d'un niveau acceptable, bien que peu élevé.

Cela-dit, plus d'un-e habitant-e de Tataouine sur 3 (35,5%) exprime un sentiment général de mal-être et de mécontentement. L'analyse statistique croisée montre que ce mal-être et ce mécontentement sont plus répandus parmi les **hommes** (pour 42,2% d'entre eux, contre 30,3% des femmes) et les **habitant-e-s de la frontière** (48,2% des répondant-e-s de Remada et 47,1% de ceux/celles de Dehiba). Il importe donc de comprendre les facteurs susceptibles de nourrir ce sentiment de mal-être pour prévenir toute forme de mécontentement et répondre aux aspirations des habitant-e-s de Tataouine (et en particulier les hommes, les personnes âgées de 30 à 49 ans et les habitant-e-s des délégations frontalières).

| Déterminants du sentiment de bien-être et de bonheur

L'analyse statistique (corrélations et régressions : [annexe 5](#)) montre l'influence de 6 variables sur le sentiment général de bien-être et de bonheur chez les habitant-e-s de Tataouine.

Graphique 83 - Déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie



Ainsi :

- Plus les habitant-e-s de Tataouine estiment vivre en confiance au sein de la société (**confiance globale**) ;
- Plus la religion apporte un sentiment général de sécurité et plus elle affecte la façon dont les habitant-e-s de Tataouine se comportent dans leur quotidien (**religiosité intrinsèque**) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine estiment qu'ils/elles peuvent avoir un impact sur les décisions de leur municipalité, de leur région ou de leur Gouvernement (**efficacité collective** : chapitre 4) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine considèrent que leur revenu familial est suffisant pour couvrir leurs besoins et épargner (**revenu subjectif** : 1ère section du chapitre 3) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine partagent le sentiment de vivre dans des conditions dignes, à l'abri du besoin et de tout type de menace (**sécurité humaine** : chapitre 3) ;
- Plus les individus perçoivent que l'Etat redistribue les ressources de manière équitable et sans discriminations entre tou-te-s les citoyen-ne-s (**justice sociale** : chapitre 1) ;

Alors plus ils/elles seront globalement satisfait-e-s.

Quatre de ces facteurs enregistrent des scores préoccupants à Tataouine ; la confiance globale, le revenu subjectif, la sécurité humaine et la justice sociale (voir chapitre 1 et 3). Dès lors, **un climat général de méfiance (aux niveaux horizontal et vertical), une perception répandue de vivre dans une situation de précarité, un sentiment global d'insécurité humaine et un fort sentiment d'injustice sociale impacteraient lourdement le sentiment de mal-être et de mécontentement chez les habitant-e-s de Tataouine.**



Par contre, **les scores relativement positifs en termes d'efficacité collective (chapitre 4) et de religiosité intrinsèque sont des facteurs de cohésion qui se répercutent sur le sentiment général de bien-être et de satisfaction.**

De façon spécifique, la religion jouerait un effet régulateur du mécontentement. 61,5% des répondant-e-s déclarent que la religion leur apporte un sentiment de sécurité dans leur vie, et 65,8% estiment que la religion affecte la façon dont ils/elles se comportent au quotidien. Par contre, le rôle de la religion est moins structurant pour les jeunes (18-29 ans) ; 60,2% d'entre eux/elles estiment que la religion affecte la manière dont ils/elles se comportent au quotidien, contre 74% des répondant-e-s âgé-e-s de 60 ans et plus. De même, les hommes déclarent moins couramment que les femmes que la religion leur apporterait un sentiment général de sécurité (pour 58,2% d'entre eux, contre 65,2% des femmes). **La probabilité est donc plus grande que les jeunes et les hommes expriment un sentiment de mal-être du fait de leur rapport moins structurant à la religion.** A l'inverse, 70% des habitant-e-s de Tataouine Nord déclarent que la religion leur apporte un sentiment général de sécurité, et 78,4% considèrent que la religion affecte la manière dont ils/elles se comportent au quotidien. **A Tataouine Nord, la forte religiosité partagée parmi les habitant-e-s jouerait un rôle régulateur significatif du mécontentement.** Cet effet régulateur ne se retrouve pas dans les mêmes proportions dans les autres délégations (y-compris de la frontière).





CHAPITRE 4

PARTICIPATION

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

A Tataouine, les canaux traditionnels de participation et de représentation politique semblent s'essouffler tandis que la population montre une disposition à se mobiliser sous d'autres formes.

Tendances générales

La crise de la représentation et de l'intermédiation se manifeste à travers plusieurs indicateurs :

- **Seulement 7,2% des répondant-e-s se sentent représenté-e-s au sein de leur conseil municipal.**
- **Les habitant-e-s de Tataouine accordent moins couramment leur confiance aux corps intermédiaires qu'aux institutions de l'Etat.** Le niveau de confiance n'est en effet que de 33,3% pour les municipalités, 31,2% pour les associations, 23,6% pour les médias et 16,4% pour les partis politiques.
- **Les partis politiques et les médias font face à un profond rejet ;** il s'agit des deux cibles qui enregistrent les scores les plus élevés de colère (respectivement 22,3% et 18,1%).

Plutôt qu'à travers ces canaux de représentation, il est plus plausible que les habitant-e-s de la région se mobilisent sous d'autres formes de participation. Ils/elles sont 61,3% à estimer avoir la capacité d'organiser une action collective, et 36% à considérer qu'il est probable que de telles actions surviennent dans un avenir proche.

Pour participer à une action collective, la perspective que celle-ci puisse aboutir à des résultats est une condition préalable. Or, **une bonne part des répondant-e-s considère avoir la capacité d'influencer les décisions** de leur municipalité (53,5%), du Gouvernorat (47,8%) et du Gouvernement (39%).

Deux autres **facteurs structurels sont propices à l'apparition d'actions collectives** ciblant les institutions publiques : une situation d'**insécurité humaine** et un degré élevé de **corruption perçue**. **L'élément déclencheur de ces actions collectives pourrait être provoqué par un traitement inapproprié des agent-e-s de l'Etat envers les populations.**

Spécificités locales et liées à l'âge et/ou au sexe

L'inclusion politique des femmes et des jeunes (18-29 ans) est limitée :

- La proportion de **femmes** à avoir voté aux élections législatives et municipales est plus basse, et elles estiment moins couramment avoir la capacité d'influencer la prise de décision à tous les niveaux.
- Les **jeunes (18-29 ans)** sont la tranche d'âge qui enregistre le plus faible score de participation aux dernières élections législatives et municipales, mais ils/elles estiment plus **couramment que leurs aîné-e-s qu'ils/elles auraient la capacité d'influencer la prise de décision à tous les niveaux.**

Les **jeunes** et les **hommes** ont généralement **moins confiance dans leur municipalité et les associations.**

De plus, les **jeunes hommes de 18-29 ans** prononcent un rejet très fort de la classe politique ; ils sont **45,6% à ressentir soit de la colère (32%), soit de la rancune (13,6%) contre les partis.**

Le **rapport des habitant-e-s de Tataouine Sud au pouvoir local (municipalité)** se caractérise par un score de **confiance et un taux de participation aux élections municipales plus bas** que la moyenne.





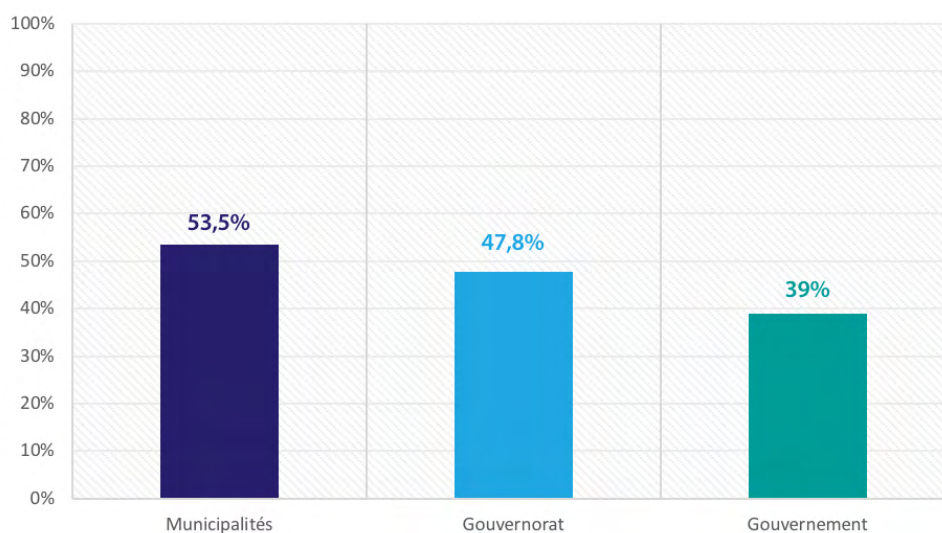
Les habitant·e·s de Tataouine exprimeraient un sentiment d'éloignement du modèle de représentation et participation politique. Paradoxalement, même si ils/elles ont la conviction de pouvoir influencer la prise de décision, les résultats en termes de participation et de confiance vis-à-vis des autorités locales et des corps intermédiaires signalent une **inclusion faible des habitant·e·s de Tataouine dans la prise de décisions à tous les niveaux**.



Capacité d'influence sur la vie politique et sociale (efficacité collective)

Les habitant·e·s de Tataouine évaluent leurs capacités à influencer la prise de décision à tous les niveaux de façon relativement positive.

Graphique 84 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent **influencer les décisions** des municipalités, du Gouvernorat et du Gouvernement



Un peu plus de la moitié des répondant-e-s estiment que les habitant-e-s de Tataouine ont les moyens d'influencer les décisions prises par leurs municipalités (53,5%). 47,8% d'entre eux/elles estiment que les citoyen-ne-s de la région peuvent influencer les décisions prises par les autorités du Gouvernorat et 39% d'entre eux/elles estiment pouvoir influencer les décisions du Gouvernement.

L'analyse statistique croisée signale que ces **scores sont plus faibles parmi les femmes** ; seulement 48,6% d'entre elles estiment que les habitant-e-s de leur voisinage peuvent influencer les décisions des municipalités (contre 57,9% des hommes, soit -9,3 points), 42,7% d'entre elles pour l'influence des décisions au niveau du Gouvernorat (contre 52,5% des hommes ; -9,8 points). **Seule une femme sur 3 (34,7%) à Tataouine estime que les habitant-e-s de la région peuvent influencer les décisions du Gouvernement** (contre 43% des hommes, soit -8,3 points).

Par contre, **les jeunes (18-29 ans) estiment plus couramment que les autres tranches d'âge que les habitant-e-s de Tataouine peuvent influencer les décisions** prises par leurs municipalités (61,9%), par les autorités du Gouvernorat (56%) et par le Gouvernement (46,2%). Ce sentiment est de moins en moins partagé d'une tranche d'âge à la suivante, jusqu'à n'atteindre plus que 29,1% des répondant-e-s âgé-e-s de plus de 60 ans qui estiment que les habitant-e-s de la région peuvent influencer les décisions du Gouvernement (35,2% d'entre eux/elles pour l'influence des décisions du Gouvernorat, et 42% d'entre eux pour l'influence des décisions municipales). Ces chiffres mesurent indirectement une tendance générationnelle ; **les jeunes auraient davantage le sentiment d'être inclu-e-s dans la prise de décision à tous les niveaux que leurs aîné-e-s.**

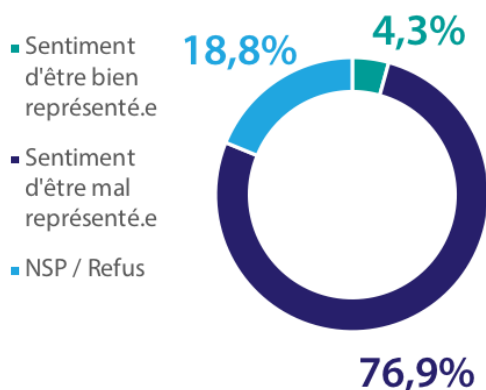
En termes de spécificités locales, **les répondant-e-s de Tataouine Nord estiment plus couramment que les habitant-e-s de leur région peuvent influencer les décisions** municipales (pour 58,2% d'entre eux/elles, soit +4,7 points vis-à-vis des standards régionaux), du Gouvernorat (54,5% ; +6,7 points) et du Gouvernement (47,4% ; 8,4%). Cette particularité est révélatrice d'un phénomène de périphérie dans la périphérie ; les habitant-e-s de la délégation qui concentre les principales représentations et administrations des pouvoirs locaux/centraux auraient davantage le sentiment de pouvoir influencer les décisions publiques que les habitant-e-s des délégations périphériques.

| Crise de la représentation politique

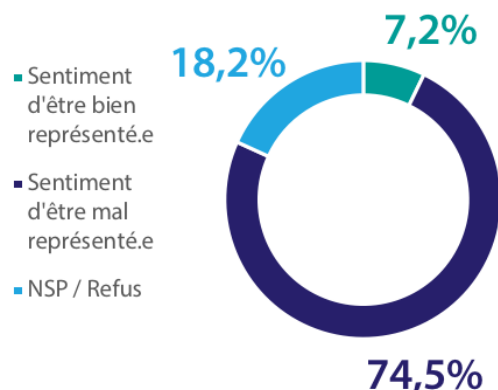
L'enquête mesure deux canaux d'inclusion dans la prise de décision dans la vie politique, à savoir la représentation et la participation (via le vote).

En termes de représentation, les habitant-e-s de Tataouine reconnaissent très peu aux élu-e-s des deux types d'assemblées représentatives (Parlement et municipalités) la qualité de pouvoir défendre leurs intérêts et aspirations.

Graphique 85 - Pourcentage de répondant.e.s qui se sentent représenté.e.s au sein du **Parlement**



Graphique 86 - Pourcentage de répondant.e.s qui se sentent représenté.e.s au sein de leur **conseil municipal**



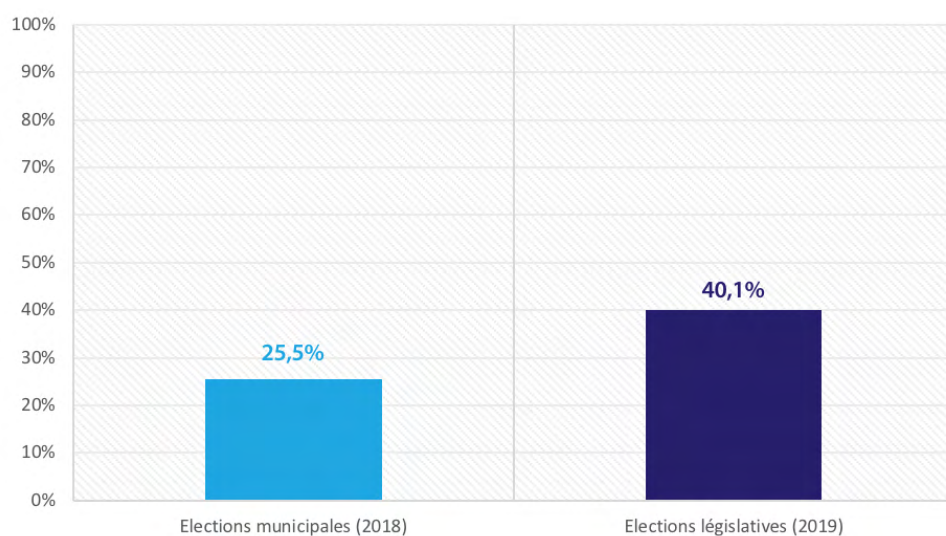
3 habitant.e-s de Tataouine sur 4 estiment ne pas se sentir représenté.e-s au sein du Parlement (76,9%) et de leurs conseils municipaux (74,5%).

L'analyse statistique croisée montre que les **personnes âgées de 30 à 39 ans** sont celles qui se sentent le moins bien représentées au sein de ces deux assemblées représentatives (pour 83,1% d'entre eux/elles vis-à-vis du Parlement et 82,1% vis-à-vis des conseils municipaux, soit respectivement +6,2 et +7,6 points par rapport aux autres tranches d'âge). De même, **les hommes estiment plus couramment qu'ils seraient mal représentés** au Parlement (82,2%) et au sein des conseils municipaux (79,3%) que les femmes (respectivement 71% et 69,1% d'entre elles, soit un écart moyen de -10,7 points).

Au niveau des spécificités locales, **les délégations frontalières enregistrent des scores particulièrement élevés en termes de sentiment d'être mal représenté.e**. En effet, 90,9% des habitant.e-s de Remada et 82,5% des répondant.e-s de Dehiba considèrent qu'ils/elles seraient mal représenté.e-s au sein du Parlement. De même, 90% des habitant.e-s de Remada et 80% des répondant.e-s de Dehiba considèrent qu'ils/elles seraient mal représenté.e-s au sein des conseils municipaux.

En termes de participation, le vote aux élections des assemblées représentatives (Parlement, conseils municipaux) se caractérise par des taux de participation plus bas que les standards nationaux.

Graphique 87 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent avoir voté aux élections municipales (2018) et législatives (2019)



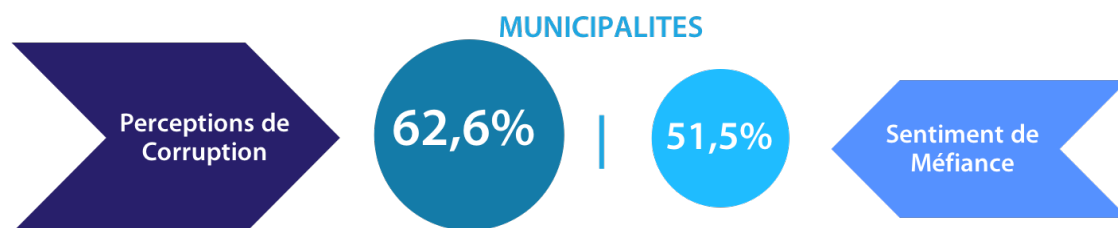
Seulement 25,5% des répondant.e.s déclarent avoir voté aux élections municipales de 2018, et 40,1% déclarent avoir participé au scrutin des élections législatives de 2019. Même si les populations de référence ne sont pas les mêmes (population générale de plus de 18 ans pour l'enquête, corps électoral pour les scrutins), ces scores sont inférieurs aux taux de participation nationaux pour les deux scrutins (35,65% pour les élections municipales et 41,7% pour les élections législatives). **La proportion de jeunes (18-29 ans) déclarant avoir voté aux élections municipales (15,2%) et législatives (28,4%) est particulièrement basse.** De même, seulement 31,1% des **femmes** déclarent avoir pris part aux élections législatives de 2019 (contre 48,3% d'hommes, soit -17,2 points), et uniquement 18,4% d'entre elles déclarent avoir voté aux élections municipales de 2018 (contre 31,9% des hommes, soit -13.5 points).

Au niveau local, **les délégations de Tataouine Sud et Samar enregistrent des taux de participation plus élevés que la moyenne régionale pour les élections législatives, mais une participation très faible aux élections municipales.** En effet, 52,8% des habitant.e.s de Tataouine Sud déclarent avoir voté aux élections législatives de 2019 (et 45,9% à Samar, soit respectivement +12,7 et +5,8 points par rapport aux standards régionaux), mais seulement 19% ont voté aux élections municipales (et 11% à Samar, soit respectivement -6,5 et -14,5 points par rapport aux standards régionaux). La délégation de Tataouine Sud n'ayant pas de conseil municipal dédié, **l'analyse participative** soutient l'hypothèse d'un **faible sentiment d'appartenance** à l'échelon municipal du pouvoir local. En effet, le nouveau découpage administratif qui définit les circonscriptions électorales des élections municipales de 2018 a attribué à la Municipalité de Tataouine un territoire s'étendant sur les deux délégations (Tataouine Nord et Sud). Cette nouvelle réalité ne serait pas encore pleinement appropriée par les habitant.e.s de Tataouine Sud. La désaffiliation vis-à-vis du pouvoir local serait contrebalancée par un plus grand sentiment d'appartenance au pays (52,4% des habitant.e.s de Tataouine Sud classent la Tunisie parmi leurs trois premières réponses en termes d'identités collectives, soit +6,3 points par rapport aux standards régionaux) et à ses institutions représentatives (plus importante participation aux élections législatives).

Rapport entre citoyen-ne-s et municipalités

Au même titre que pour les institutions publiques et les corps intermédiaires, les municipalités cristallisent un sentiment de méfiance associé à des perceptions de corruption.

Graphique 88 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les municipalités



Seul-e un-e habitant-e sur 3 (33,3%) a confiance dans les municipalités à Tataouine, contre 51,5% qui déclarent être méfiant-e-s à leur égard. L'[analyse statistique](#) (corrélations) montre une relation entre le sentiment de méfiance dans les municipalités et les perceptions de corruption à l'égard des autorités locales⁸. En effet, presque **2 habitant-e-s de Tataouine sur 3 (62,6%) estiment que la corruption est présente au sein des autorités locales**. Le pouvoir local ne bénéficierait donc pas d'un crédit de confiance plus élevé que les institutions centrales du fait de sa proximité avec les citoyen-ne-s.

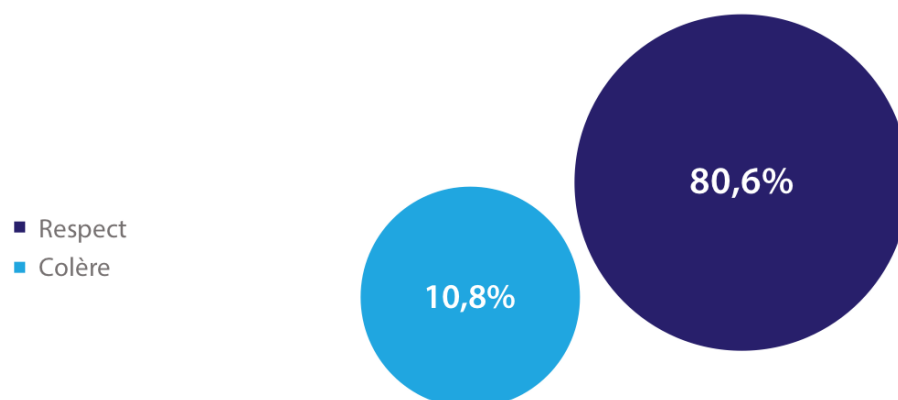
En termes de spécificités liées au sexe et à l'âge, l'[analyse statistique](#) croisée montre que le **sentiment de méfiance envers les municipalités est plus répandu parmi les hommes** (pour 61,1% d'entre eux, contre 40,9% des femmes) et **chez les jeunes** de 18-29 ans (pour 57,3% d'entre eux/elles, soit +5,8 points vis-à-vis de la moyenne régionale). La tendance est la même pour les perceptions de corruption ; 68,7% des jeunes de 19-29 ans et 70,9% des hommes estiment que la corruption est présente parmi les autorités locales (contre 53,4% des femmes).

Dans les délégations de Tataouine Sud et Samar, le sentiment de méfiance envers les municipalités est très élevé. 61% des habitant-e-s de Tataouine Sud et 60,5% des répondant-e-s de Samar déclarent ne pas avoir confiance dans les municipalités (respectivement +9,5 et +9 points que les standards régionaux). Les perceptions de corruption dans les autorités locales y sont aussi anormalement élevées ; 73,8% des répondant-e-s de Tataouine Sud et 67,9% des habitant-e-s de Samar. Ce constat appuie l'hypothèse de l'[analyse participative](#) énoncée dans la sous-section précédente (**faible sentiment d'appartenance à l'échelon municipal du pouvoir local**).

Par contre, le sentiment de respect envers les municipalités prédomine très largement, montrant un potentiel effet neutralisateur d'une éventuelle escalade des tensions entre citoyen-ne-s et municipalités en cas de mécontentement.

⁸- Le score de corrélation entre les perceptions de corruption vis-à-vis des autorités locales et le sentiment de confiance/méfiance envers les municipalités est de -,279**.

Graphique 89 - Pourcentage de répondant·e·s qui classent le respect et la colère comme leur sentiment prédominant envers les municipalités



4 habitant·e·s de Tataouine sur 5 (80,6%) expriment du respect à l'encontre des municipalités. En contrepoint, le sentiment de colère à leur encontre est peu courant (pour 10,8% des répondant·e·s seulement). **La possibilité que d'éventuelles tensions entre citoyen·ne·s et municipalités n'escaladent vers une confrontation directe est donc peu probable.**

Le sentiment de colère envers les municipalités sont plus fréquentes chez les hommes et chez les jeunes (18-29 ans). L'analyse statistique croisée signale en effet que 14,3% des hommes sont en colère contre les municipalités (contre 7% des femmes). De même, 13% des jeunes de 18-29 ans ressentent de la colère contre les municipalités. **Ainsi, 16% des jeunes hommes de 18-29 ans expriment de la colère à l'encontre des municipalités.** Ces spécificités de genre restent préoccupantes car les municipalités arrivent en troisième position des cibles, en termes de sentiments de colère et de rancune, parmi les pouvoirs publics (derrière les établissements de santé et la douane).

Dans les délégations de Tataouine Sud et Samar, le sentiment de respect vis-à-vis des municipalités est plus couramment partagé que dans le reste du Gouvernorat. 85,2% des habitant·e·s de Tataouine Sud ressentent du respect à l'encontre des municipalités (+4,6 par rapport aux standards régionaux). Dès lors, malgré une relation plus dysfonctionnelle entre citoyen·ne·s et municipalités (niveaux élevés de méfiance et de perceptions de corruption), un **niveau plus élevé de respect dans les municipalités jouerait un effet régulateur d'éventuelles tensions en cas de mécontentement des habitant·e·s de Tataouine Sud.**

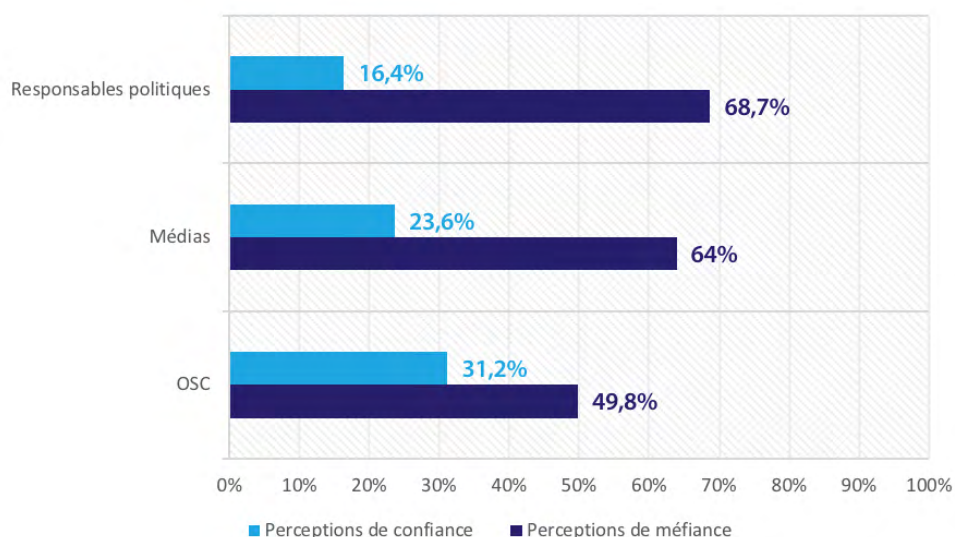


Les corps intermédiaires renvoient aux élu-e-s, aux associations, aux partis politiques, aux syndicats, aux médias ou encore aux clubs sportifs qui, dans une société, participent à l'organisation des individus autour d'intérêts collectifs. La vitalité de ces corps intermédiaires est un indicateur de la capacité des personnes à se mobiliser durablement pour défendre leurs intérêts auprès de leurs responsables publics.

| Confiance dans les corps intermédiaires

Les corps intermédiaires organisés (partis politiques, organisations de la société civile, médias) enregistrent des scores de confiance très faibles.

Graphique 90 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des corps intermédiaires organisés



En moyenne, les habitant-e-s de Tataouine accordent moins couramment leur confiance aux corps intermédiaires organisés qu'en faveur des institutions étatiques. La moyenne du taux de confiance dans les 3 corps intermédiaires est en effet inférieure de -16,54 points par rapport à la même moyenne pour les 7 institutions de l'Etat. Ce constat est toujours valide en retirant les scores de l'armée et de la protection civile (qui sont exceptionnellement élevés) dans la moyenne de la confiance dans les institutions (-10,17 points de confiance pour les corps intermédiaires en moyenne).

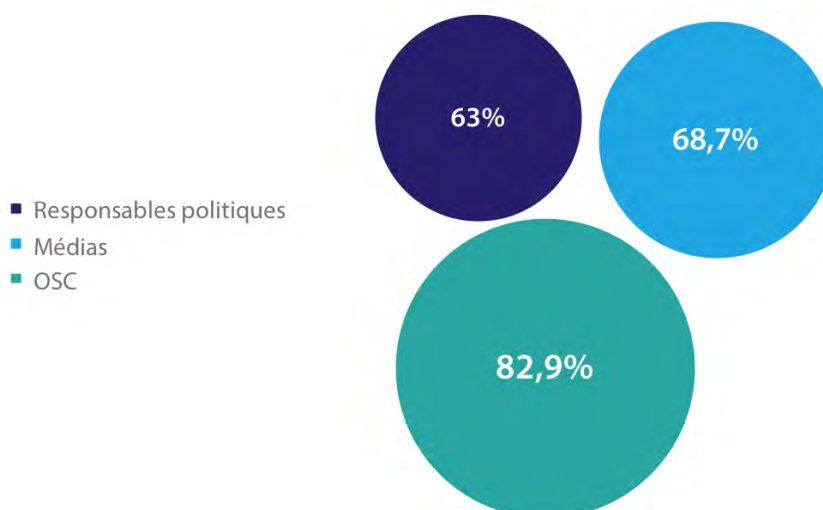
Les responsables politiques et les médias enregistrent les taux de méfiance les plus élevés (respectivement 68,7% et 64%) ainsi que les niveaux de confiance les plus bas (16,4% et 23,6%). Le niveau élevé de méfiance à l'égard de la classe politique est un indicateur indirect du désaveu à son égard. De même, la défiance envers les médias signale leur faible crédibilité, aux yeux des habitant-e-s de Tataouine, comme sources d'information. Avec un niveau de confiance aussi bas, les partis politiques et les médias ne seraient donc pas les agents de socialisation principaux par lesquels les habitant-e-s de Tataouine développent leurs opinions et attitudes politiques.

Les organisations de la société civile n'auraient pas une capacité de mobilisation particulièrement plus forte, notamment auprès des jeunes et des hommes. En effet, seulement 31,2% des habitant-e-s de Tataouine ont confiance dans les associations, et près de la moitié (49,8%) sont méfiant-e-s à leur égard. Les **jeunes** sont plus méfiant-e-s vis-à-vis de la société civile que la moyenne des autres tranches d'âge ; 53,8% des répondant-e-s âgé-e-s de 18 à 29 ans déclarent ne pas avoir confiance dans les associations (+4 points par rapport aux standards de la région). De même, les **hommes** accorderaient moins couramment leur confiance aux associations que les femmes ; 28,2% des hommes déclarent avoir confiance dans les associations, contre 33,7% des femmes (-5,5 points).

Attitudes envers les corps intermédiaires

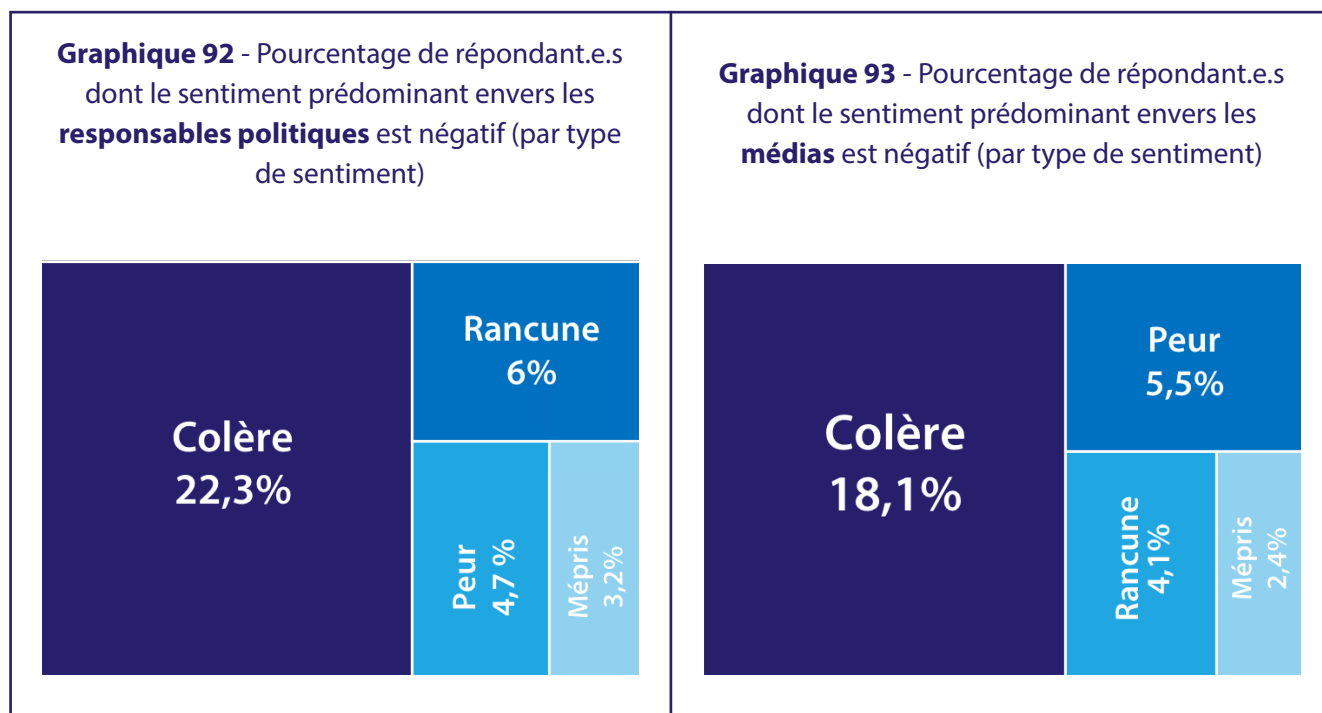
Comme pour les institutions publiques, le sentiment prédominant pour la majorité des habitant-e-s de Tataouine envers les corps intermédiaires est celui du respect.

Graphique 91 - Pourcentage de répondant-e-s qui classent le respect comme leur sentiment prédominant envers les corps intermédiaires



Cela-dit, **les habitant-e-s de Tataouine accordent en moyenne moins de respect aux corps intermédiaires qu'en faveur des institutions étatiques.** La moyenne du sentiment de respect comme attitude prédominante vis-à-vis des 3 corps intermédiaires est en effet inférieure de -7,7 points par rapport à la même moyenne pour les 7 institutions de l'Etat. De façon spécifique, le niveau de respect dans les responsables politiques (63%) est inférieur de 16,2 points à la moyenne des institutions publiques, et il est inférieur de 10,5 points pour les médias. Les organisations de la société civile font figure d'exception car elles enregistrent un taux de respect de 82,9%, soit +3,7 points par rapport à la moyenne des institutions publiques.

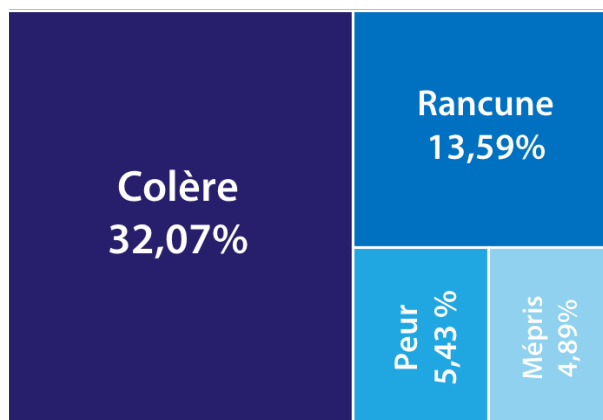
Par conséquent, la **classe politique et les médias enregistrent des scores particulièrement élevés en ce qui concerne les sentiments négatifs tels que la colère, la peur, la rancune et le mépris.**



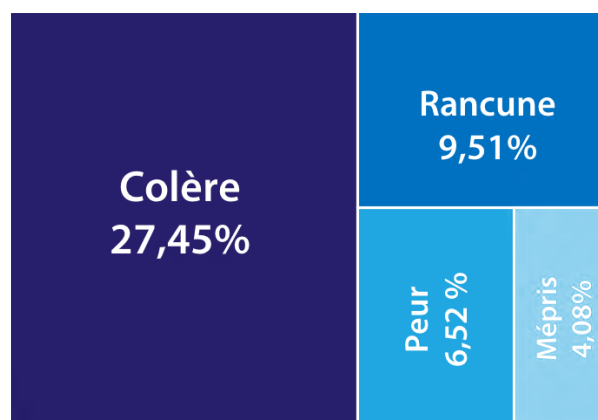
Avec respectivement 22,3% et 18,1% des répondant-e-s qui ressentent de la colère contre les responsables politiques et les médias, la méfiance dans ces deux corps intermédiaires s'accompagne d'un profond rejet. Ce **rejet prend la forme d'un sentiment d'hostilité (colère)**, en opposition à une attitude passive de fuite (peur); les sentiments de peur vis-à-vis des politicien-ne-s et des médias sont en effet inférieurs respectivement de -18,6 et -12,6 points par rapport aux sentiments de colère.

Comme pour les institutions publiques, l'**analyse statistique** croisée révèle une particularité de genre ; les sentiments négatifs à l'encontre des responsables politiques et des médias sont plus prononcés chez les jeunes hommes âgés de 18 à 29 ans.

Graphique 94 - Pourcentage d'hommes âgés de 18 à 29 ans dont le sentiment prédominant envers les **responsables politiques** est négatif (par type de sentiment)



Graphique 95 - Pourcentage d'hommes âgés de 18 à 29 ans dont le sentiment prédominant envers les **médias** est négatif (par type de sentiment)

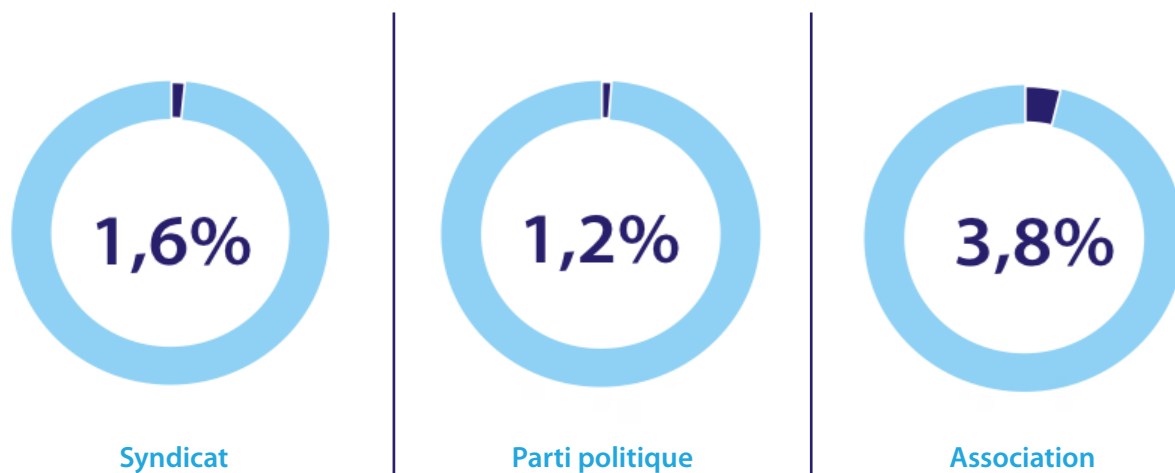


Le rejet de la classe politique et médiatique est donc plus fort chez les jeunes hommes, avec des sentiments d'hostilité particulièrement élevées. Par exemple, 32,07% des jeunes hommes âgés de 18 à 29 ans ressentent avant tout de la colère contre les responsables politiques (+9,77 points par rapport à la moyenne) et 13,59% ressentent de la rancune (+7,59 points).

Participation et représentation

La participation des habitant·e·s de Tataouine au sein des associations, des partis politiques et des syndicats est très faible.

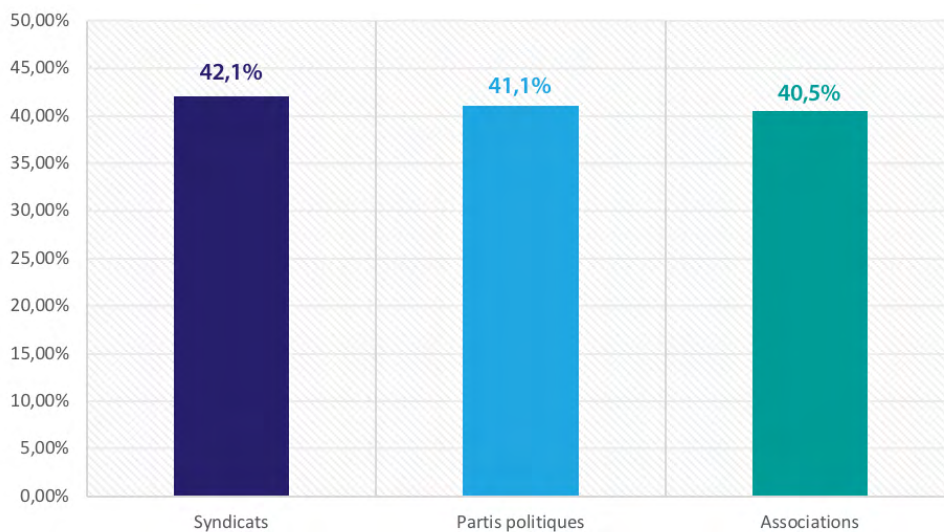
Graphique 96 - Pourcentage de répondant·e·s qui déclarent être membres d'un syndicat, d'un parti politique et/ou d'une association



Avec respectivement 1,6%, 1,2% et 3,8% de répondant-e-s qui déclarent être membres d'un syndicat, d'un parti politique et/ou d'une association, **les corps intermédiaires ont donc une très faible capacité de mobilisation à Tataouine.**

Pourtant, du point de vue des habitant-e-s de Tataouine, ces mêmes **corps intermédiaires conservent un poids influent dans les politiques de leur région.**

Graphique 97 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les corps intermédiaires peuvent affecter les politiques de leur région



La population jeune (18-29 ans) est d'ailleurs la tranche d'âge qui estime le plus couramment que ces corps intermédiaires ont une influence sur les politiques locales ; 48,1% considèrent que les partis affectent les politiques de leur région (+7 points par rapport à la population totale), 49,1% pour les syndicats (+7 points) et 45,3% pour les associations (+4,8 points).

Le rapport des habitant-e-s de Tataouine avec les corps intermédiaires semble donc construit autour d'un paradoxe. D'une part, des perceptions élevées de méfiance ainsi que des sentiments négatifs (colère et mépris) projetés contre les corps intermédiaires sont cohérents avec une participation très faible au sein des partis, des syndicats et des associations. D'autre part, ces mêmes acteurs garderaient un rôle significatif d'influence des politiques locales. Dès lors, **ce paradoxe soulève la question de la légitimité de ces corps intermédiaires à travers les facteurs de représentativité et d'efficacité.**

Sans d'autres relais crédibles (en termes de sources d'information, de groupes d'acteurs ou de modalités d'actions collectives), le risque souligné par l'[analyse participative](#) serait d'observer, chez les habitant-e-s de la région, un éloignement et un désintérêt croissants vis-à-vis de toute forme de participation.

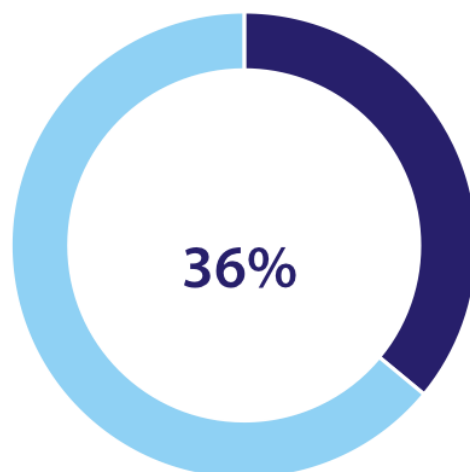


Malgré une faible participation dans les corps intermédiaires, les habitant-e-s de Tataouine montreraient une volonté commune de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie dans la région.

Dynamique des actions collectives : probabilité

Selon les habitant-e-s de Tataouine, il est relativement probable d'observer des mouvements sociaux et autres actions collectives dans la région.

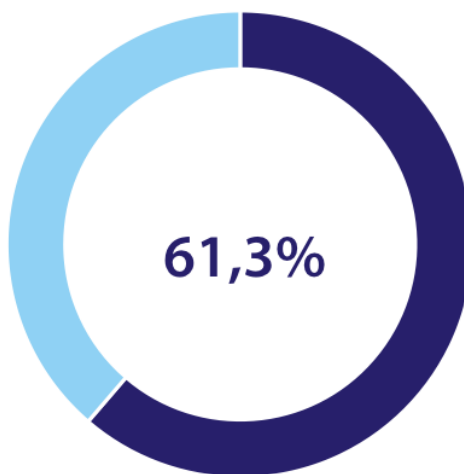
Graphique 98 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment qu'il est probable d'observer des **actions collectives** dans la région prochainement



Plus d'un-e habitant-e sur trois (36%) estime qu'il est probable que des actions collectives soient organisées prochainement dans le Gouvernorat de Tataouine. Ce résultat doit être considéré avec prudence car 38% des répondant-e-s ne se sont pas prononcé-e-s ou ont refusé de répondre à cette question. La part de répondant-e-s estimant que des actions collectives puissent subvenir pourrait donc être sous-évaluée.

La probabilité que des actions collectives se déroulent effectivement augmente si les habitant-e-s d'une société estiment qu'ils/elles ont effectivement la capacité d'organiser et de participer à ces actions collectives.

Graphique 99 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que les habitant.e.s de leur région ont la **capacité d'organiser une action collective**



A Tataouine, 3 répondant-e-s sur 5 (61,3%) estiment que les habitant-e-s de leur région ont la capacité d'organiser une action collective. Ils/elles seraient seulement 23,9% à estimer que les habitant-e-s de leur région ne sont pas en capacité d'organiser de telles actions collectives. Ce résultat est particulièrement élevé et confirme la tendance observée dans la première section en termes d'efficacité collective. Les habitant-e-s de Tataouine évalueraient donc positivement leurs capacités à influencer sur les différents niveaux de prise de décision (Gouvernement, Gouvernorat, municipalité). Par contre, en termes de mode d'organisation, les bas niveaux de confiance et de participation dans les corps intermédiaires (partis politiques, associations, syndicats) indiqueraient que ces derniers ne seraient pas crédibles, du point de vue des habitant-e-s de la région, comme canaux où ces actions collectives pourraient s'exercer. **Dès lors, pour influencer sur les différents niveaux de prise de décision, les habitant-e-s de Tataouine pourraient privilégier des modes d'action plus éphémères, spontanés et non-structurés.**

L'analyse statistique croisée montre des spécificités liées à l'âge et au sexe. Les **jeunes (18-29 ans)** estiment plus couramment que leurs aîné-e-s qu'il est probable que des actions collectives surviennent prochainement (pour 43,1% d'entre eux/elles, contre 25,8% des répondant-e-s de 60 ans et plus par exemple). De même, les jeunes (18-29 ans) sont 69,9% à considérer que les habitant-e-s de leur région ont la capacité d'organiser une action collective (contre 49,2% des personnes âgées de plus de 60 ans par exemple). Les **hommes** estiment également plus couramment qu'il est probable que des actions collectives soient organisées (pour 41% d'entre eux, contre 30,5% des femmes), mais les femmes et les hommes estiment dans des proportions similaires que les personnes de leur voisinage ont la capacité d'organiser de telles actions collectives.

En termes de **spécificités locales**, trois tendances distinctes peuvent être relevées. La région frontalière (Remada et Dehiba) enregistre des scores dans les standards régionaux pour cette section.

Les habitant-e-s de **Tataouine Sud** et de **Samar** estiment moins couramment que la moyenne régionale qu'il serait probable d'observer des actions collectives prochainement (pour respectivement 27,4% et 23,9% des répondant-e-s, soit -8,6 et -12,1 points par rapports aux standards régionaux). Selon l'**analyse participative**, ce score est cohérent avec la situation géographique des deux délégations et la localisation des mouvements sociaux à Tataouine ; les actions collectives seraient rarement organisées à Tataouine Sud et Samar contrairement à Remada et Tataouine Nord. Par contre, 72,3% des habitant-e-s de Tataouine Sud (+11 points par rapport aux standards régionaux) et 63,3% des répondant-e-s à Samar estiment que les personnes dans leur ville ont la capacité d'organiser des actions collectives. Selon l'**analyse participative**, **les habitant-e-s de Tataouine Sud prendraient un rôle effectivement significatif dans les mouvements sociaux du Gouvernorat, mais en se déplaçant dans d'autres délégations pour organiser des actions collectives.**

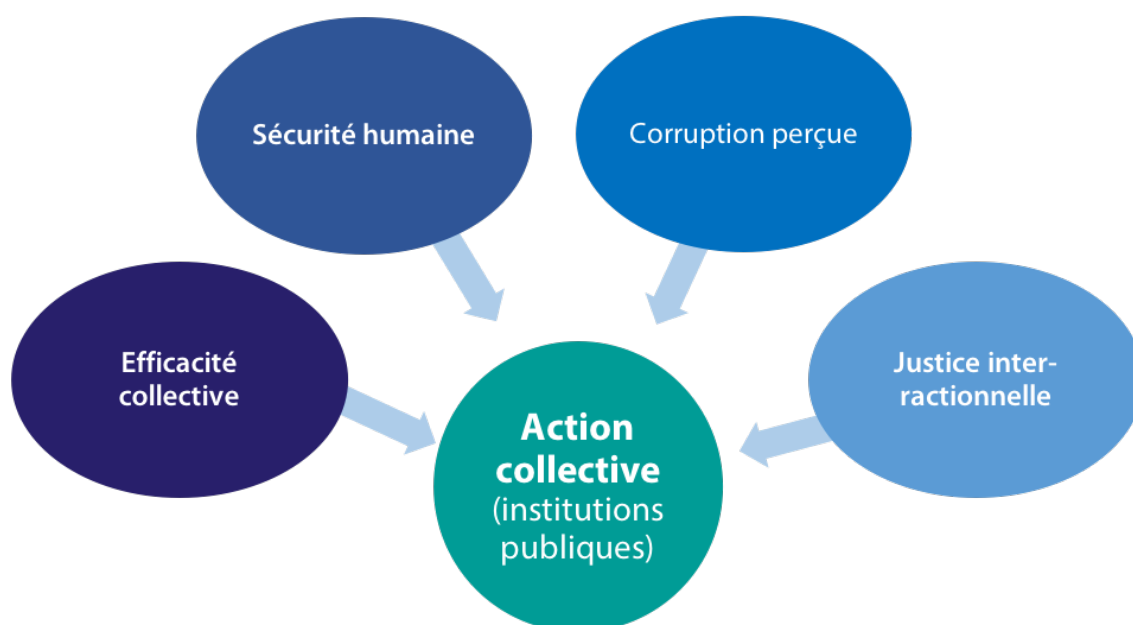
En milieu urbain, les habitant-e-s de **Tataouine Nord** estiment plus couramment que la moyenne régionale qu'il serait probable que des actions collectives soient organisées prochainement (pour 42,5% d'entre eux/elles, soit +6,5 points par rapport aux standards régionaux). Ce score pourrait indiquer que les actions collectives sont plus courantes dans cette délégation qui centralise la présence des principales administrations et organisations civiles, mais que ses habitant-e-s n'y participeraient pas nécessairement. Par contre, la proportion d'habitant-e-s de Tataouine Nord qui estiment que les personnes de leur voisinage ont la capacité d'organiser des actions collectives est dans les standards régionaux (61,1%).

Enfin, dans la **région du Dahar**, les habitant-e-s de Ghomrassen et de Bir Lahmar estiment moins couramment qu'il serait probable d'observer des actions collectives prochainement (respectivement pour 18,7% et 26,4% des répondant-e-s, soit -17,3 et -9,6 points par rapport aux standards régionaux). **Ces scores aussi bas pourraient indiquer une situation relative de paix sociale dans ces deux délégations.** En termes d'efficacité collective, seulement 46,4% des habitant-e-s de Ghomrassen estiment que les personnes dans leur ville ont la capacité d'organiser des actions collectives (-14,9 points par rapport aux standards régionaux). Ce n'est pas le cas à Bir Lahmar où 94,3% des répondant-e-s estiment que les habitant-e-s de leur ville ont la capacité d'organiser des actions collectives (+33 points par rapports aux standards régionaux). Les habitant-e-s de Ghomrassen considèrent aussi plus couramment qu'ils/elles sont représenté-e-s au sein de leur municipalité (82,1%) et du Parlement (83,6%). **Certes, les habitant-e-s de Ghomrassen auraient moins d'opportunités qu'ailleurs pour s'organiser collectivement autour de la défense d'intérêts communs (mouvements sociaux potentiellement éphémères et non-structurés), mais cela serait compensé par un sentiment plus répandu que leurs représent-e-s (au Parlement et au sein du conseil municipal) peuvent défendre leurs intérêts.**

| **Dynamique des actions collectives ciblant les institutions publiques**

L'**analyse statistique** (corrélations et régressions : **annexe 6**) vise à isoler les facteurs qui pourraient expliquer l'émergence d'actions collective ciblant les institutions publiques (établissements de santé et d'éducation, tribunaux, police/Garde Nationale, armée, protection civile, douane). L'analyse met en évidence 4 dimensions qui ont une influence sur ces actions collectives :

Graphique 100 - Déterminants de l'action collective ciblant les **institutions publiques**



Ainsi :

- Plus les habitant-e-s de Tataouine considèrent qu'ils/elles peuvent influencer sur les prises de décision à tous les niveaux (**efficacité collective** : chapitre 4) ;
- Moins les habitant-e-s de Tataouine ont le sentiment de vivre dans des conditions dignes et à l'abri du besoin (**sécurité humaine** : chapitre 3) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine considèrent que la société et les institutions seraient corrompues (**corruption perçue** : chapitre 1) ;
- Plus les habitant-e-s de Tataouine estiment que les agents de l'Etat ne les traite pas avec respect (**justice interactionnelle** : chapitre 1) ;

Alors plus il est probable qu'ils/elles participent à des actions collectives ciblant les institutions publiques.

La première variable explicative (**efficacité collective**) est un prérequis dans les différents modèles qui cherchent à déterminer les facteurs favorisant l'action collective. En effet, pour que des personnes déclarent une inclination à participer au sein d'actions collectives, il faut d'abord qu'elles considèrent que les habitant-e-s de leur ville ont effectivement la capacité d'organiser de telles actions et que celles-ci puissent déboucher sur un résultat.

Le sentiment d'insécurité humaine serait le premier motif de mobilisation collective à Tataouine. En effet, en comparaison avec les autres variables, la sécurité humaine pèse plus lourdement sur l'inclination à participer à des actions collectives. Pour rappel, les trois principaux domaines pour lesquels les habitant-e-s de Tataouine expriment un sentiment d'insécurité concerne l'accès à l'éducation, l'accès à la **culture/aux loisirs**, et la préservation de leur **environnement**. Il est donc probable d'observer des actions collectives à Tataouine qui s'articulent autour de revendications sur ces trois volets.

Le niveau élevé des perceptions de corruption est un dénominateur commun qui explique différentes dimensions de la cohésion sociale à Tataouine (méfiance dans les institutions, sentiment de mal-être et de mécontentement, insécurité humaine, etc.). Les perceptions de corruption sont les plus élevées en ce qui concerne les secteurs de la santé et de l'éducation (voir chapitre 1). Ce **niveau élevé des sentiments de corruption rend plus probable le risque d'observer des actions collectives à Tataouine, notamment celles qui cibleraient les établissements de santé et d'éducation.**

En termes de justice interactionnelle, plus d'un-e habitant-e de Tataouine sur trois (39,2%) considère que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect (voir chapitre 1). **Ce score alerte sur le risque qu'une interaction négative avec les agents de l'Etat ne se reporte sur le déclenchement d'actions collectives ciblant les institutions publiques à Tataouine.**



CONCLUSIONS

L'analyse des données statistiques de l'enquête permet de renseigner une vision commune de renforcement de la cohésion sociale où les habitant·e·s de Tataouine vivraient en confiance et dignement au sein d'une société plus juste et harmonieuse. Les conclusions de l'enquête énoncent des recommandations qui s'enracinent dans les résultats statistiques. Ces orientations stratégiques pourraient guider des interventions de la part des pouvoirs publics et de la société civile pour renforcer la cohésion sociale dans la région.

| **Améliorer la relation entre les citoyen·ne·s et l'Etat**

La relation entre les habitant·e·s de Tataouine et leurs institutions publiques est minée par un faible niveau de confiance. Trois facteurs ont une influence négative sur la confiance verticale ; (i) un degré élevé de corruption perçue, (ii) un fort sentiment d'injustice, et (iii) la faible confiance horizontale.

Pour réduire le sentiment d'injustice, le modèle de développement régional pourrait être révisé pour contribuer à l'amélioration concrète des conditions de vie et de la sécurité humaine des habitant·e·s du Gouvernorat. Il s'agirait en priorité d'améliorer les services publics, notamment dans l'éducation et la santé, par exemple à travers de meilleures infrastructures et le recrutement d'un personnel qualifié. En termes de politiques d'emploi, les secteurs qui contribuent à l'amélioration du sentiment de dignité pourraient être priorités. Il s'agirait des domaines de l'éducation, de la culture/des loisirs et de l'environnement, principaux motifs d'insécurité humaine à Tataouine. Davantage de consultations et d'implication des citoyen·ne·s dans l'identification de ces priorités seraient bénéfiques à un bon ciblage des priorités locales telles qu'elles sont perçues par les habitant·e·s de la région.

L'interaction entre le personnel et les usager·e·s de service public pourrait être encadrée par des mécanismes efficaces de redevabilité et de transparence pour changer la perception de la corruption. A un niveau de changement institutionnel, la diffusion d'une culture de redevabilité et de bonne gouvernance devrait continuer d'orienter les réformes futures de l'administration publique. Par exemple, l'adoption, l'application et le contrôle de codes de conduite et déontologiques dans les services publics aurait également le potentiel d'améliorer la perception du public de la manière dont les agents de l'Etat les traite. Cela serait bénéfique au développement d'un respect mutuel qui permette de renforcer le sentiment de considération et d'égard.

Pour renforcer la confiance entre les habitant·e·s de Tataouine et les représentant·e·s de l'Etat, il importe que leurs échanges se fondent sur une base de respect mutuel. Si, pour leurs démarches administratives, les contacts répétés entre le personnel et les usager·e·s de service public s'établissaient sur la base d'une communication positive, cela serait bénéfique à la confiance horizontale entre eux/elles et participerait à diffuser une culture d'ouverture de l'administration publique. Pour voir un effet positif sur la confiance verticale, ces interactions doivent avoir lieu dans un cadre de redevabilité qui assure un engagement respectueux, constructif et continu de la part des représentant·e·s de l'Etat.

Le sentiment de respect des libertés individuelles joue un effet positif sur la confiance dans les institutions publiques et pourrait être consolidé. A ce titre, une meilleure protection juridique des droits humains et libertés fondamentales pourrait être recherchée pour donner à tou·te·s un accès à la justice dans des conditions d'égalité. En effet, le sentiment d'égalité devant la loi figure parmi les principales causes des perceptions d'injustice et de méfiance dans les institutions judiciaires.

A Tataouine, plus des deux tiers des femmes répondantes sont des femmes au foyer ; leur rapport avec l'Etat montre des scores très faibles de confiance et particulièrement élevés en termes de corruption perçue et de sentiment d'injustice. Les recommandations qui ont été énoncées précédemment pour l'amélioration des services publics, des politiques d'emploi ou encore pour la provision d'une meilleure sécurité juridique devraient cibler en priorité cette population. A ce titre, une meilleure compréhension des facteurs d'exclusion des femmes au foyer pourrait bénéficier à la conception de politiques publiques plus inclusives.

Le niveau de confiance dans les institutions publiques étant aussi particulièrement bas chez les jeunes (18-29 ans), ceux-ci pourraient être impliqués de façon consistante par les pouvoirs publics pour comprendre les facteurs d'érosion de la confiance et leurs besoins spécifiques. La participation des jeunes aux politiques publiques pourrait être recherchée pour que ceux/celles-ci deviennent les instigateur-rice-s et les acteur-rice-s d'un changement positif qui répond à leurs besoins. Cette démarche participerait à les impliquer dans la réponse aux facteurs structurels à l'origine du sentiment d'injustice. Elle contribuerait également à développer la confiance en soi et le sentiment d'efficacité collective chez ce public cible.

Une attention particulière devrait être accordée à Tataouine Sud où les scores de confiance dans les institutions publiques sont les plus bas, et le sentiment d'injustice parmi les plus élevés. Les services publics octroyés par les établissements de santé, d'éducation et la municipalité sont les premiers concernés. La problématique d'accès à ces services étant spécifiquement touchée par des contraintes liées à la distance dans cette délégation, les infrastructures de transport et le maillage territorial des services publics pourraient être améliorés.

A Dehiba et Remada, la méfiance des jeunes et leurs attitudes hostiles envers l'armée soulignent la nécessité de construire une relation nouvelle entre militaires et populations locales. Les priorités sécuritaires de l'Etat dans la région obtiendraient une meilleure adhésion du public si elles étaient complétées par un rôle social de l'armée. Celle-ci pourrait apporter des réponses tangibles aux motifs d'insécurité humaine chez les populations frontalières. Par exemple, des initiatives conjointes, entre civiles et militaires, visant à protéger l'environnement et/ou à améliorer l'accès à l'éducation et à la culture/aux loisirs seraient fortement bénéfiques au renforcement de la confiance dans l'armée.

| **Consolider les relations horizontales**

Les relations horizontales (entre personnes, et entre tribus) sont plus harmonieuses que les relations verticales à Tataouine. Toutefois, plusieurs tendances émergentes pourraient provoquer une dégradation du climat social si elles n'étaient pas anticipées et prévenues suffisamment en amont.

La principale source de tension réside dans le secteur pétrolier. Pour diminuer le mécontentement social qui cible les entreprises pétrolières, la redistribution de leurs profits et de leur contribution au développement local à travers les fonds de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) devrait être encadrée par des mécanismes de transparence et redevabilité qui impliquent directement la participation du public. De même, la RSE des compagnies pétrolières pourrait cibler en priorité les secteurs qui bénéficieraient à la sécurité humaine des populations de la région (notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture/des loisirs et de l'environnement) pour diminuer le sentiment d'injustice. La confiance dans les entreprises pétrolières serait renforcée également si les habitant-e-s de la région étaient associé-e-s, en plus des autorités locales, à la définition des priorités qui guident leur RSE.

La majorité des habitant-e-s de Tataouine s'identifient à la fois à leur pays, à leur région et à leur tribu, ce qui montre un fort potentiel de rassemblement. Cette complémentarité contredit les récits qui tendent à opposer ces identités. La fierté d'appartenir à la Tunisie a le potentiel de rassembler et d'unir les habitant-e-s de Tataouine au sein d'une vision nationale de cohésion sociale. Pour cela, cette vision pourrait reconnaître les particularités régionales de Tataouine qui participent à la construction d'une identité tunisienne. Cela serait bénéfique pour améliorer le sentiment de considération et d'égard, notamment dans la bande frontalière (Dehiba et Remada) où les perceptions de stigmatisation alimentent le sentiment de mépris ('hogra').

Le poids de la famille et de la tribu dans les identités des habitant-e-s de la région montre la vitalité des liens de solidarité au sein de la sphère privée élargie. Ce rôle positif devrait être préservé. En termes de politique familiale, l'éducation figure au premier rang des motifs d'insécurité humaine ; l'aide aux familles pour faire face aux difficultés dans l'éducation de leur(s) enfant(s) pourrait être priorisée. En ce qui concerne la tribu,

cette identité pourrait d'avantage être reconnue pour son rôle positif, et ce en vue de renforcer le sentiment de considération et d'égard.

Les relations entre personnes de différentes tribus sont harmonieuses, mais des rivalités (notamment économiques) ne sont pas exclues. A ce titre, les notables locaux, qui exercent une influence sur leur tribu, bénéficient d'un capital confiance qui les positionne comme de potentiels acteurs légitimes pour intervenir dans la médiation des conflits et prévenir l'escalade de tensions lorsque celles-ci émergent. Mais ce capital confiance est fragile, notamment auprès des jeunes, ce qui montre que ces notables locaux devraient renforcer leurs efforts de dialogue avec les jeunes pour gagner leur respect.

| Renforcer les canaux de participation et de représentation

Les habitant·e·s de Tataouine se détachent des canaux traditionnels de participation (société civile, partis politiques, syndicats, etc.) et de représentation, ce qui signale une inclusion faible dans la prise de décisions à tous les niveaux.

Les représentant·e·s de l'Etat suscitent la méfiance du public qui, en retour, ne sent pas que ses intérêts sont défendus et représentés. Les politiques de l'Etat qui ciblent la région devraient donc veiller à assurer des consultations élargies, c'est-à-dire au-delà de ses représentant·e·s locaux (délégations, Gouvernorat) et des organisations civiles traditionnelles. C'est le cas des projets de développement qui gagneraient davantage l'adhésion du public si des mécanismes de participation citoyenne étaient appliqués à chaque étape de leur diagnostic, de leur conception, de leur suivi et de leur exécution.

Les corps intermédiaires (élu·e·s, syndicats, associations, partis politiques, médias, etc.) font face à une crise profonde de représentativité et de légitimité, notamment auprès des jeunes. Ce constat devrait mener ces corps intermédiaires à remettre en question leurs modèles de gouvernance pour que ceux-ci soient plus ouverts et prennent davantage compte des aspirations de leur public. Un renouvellement de leurs modes de mobilisation pourrait susciter davantage d'engagement et de participation citoyenne dans une dynamique de confiance.

Il existe à Tataouine une volonté commune de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie dans la région, mais cette volonté n'est pas captée par les canaux traditionnels de participation. De nouveaux canaux informels de mobilisation collective, qui suscitent la confiance et l'adhésion du public, devraient être reconnus et engagés de façon constructive. Leur structuration favoriserait une meilleure durabilité de l'action collective et de la participation citoyenne, à condition que leurs modes de gouvernance ne reproduisent pas les lacunes qui caractérisent la crise de légitimité des corps intermédiaires traditionnels.



ANNEXES

Table des annexes

Annexe 1 - Analyse statistique des déterminants de la confiance verticale.....	118
Annexe 2 - Analyse statistique des conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques	118
Annexe 3 - Analyse statistique des conséquences du sentiment de justice/injustice sociale	118
Annexe 4 - Analyse statistique des déterminants de la confiance dans les compagnies pétrolières.....	118
Annexe 5 - Analyse statistique des déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie.....	119
Annexe 6 - Analyse statistique des déterminants de l'action collective ciblant les institutions publiques	119

| **Annexe 1 : Analyse statistique des déterminants de la confiance verticale**

Pour rechercher les variables qui ont un effet sur la confiance verticale, l'**analyse statistique** (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 30,4% de la variance est expliquée par la combinaison de 4 facteurs. Dans ce modèle, chaque dimension pèse, de façon combinée, de manière inégale sur la confiance verticale :

- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) expliquent la confiance verticale à hauteur de -26%.
- La **confiance horizontale** (chapitre 2) explique la confiance verticale à hauteur de 25%.
- Le **respect des libertés fondamentales** et droits humains (chapitre 3) explique la confiance verticale à 18%.
- La **justice sociale** (chapitre 1) explique la confiance verticale à hauteur de 2%.

| **Annexe 2 : Analyse statistique des conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques**

L'**analyse statistique** (corrélations et régressions) met en avant une relation entre les perceptions de confiance/méfiance dans les institutions publiques et 5 dimensions. De manière isolée, la confiance verticale est un facteur favorisant et explique :

- Le sentiment de respect des libertés fondamentales (chapitre 3) à 56%.
- Le sentiment d'appartenance au pays (chapitre 2) à 47%.
- Les perceptions de corruption (chapitre 1) à hauteur de -36%.
- Le sentiment de sécurité humaine (chapitre 3) à 27%
- Le sentiment de bien-être et de bonheur (chapitre 3) à 21%.

| **Annexe 3 : Analyse statistique des conséquences du sentiment de justice/injustice sociale**

L'**analyse statistique** (corrélations et régressions) met en évidence 5 effets du sentiment d'injustice sociale sur d'autres dimensions de la cohésion sociale à Tataouine. De manière isolée, le sentiment d'injustice sociale est un facteur favorisant et explique :

- La méfiance envers les responsables politiques (chapitre 4) à 68%.
- Le sentiment d'insécurité humaine (chapitre 3) à 29%.
- Les perceptions de corruption (chapitre 1) à 29%.
- La méfiance dans les institutions publiques (chapitre 1) à 25%.
- Le sentiment de ne pas être représenté-e au sein des assemblées électives (chapitre 4) à 14%.

| **Annexe 4 : Analyse statistique des déterminants de la confiance dans les compagnies pétrolières**

Pour isoler les déterminants de la confiance dans les entreprises pétrolières, l'**analyse statistique** (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 60,3% de la variance est expliquée par la

combinaison de 3 facteurs. Dans ce modèle, chacune des trois dimensions pèse, de façon combinée, de manière inégale sur la confiance dans les compagnies pétrolières :

- La **satisfaction à l'égard de la vie** (chapitre 3) explique la confiance dans les compagnies pétrolières à hauteur de 41%.
- La **justice sociale** (chapitre 1) explique la confiance dans les compagnies pétrolières à hauteur de 36%.
- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) expliquent la confiance dans les entreprises pétrolières à hauteur de -18%.

| **Annexe 5 : Analyse statistique des déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie**

L'**analyse statistique** (corrélations et régressions) montre l'influence de 6 variables sur le sentiment général de bien-être et de bonheur chez les habitant·e·s de Tataouine. Ces facteurs intègrent un modèle statistiquement significatif où 45,8% de la variance est expliquée par leur combinaison. Dans ce modèle, chacune des 6 dimensions pèse, de façon combinée, de manière inégale sur la satisfaction à l'égard de la vie :

- La **confiance globale** (chapitre 1) explique la satisfaction à l'égard de la vie à 13%.
- La **religiosité intrinsèque** (chapitre 3) explique la satisfaction à l'égard de la vie à 13%.
- L'**efficacité collective** (chapitre 4) explique la satisfaction à l'égard de la vie à hauteur de 12%.
- Le **revenu subjectif** (chapitre 3) explique la satisfaction à l'égard de la vie à 8%.
- La **sécurité humaine** (chapitre 3) explique la satisfaction à l'égard de la vie à hauteur de 4%.
- La **justice sociale** (chapitre 1) explique la satisfaction à l'égard de la vie à hauteur de 4%.

| **Annexe 6 : Analyse statistique des déterminants de l'action collective ciblant les institutions publiques**

Pour isoler les facteurs qui pourraient expliquer l'émergence d'actions collective ciblant les institutions publiques (établissements de santé et d'éducation, tribunaux, police/Garde Nationale, armée, protection civile, douane), l'**analyse statistique** (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 31,8% de la variance est expliquée par la combinaison de 4 variables. Dans ce modèle, chacune des 4 dimensions pèse, de façon combinée, de manière inégale sur l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques :

- L'**efficacité collective** (chapitre 4) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 23%.
- La **sécurité humaine** (chapitre 3) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 16%.
- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) expliquent l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 14%.
- La **justice interactionnelle** (chapitre 1) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 10%.



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة
République Tunisienne
Présidence du gouvernement

Présentation CNLCT



Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Copyright © Programme des Nations Unies pour le développement en Tunisie 2022.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans permission.

Le PNUD n'assume pas la responsabilité des opinions exprimées dans ce texte. Celles-ci ne reflètent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, y-compris le PNUD, ni des Etats Membres.

Avec l'appui de



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة
République Tunisienne
Présidence du gouvernement



Royaume des Pays-Bas



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC





Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie



Rue du Lac Windermere, Immeuble le Prestige Business Center, Tour A,
Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie

Tél. : +216 36 011 680

E-mail : registry.tn@undp.org

www.tn.undp.org

f : @UNDPinTunisia

t : @UNDPinTUNISIA